

Université de Montréal

Le vote eurosceptique parmi l'électorat europhile

Par Anne-Marie Houde

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de M. Sc.
en Science politique

Juin 2019

© Anne-Marie Houde, 2019

Résumé

Lors des dernières élections européennes de 2014, un nombre considérable de sièges au Parlement européen (PE) a été obtenu par des partis eurosceptiques, ces partis traduisant une position très critique face à l'Union européenne (UE). Pourtant, parmi les électeur·rice·s de ces formations politiques, plusieurs citoyen·ne·s considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose. Conséquemment, cette étude propose d'analyser les motivations sous-jacentes au vote des europhiles pour des partis eurosceptiques. À l'aide de données rendues disponibles dans l'Étude électorale européenne de 2014, trois hypothèses basées sur les concepts des soutiens diffus et spécifique, du vote sur enjeux et de la saillance, ainsi que du vote d'opposition, sont testées au moyen de régressions logistiques. Les résultats issus de l'analyse quantitative sont ensuite approfondis grâce à une dizaine d'entretiens réalisés en avril et mai 2019 avec des électeur·rice·s de la France insoumise.

Mots-clés : Union européenne • élections • vote sur enjeux • saillance • vote d'opposition • opinion publique • France insoumise • régression logistique • entretiens semi-dirigés • méthodes mixtes

Abstract

After the 2014 European elections, a significant number of seats in the European Parliament (EP) were gained by Eurosceptic parties, those parties showcasing a position that is strongly opposed to the European Union (EU). Interestingly, among their voters can be found several citizens who believe their country's membership of the EU to be a good thing. Hence, this research proposes to analyse the Europhiles' underlying motivations to vote for a Eurosceptic party. With data made available by the European Election Study – Voter study of 2014, three hypotheses based on the concepts of diffuse and specific support, issue voting, opposition voting, and salience are tested with logistic regressions. The results from the quantitative analysis are then taken further with the help of data from interviews conducted in April and May 2019 with voters of *la France insoumise*.

Keywords: European Union • elections • issue voting • salience • opposition voting • public opinion • *France insoumise* • logistic regression • semi structured interviews • mixed methods

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de maîtrise, Laurie Beaudonnet. J'ai pu bénéficier ces deux dernières années d'un encadrement exceptionnel, duquel je lui en suis infiniment reconnaissante. Ce mémoire n'aurait pas été possible sans ses judicieux conseils, ses commentaires toujours pertinents et son soutien constant. Laurie, merci pour les opportunités incroyables que tu m'as offertes, et merci de m'avoir fait confiance.

J'aimerais également remercier Céline Belot pour son accueil remarquable lors de ma recherche de terrain en France, pour son aide extraordinaire avec la partie qualitative de ce mémoire et pour sa disponibilité pendant tout mon séjour à Grenoble. J'ai énormément appris à son contact et ses commentaires ont définitivement aidé cette recherche.

Merci également au RESTEP et à la Maison internationale, dont les généreuses contributions m'ont permis d'effectuer ma recherche de terrain en Europe, ainsi qu'au CECD dont la bourse de formation méthodologique m'aura permis d'acquérir les connaissances nécessaires à l'analyse quantitative effectuée dans ce mémoire.

Je souhaiterais également remercier mes collègues du Département de science politique, particulièrement ceux du Centre Jean Monnet de Montréal, pour leurs conseils et leurs encouragements pendant tout le processus de la recherche et de la rédaction pour ce mémoire. Merci également à mes collègues du Laboratoire PACTE à Grenoble pour leurs commentaires sur

mon travail, ainsi qu'à Laura Uyttendaele pour son aide dans l'élaboration de ma question de recherche.

Ce mémoire n'aurait pas été possible sans le soutien immense dont j'ai pu bénéficier de la part de ma famille et de mes ami·e·s. Merci particulièrement à mes parents et à mon frère, et également à Frédérique et Julia pour leurs encouragements précieux et les pauses nécessaires prises en leur compagnie.

Enfin, merci à Sébastien d'avoir été présent depuis le premier jour de ma maîtrise, de m'avoir accompagnée durant tout ce processus et de m'avoir encouragée dans toutes mes décisions.

Table des matières

<i>Résumé</i>	<i>i</i>
<i>Abstract</i>	<i>ii</i>
<i>Remerciements</i>	<i>iii</i>
<i>Table des matières</i>	<i>v</i>
<i>Liste des tableaux</i>	<i>viii</i>
<i>Liste des sigles</i>	<i>ix</i>
<i>Liste des répondant·e·s</i>	<i>x</i>
<i>Introduction</i>	<i>1</i>
1. Hypothèses de recherche	3
2. Structure du mémoire	4
<i>Chapitre 1 - Cadre théorique : concepts et théories</i>	6
1. Soutien et euroscepticisme : définitions, origines et mesures	6
1.1. Les débats autour des notions de soutien et d'euroscepticisme	6
1.2. Évolution de l'opinion publique européenne et origine de l'euroscepticisme	10
1.3. Tentatives de définitions	15
1.4. Facteurs explicatifs du soutien individuel.....	21
1.5. L'impact des différents contextes nationaux.....	30
1.6. L'intégration européenne et l'axe gauche-droite	32
2. Le vote	38
2.1. Le vote sur enjeux	38
2.2. La saillance.....	49
2.3. Le vote d'opposition	53
3. Conclusion	56
<i>Chapitre 2 – Méthodologie : données et design de recherche</i>	58

1. Les europhiles et le vote eurosceptique dans l'Union européenne	59
1.1. Choix méthodologique : la régression logistique.....	59
1.2. Sélection des cas	60
1.3. Sélection des données	62
1.4. Opérationnalisation des variables	62
2. Étude de cas : les électeur·rice·s de la France insoumise	68
2.1. Choix méthodologique : les entretiens semi-dirigés	68
2.2. Sélection du cas.....	69
2.3. Collecte des données.....	71
2.4. Opérationnalisation des variables	73
3. Limites méthodologiques.....	75
<i>Chapitre 3 – Présentation et analyse des données quantitatives.....</i>	<i>77</i>
1. Résultats de l'analyse sur l'échantillon europhile	77
1. Résultats	77
2. Conclusion partielle.....	82
2. Résultats de l'analyse sur l'échantillon complet	83
1. Résultats	83
2. Conclusion partielle.....	86
3. Conclusion	87
<i>Chapitre 4 : Présentation et analyse des données qualitatives.....</i>	<i>91</i>
1. L'Union européenne vue par les répondant·e·s.....	91
2. Résultats par hypothèse.....	95
2.1. La satisfaction avec les politiques de l'UE	95
2.2. La saillance des enjeux.....	99
2.3. La satisfaction avec le gouvernement	103
3. L'importance de l'enjeu européen	107
4. Autres facteurs	110
5. Conclusion	114
<i>Conclusion.....</i>	<i>116</i>

5.1.	Rappel des résultats principaux	117
5.2.	Hypothèses à tester ultérieurement	119
5.3.	Perspectives de recherche	120
	<i>Bibliographie.....</i>	<i>122</i>
	<i>Annexe I : Certificat éthique</i>	<i>i</i>
	<i>Annexe II : Questionnaire de sélection des répondant.e.s</i>	<i>ii</i>
	<i>Annexe III : Exemple de courriel de recrutement.....</i>	<i>iii</i>
	<i>Annexe IV : Formulaire de consentement.....</i>	<i>iv</i>
	<i>Annexe V : Grille d'entretien</i>	<i>vi</i>
	<i>Annexe VI : Modèles intermédiaires.....</i>	<i>vii</i>

Liste des tableaux

<i>Tableau I: Pays, nombre de sièges au Parlement en 2014 et résultat sur l'échelle d'intégration européenne des partis eurosceptiques sélectionnés dans l'étude par pays</i>	<i>61</i>
<i>Tableau II : Fréquence des variables indépendantes dans les deux échantillons.....</i>	<i>66</i>
<i>Tableau III: Statistiques descriptives.....</i>	<i>67</i>
<i>Tableau IV: Influence de la satisfaction envers les actions de l'UE, de la saillance des enjeux et de la satisfaction envers le gouvernement sur le vote eurosceptique (europhiles seulement).....</i>	<i>78</i>
<i>Tableau V: Influence de la satisfaction envers les actions de l'UE, de la saillance des enjeux et de la satisfaction envers le gouvernement sur le vote eurosceptique (tous·tes les autres électeur·rice·s)</i>	<i>84</i>

Liste des sigles

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier

CEE : Communauté économique européenne

DF : *Dansk Folkeparti* (Parti populaire danois)

EELV : Europe Écologie les Verts

EES : European Election Study

FI : France insoumise

FN : Front national

FPÖ : *Freiheitliche Partei Österreichs* (Parti de la liberté autrichien)

OR : odds ratio

PE : Parlement européen

PVV : *Partij voor de Vrijheid* (Parti pour la liberté)

RMM : Recherche utilisant les méthodes mixtes

TCE : Traité constitutionnel européen

UE: Union européenne

UKIP: United Kingdom Independence Party

Liste des répondant·e·s¹

- Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie
- Gabriel, 21 ans, étudiant
- Bérangère, 26 ans, employée en administration
- Nicole, 70 ans, retraitée
- Miguel, 71 ans, retraité
- Marie, 24 ans, sans emploi
- Catherine, 26 ans, doctorante en sociologie
- Martin, 26 ans, ingénieur
- Maxime, 19 ans, sans emploi
- Agathe, 23 ans, doctorante en sociologie

¹ Les prénoms des répondant·e·s ont été modifiés afin de conserver leur anonymat

Introduction

Après que les crises économique et migratoire qu'a traversées le continent européen dans les dernières années aient eu laissée l'Union européenne (UE) dans une situation difficile, ses citoyen·ne·s ont commencé à exprimer des opinions de plus en plus polarisées et des critiques de plus en plus foudroyantes à l'égard de cette dernière. Plus l'intégration s'approfondit, plus l'impact direct de celle-ci dans la vie de la population se fait sentir, et plus les citoyen·ne·s européen·ne·s se prononcent sur la direction que prend l'Union. Lors des élections du Parlement européen (PE) de 2014, plusieurs partis politiques ont d'ailleurs profité de cette situation pour proposer un programme anti-UE. De fait, certaines formations ont même lutté pour un retrait de l'Union de leur pays et l'une d'elles, le United Kingdom Independence Party (UKIP), a même gagné son pari alors que le Royaume-Uni a voté en 2016 pour quitter l'Union européenne.

Le référendum qui a eu lieu au Royaume-Uni, ou comme il est communément appelé, le vote sur le « *Brexit* », représente un succès jusqu'alors inégalé pour les partis opposés à l'intégration. Toutefois, ce n'est pas la première victoire enregistrée par le camp eurosceptique puisqu'en 2014, aux élections européennes, un cinquième des sièges avait été remporté par des partis très critiques envers l'Europe (De Wilde et al., 2014). Si les 6% de citoyen·ne·s qui avaient lors des élections une image très négative de l'UE se sont sans doute réjoui·e·s, qu'en est-il des 34% qui entretenaient une image plutôt ou très positive de l'Europe (European Commission, 2019)? En observant des données issues d'un sondage postélectoral, on peut constater que certain·e·s électeur·rice·s, même si elles·ils considéraient l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme étant une bonne chose, ont tout de même choisi de voter pour des partis qui

s'y opposaient fermement (Schmitt et al., 2014). C'est sur ce paradoxe que repose la question à laquelle ce mémoire cherchera à répondre, à savoir : pourquoi des gens favorables à l'Union européenne votent-ils pour des partis eurosceptiques?

Cette recherche se veut une tentative de combler un manque dans la littérature sur le comportement électoral lors d'élections européennes. En effet, si plusieurs auteur·e·s ont tenté d'expliquer le vote pour des partis eurosceptiques en se basant sur des éléments comme une absence d'identité européenne, une absence de confiance en son gouvernement, une mauvaise perception de l'immigration et des immigrant·e·s, une idéologie extrême ainsi qu'une opposition fondamentale au projet d'intégration (Van der Eijk et Franklin, 2004 ; Hix et Marsch, 2007; Ray, 2007 ; De Vries et Edwards, 2009 ; Van Spanje et De Vreese, 2011 ; Van der Brug, 2016), aucun·e d'entre elles·eux ne s'est penché·e·s sur le cas particulier des europhiles et de ce qui pourrait pousser celles·ceux-ci à choisir de voter pour un parti eurosceptique. La montée de l'euroscepticisme dans les dernières années et les développements entourant la sortie du Royaume-Uni accroissent la pertinence d'une telle question de recherche, qui est de plus en plus actuelle dans le climat politique régnant en Europe depuis les crises.

Ce mémoire se présentera sous forme d'une analyse mixte, et les méthodes quantitatives et qualitatives seront utilisées en deux temps : d'une part avec la présentation d'analyses de régressions logistiques basées sur des résultats de sondage postélectorales, et d'autre part avec l'analyse d'entretiens avec des électeur·rice·s europhiles prévoyant voter ou ayant voté pour un parti eurosceptique. Cette deuxième partie qualitative n'a pas l'ambition de prétendre à la représentativité statistique, mais plutôt d'éclairer les résultats de l'analyse quantitative en

présentant les discours de certains individus. Le cadre théorique qui permettra de proposer des hypothèses afin de répondre à la question de recherche a été élaboré selon une revue de la littérature pertinente aux élections européennes, au comportement électoral et à l'opinion publique européenne.

1. Hypothèses de recherche

De cette revue de littérature sont ressortis des concepts essentiels à l'élaboration d'une réponse à la question de recherche : les notions d'euroscpticisme et de soutien à l'Union européenne, de vote sur enjeux et de saillance, et de vote d'opposition. Ces concepts, détaillés dans le chapitre 1, ont permis de poser trois hypothèses. Premièrement, les recherches effectuées autour de la question d'euroscpticisme ainsi que des typologies présentées nous apprennent qu'il existe plusieurs types de soutien et d'opposition à l'Union européenne, et que plusieurs citoyen·ne·s peuvent avoir une image positive de l'idée d'intégration sans pour autant appuyer le fonctionnement et les politiques des institutions européennes. Ainsi, on peut penser que certains électeur·rice·s europhiles ont pu voter pour un parti euroscptique si celles·ceux-ci étaient insatisfait·e·s des actions de l'Union européenne (H1). Deuxièmement, le vote sur enjeux et la saillance reposent sur le postulat selon lequel des citoyen·ne·s pour qui un enjeu est très important peuvent voter en considérant principalement celui-ci. Donc, l'électeur·rice votant sur enjeu choisit le parti qu'elle·il considère le mieux placé pour gérer ce problème, indépendamment de sa position sur les autres enjeux, lorsqu'il est question de voter. Alors que la crise économique et la crise des réfugié·e·s ont augmenté la saillance des enjeux économiques et de l'immigration, certain·e·s électeur·rice·s ont pu faire le choix de voter sur ces enjeux, laissant ainsi de côté leurs préférences

sur l'UE et votant pour un parti qu'elles·ils croyaient bien placé pour répondre à ces problèmes, même si ces partis étaient eurosceptiques (H2a et H2b). Le concept de saillance vient compléter cette section, insistant d'une part sur l'importance que les citoyen·ne·s accordent à des enjeux de société et, d'autre part, sur la faiblesse de la présence de l'enjeu européen dans les considérations des électeur·rice·s lors du choix de vote. Troisièmement, le vote d'opposition revient sur le concept des élections de second rang développé par Reif et Schmitt, qui décrit les élections européennes comme étant moins importantes pour les citoyen·ne·s que les élections nationales. Ainsi, cela ferait que plusieurs électeur·rice·s choisiraient lors des élections européennes des partis plus marginaux et plus radicaux, souvent plus eurosceptiques, puisque l'enjeu serait moins important que lors d'une élection domestique (Reif et Schmitt, 1980). Donc, plusieurs auteur·e·s en sont venu·e·s à la conclusion que les élections européennes représentaient souvent une occasion pour les électeur·rice·s de faire passer un message à leur gouvernement en traitant le suffrage européen comme un référendum sur l'exécutif national (Hix et Marsch, 2007). De fait, des électeur·rice·s europhiles insatisfait·e·s de leur gouvernement pourraient voter pour des partis eurosceptiques si ceux-ci sont plus marginaux afin d'envoyer un message aux dirigeant·e·s, en dépit de leur position sur l'enjeu européen (H3).

2. Structure du mémoire

Ce mémoire sera divisé en quatre chapitres, suivi d'une partie de conclusion. Le premier chapitre fera état du cadre théorique utilisé pour tester les trois hypothèses mentionnées plus haut. Une revue de littérature sera présentée afin de revenir sur les concepts d'euroscepticisme, de soutien à l'Union européenne, de vote sur enjeux et de saillance, et de vote d'opposition. Ces

concepts seront articulés de façon à pouvoir expliquer la construction des hypothèses, ainsi que les éléments de réponse que l'on retrouve dans la littérature.

Le deuxième chapitre aura pour objet la présentation des méthodologies employées, soit l'élaboration d'un modèle quantitatif basé sur des régressions logistiques et des entretiens semi-dirigés avec des citoyen·ne·s europhiles votant pour un parti eurosceptique, ainsi que des données utilisées et du choix de sélection des cas. Il discutera également les différentes limites et contraintes méthodologiques.

Le chapitre 3 présentera d'une part les résultats de l'analyse quantitative sous forme de régressions logistiques, s'appuyant sur des résultats de sondage postélectoral. D'autre part, ces résultats seront discutés et analysés à la lumière du cadre théorique présenté dans le premier chapitre.

Le chapitre 4 présentera pour sa part les résultats de l'analyse qualitative, soit des entretiens semi-dirigés qui ont été menés en avril et mai 2019 avec des électeur·rice·s français·e·s de la France insoumise, un parti très opposé à l'UE. Encore une fois, les données recueillies dans le discours des interviewé·e·s seront analysées afin de compléter les résultats obtenus dans le chapitre 3.

Finalement, le chapitre de conclusion tentera de formuler une synthèse des principaux résultats de la recherche et proposera certaines pistes d'approfondissement de la problématique.

Chapitre 1 - Cadre théorique : concepts et théories

Ce premier chapitre a pour objectif de présenter les principaux éléments théoriques régissant l'élaboration de la recherche. Afin de bien répondre aux questions sous-jacentes à la problématique, il est important d'une part de définir et de conceptualiser certains concepts et de démontrer de quelle façon ils s'appliquent à la situation européenne. D'autre part, il est primordial de revenir sur certaines théories pouvant présenter des réponses aux questions de recherche que l'on pourra ensuite tester dans le chapitre 3. Ainsi, ce premier chapitre reviendra dans un premier temps sur les notions de soutien et d'euroscpticisme, dans un deuxième temps sur les concepts du vote sur enjeux et du vote d'opposition, et dans un troisième temps sur le concept de la saillance.

1. Soutien et euroscpticisme : définitions, origines et mesures

1.1. Les débats autour des notions de soutien et d'euroscpticisme

Dans les quelques dernières décennies, l'étude des attitudes individuelles et de groupes par rapport à l'Union européenne a connu un véritable essor. Si les premières recherches se sont davantage penchées sur le soutien envers les institutions européennes, les années 2000 ont au contraire vu les chercheurs s'intéresser à l'opposition et à la critique de l'Union (Hobolt et De Vries, 2016). De fait, les votes négatifs de certains pays aux référendums de 1992, 2001 et 2005 ont représenté une opposition populaire au projet d'intégration qui n'avait jamais été aussi prononcée et qui a poussé certain·e·s auteur·e·s à se pencher sur la question de cette contrainte au processus (Hobolt et De Vries, 2016). Cette tendance à présenter des doutes quant à l'Europe est

souvent qualifiée d'« euroscepticisme », une expression quelque peu galvaudée désignant d'ordinaire, dans sa forme la plus simple, les citoyen·ne·s, les groupes ou encore les partis politiques affichant une attitude qui soit, de quelque façon, négative face à l'Union européenne.

L'euroscepticisme occupe donc aujourd'hui une place considérable dans les recherches sur l'opinion publique de l'Union européenne, qu'on réduit généralement au soutien ou pas à l'intégration ou encore à l'appartenance du pays à l'UE (Gabel 1998; Hooghe et Marks 2004; Hobolt et De Vries, 2016). Certain·e·s auteur·e·s ont par ailleurs dénoncé ce qu'elles·ils considèrent être une vision unidimensionnelle de l'opinion publique, mais celle-ci est tout de même communément acceptée faute d'une autre définition consensuelle (Stöckel, 2013 ; DeVries, 2018). Plusieurs académiques déplorent par ailleurs le fait que les différents niveaux d'euroscepticisme ne soient pas assez pris en compte, alors que d'autres sont d'avis qu'il ne faut pas pousser le concept trop loin. En effet, selon Gower:

“There are difference degrees and kinds of Euroscepticism, but if the concept is to have any analytical value, its meaning should not be extended too far. Eurosceptic positions should be distinguished from reformist positions that involve criticism of particular aspects of the EU and a corresponding desire for improvement but are sufficiently sympathetic towards the aims and achievements of integration thus far to accept that the process should legitimately continue in the future.” (Gower, 2013)

Pour Di Mauro et Memoli, il faut plutôt tenter de voir plus loin que l'euroscepticisme et adopter un concept qui soit mieux adapté à la réalité européenne (Di Mauro et Memoli, 2016). D'autres critiques regrettent également le fait que les études se soient jusqu'à présent beaucoup

concentrées sur les facteurs influençant le degré de soutien ou d'opposition à l'UE, de sorte que le profil des citoyen·ne·s généralement favorables à l'Union est assez bien connu, mais qu'il y a un manque dans la littérature en ce qui concerne, par exemple, les conséquences de ce soutien ou de cette opposition sur le *policy making* (Di Mauro et Memoli, 2016 ; Hobolt et De Vries, 2016).

Il existe aussi un débat sur la sémantique même du mot qui, selon plusieurs, ne correspond pas à la définition qu'on lui donne. En effet, Leruth, Startin et Usherwood arguent que le « -isme » à la fin d'« euroscepticisme » a un sens linguistique adéquat, mais pas académique puisqu'il fait référence à un sens idéologique qui n'existe pas (Leruth, Startin et Usherwood, 2017). De plus, ils constatent que le terme est une construction négative, ce qui signifie que :

“It refers to opposition to some aspects of European integration, the very vagueness of which merely makes the point that it risks being everything and nothing. The concept does not say anything about why that opposition exists, what form it should take, to what it should apply, nor to what end. Instead, we have to understand that Euroscepticism describes a set of practices driven by a multiplicity of ideologies and shaped by a multitude of factors to produce myriad results.” (Leruth, Startin et Usherwood, 2017)

En outre, les mêmes auteurs rappellent que le terme ayant été à la base créé pour désigner les membres du Parlement britannique des années 1980 qui démontraient certaines réserves par rapport à l'intégration, celui-ci serait lié aux particularités géographiques et temporelles de l'époque et serait donc mal adapté à la situation actuelle (Leruth, Startin et Usherwood, 2017). Comme la situation a évolué mais pas le terme, “it is now used to refer to Greek communists,

Hungarian neo-Nazis, Dutch Christian conservatives, German neo-conservatives, Greens, farmers, workers and many more besides” (Leruth, Startin et Usherwood, 2017).

Du reste, Di Mauro et Memoli critiquent l’incorporation de « scepticisme » dans l’expression, soutenant que cela renvoie à une notion d’attitude négative par rapport à un phénomène distant, par exemple le doute qu’un processus se termine par une conclusion positive. Dans le cas de l’Union, on pourrait penser à un·e citoyen·ne qui soupçonnerait que l’intégration se solderait par un échec. Le scepticisme pourrait également renvoyer à une perspective négative du processus en lui-même, par exemple la conviction que l’unification européenne n’est pas la meilleure façon de faire et qu’une autre méthode serait préférable (Di Mauro et Memoli, 2016). Finalement, selon ces auteurs:

“The dynamic element of skeptical attitudes implies a gap between citizens and political institutions. This gap should be considered in terms of a certain area and time frame. In the first case skepticism should refer to citizens who are far from the institutions and/or are not under their jurisdiction, for instance, “non-Europeans are skeptical about the EU.” In the second case, citizens are skeptical about the “conclusion” (or even partial results) of the (integration) process. Overall, skepticism implies distances that have been strongly reduced by European integration” (Di Mauro et Memoli, 2016).

Ainsi, il est incontestable que la notion même d’eurosepticisme, jusqu’au mot choisi pour le qualifier, est l’objet de nombreux débats et de multiples discussions au sein même des académiques. Le phénomène étant de plus en plus étudié, on assiste à une prolifération des essais de définition et de conceptualisation, mais il n’existe à ce sujet toujours pas de consensus. Cette

partie du chapitre premier se veut donc une occasion de revenir sur les notions de soutien de l'intégration et d'eurosepticisme, d'abord en examinant l'origine et l'évolution de l'opinion publique européenne, puis en énonçant certaines des tentatives de définition les plus remarquables. Finalement, nous nous pencherons d'une part sur le soutien et l'eurosepticisme au niveau individuel en revenant sur les principaux facteurs et explications au soutien ou non à l'Union européenne, et d'autre part au niveau des partis politiques.

1.2. Évolution de l'opinion publique européenne et origine de l'eurosepticisme

Des années 1950 à aujourd'hui, l'intégration européenne a traversé de multiples étapes. Des signatures de traités aux élargissements, en passant par la création de nouvelles institutions, l'insertion d'une monnaie commune, l'organisation de référendums et, plus récemment, l'arrivée de crises économiques et migratoires, il est évident que le passage d'une mise en commun des productions d'acier et de charbon à une union entre 28² peuples ne s'est pas faite sans obstacle. De fait, l'opinion publique européenne a elle aussi connu des hauts et des bas. Dans cette partie du mémoire, nous reviendrons sur l'évolution du soutien pour l'Union européenne, mais également sur le développement de l'eurosepticisme dont traitait la partie 1.1.

Grâce aux Eurobaromètres, des sondages effectués par l'Union européenne au moins deux fois par année³, il est possible d'avoir une bonne vue d'ensemble de l'opinion publique européenne depuis 1974, date à laquelle commencent ces enquêtes (Commission européenne, 2018). Dès les

² À l'heure où sont écrites ces lignes, le Royaume-Uni est toujours membre de l'UE.

³ Excluant les Eurobaromètres spéciaux.

premières années de l'intégration européenne, l'opinion publique semblait somme toute assez favorable. Toutefois, selon Lindberg et Scheingold, ce soutien était caractérisé par un « consensus permissif », c'est-à-dire qu'à cette époque, la population européenne ne se prononçait pas vraiment sur l'Europe car elle n'en voyait pas forcément les conséquences directes (Lindberg et Scheingold, 1970). Le soutien était en effet à cette période peu structuré. De fait, les élites ont pu gouverner sans vraiment qu'il y ait d'opposition au sein du public (Hooghe et Marks, 2009; Statham, 2010). Après la signature du Traité de Rome et la création de la Communauté économique européenne (CEE), les Européen·ne·s ont démontré pendant plusieurs années une attitude qu'on pourrait qualifier de passive face à l'unification. Cela serait dû à deux principales raisons : d'une part, à la complexité du nouveau système et, d'autre part, à l'absence réelle de contestation du projet d'intégration au niveau des dirigeants politiques (DeVries, 2013 ; Durach, 2016). De plus, les premiers États membres étaient plutôt similaires en termes de développement économique et politique, étaient tous issus d'Europe de l'Ouest et partageaient donc des cultures et des histoires relativement homogènes, ce qui rendait l'idée de coopération entre ces pays assez naturelle aux yeux de la population (Durach, 2016).

L'opinion publique fut donc relativement passive jusque dans les années 1970, où les débats autour de potentiels élargissements, notamment la possible entrée du Royaume-Uni dans la CEE, ont en quelque sorte transformé l'Europe en un enjeu, quoique toujours perçu comme ayant peu d'impact direct (Usherwood et Startin, 2013). À partir de ce moment, le soutien envers la Communauté a fluctué en fonction de différentes vagues et de divers événements, par exemple les signatures des traités, la création du Parlement européen ou l'entrée de nouveaux pays dans l'Union (Nancy et al., 2015). L'utilisation de plus en plus fréquente de référendums a notamment

eu pour effet d'augmenter l'intérêt face à l'enjeu européen (Durach, 2016). Dans les années 1980, même si le « consensus permissif » est toujours omniprésent parmi le public, certain·e·s élu·e·s britanniques issu·e·s du parti conservateur commencent à douter du projet d'intégration européenne (Leruth, Startin et Usherwood, 2017). En réponse à cette attitude, les journalistes les désignent alors par un nom jusqu'alors inédit : les eurosceptiques.

L'euroscepticisme reste toutefois un phénomène quelque peu marginal, et la période allant de 1985 à 1990 est même considérée comme l'« âge d'or » de l'intégration européenne puisque caractérisée par un fort leadership politique au niveau européen. En effet, François Mitterrand, Helmut Kohl et Jacques Delors, respectivement à la tête de la France, de l'Allemagne et de la Commission, exercent une pression importante pour une relance du processus d'intégration (Debomy, 2012; Cautrès, 2014). De même, les Eurobaromètres enregistrent des niveaux d'appartenance à l'Union et de la perception du bénéfice tiré de l'appartenance particulièrement élevés (Commission européenne, 2018).

Le changement le plus important dans l'opinion publique européenne est survenu au début des années 1990, avec la signature du Traité de Maastricht. À partir de ce moment, Hooghe et Marks parlent de la disparition du « consensus permissif » et de l'entrée dans l'ère du « *constraining dissensus* », une période où l'opinion publique devient contraignante et où révolu est le temps où les élites pouvaient agir en toute quiétude sans se soucier de ce qu'allait en dire la population (Hooghe et Marks, 2009). De leur côté, Eichenberg et Dalton emploient même l'expression « *Post Maastricht blues* » (Eichenberg et Dalton, 2007). En effet, avant le Traité de Maastricht de 1993, ce qui est devenu l'Union européenne avait jusqu'alors eu peu d'impact direct

sur la vie des habitant·e·s des États membres. Or, une fois le traité signé, les conséquences de l'UE sur la vie quotidienne des ressortissant·e·s européen·ne·s se sont fait davantage sentir et ont eu pour effet d'induire des réactions plus ou moins positives au sein du public (Eichenberg and Dalton, 2007). En fait:

“First of all, Maastricht marked “the creation of a new political order,”[...]; second, it opened a real debate about the basis of the EU; and third, since Maastricht, the citizens of some member states have, on several occasions, been called on to participate actively in EU integration (by voting in referenda)”. (Di Mauro et Memoli, 2016)

Un autre point tournant de l'évolution de l'opinion publique européenne survient au début des années 2000. Il s'agit du projet de Constitution européenne, rejeté par référendum par les Néerlandais·e·s et les Français·e·s en 2005. Cet évènement représente la preuve de l'existence d'une véritable opposition populaire capable de freiner les étapes vers une plus grande unification (Durach, 2016). Plusieurs études se sont alors penchées sur les votes négatifs afin d'en comprendre les raisons, et l'idée d'un déficit démocratique et d'une distance trop élevée entre les citoyen·ne·s européen·ne·s et l'Union ont été énoncées (Lubbers, 2008).

Si au début des années 2000 les manifestations ouvertement eurosceptiques restaient des situations relativement rares, la crise économique de 2007, la crise de la dette grecque et la crise migratoire de la deuxième moitié de la décennie et du début des années 2010 ont transformé l'opinion publique en accentuant le sentiment d'opposition, mais également en voyant naître des partis politiques faisant activement campagne contre l'Union, ou du moins contre certaines de ses

politiques (Leruth, Startin et Usherwood, 2017). La présence de plusieurs député·e·s issu·e·s de ces partis au Parlement européen a d'ailleurs accru la politisation de l'enjeu européen et celui-ci est de plus en plus important au sein des débats. De plus, selon Bréchon :

« Aujourd'hui, l'opinion reste largement d'accord avec l'idée généreuse de dialogue entre les pays pour éviter les guerres fratricides. Mais, en même temps, l'opinion est plus complexe et un peu contradictoire : on a vu se développer un euroscepticisme, se renforcer les peurs engendrées par l'Europe sur des sujets particuliers [...] l'Europe est redoutée. Peur par exemple du plombier polonais. Peur de l'invasion par les Turcs s'ils entrent dans l'Europe. Peur que la construction européenne remette en cause l'identité nationale.». (Bréchon, 2010)

L'euroscepticisme a atteint son paroxysme en 2016, alors que pour la première fois un peuple a voté pour le retrait de son pays de l'Union. En effet, les Britanniques se sont prononcé·e·s en faveur d'une sortie du Royaume-Uni, effective en principe en mars 2019. Ce référendum a eu un effet plutôt mitigé sur l'euroscepticisme : il semble d'une part avoir eu un impact plutôt restreint sur la dynamique des partis au niveau national, contribuant à un renforcement de l'idée d'euroscepticisme assez faible (Taggart et Szczerbiak, 2018) et d'autre part, il paraît avoir eu un effet dissuasif sur les citoyen·ne·s rêvant d'une sortie pour leur propre pays (Commission européenne, 2018). Seulement quelques années après le vote des Britanniques, il est toutefois difficile de dégager une tendance durable et l'effet de cette crise pourrait se faire sentir davantage dans les prochaines années ou, au contraire, ne pas avoir d'impact concret sur l'opinion publique.

Depuis les débuts de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) jusqu'à aujourd'hui, l'opinion publique a donc connu différentes vagues suivant les

événements auxquels l'UE (ou une de ses formes antérieures) a été confrontée. Les différentes crises ont certainement réveillé des oppositions au sein de la population, oppositions exploitées par les partis politiques souhaitant une sortie ou une réforme de l'Union. Somme toute, l'opinion publique européenne semble rester relativement stable dans le temps (Commission européenne, 2018), et il est possible que l'euroscepticisme diminue alors que les crises s'apaisent.

1.3. Tentatives de définitions

L'évolution de l'opinion publique européenne, tout comme les facteurs influençant celle-ci sur lesquels nous reviendrons dans les parties suivantes, est assez bien documentée dans le monde académique. Toutefois, alors que plusieurs tentent d'expliquer pourquoi il y a soutien ou pourquoi il y a euroscepticisme, rares sont celles·ceux qui ont tenté de produire une définition de ces phénomènes. En effet, jusqu'où s'arrête le soutien? Y en a-t-il différents types? Peut-on être eurosceptique sans vouloir la fin de l'Union européenne? Existe-t-il différents degrés de soutien? Certain·e·s académiques se sont efforcé·e·s d'élaborer une conceptualisation du soutien et de l'euroscepticisme, et cette partie a pour objectif de présenter les principales définitions qu'on peut retenir de la littérature.

Dans sa forme la plus simple, l'euroscepticisme réfère à l'opposition à l'Union européenne ou à un aspect de celle-ci. Pour Leruth, Startin et Usherwood, l'utilisation d'une telle définition est inutile puisque trop vague (Leruth, Startin et Usherwood, 2017). Afin de distinguer les types d'oppositions, plusieurs études distinguent d'abord les types de soutien. La typologie la plus notable de cette tentative est sans doute celle de David Easton, élaborée en 1975, qui différencie

le soutien spécifique et le soutien diffus (Easton, 1975). D'abord, le soutien spécifique se caractérise par un jugement des politiques et de leurs performances. Les citoyens doivent alors pouvoir identifier les élites et pouvoir associer leur propre mécontentement avec leurs décisions (Di Mauro et Memoli, 2016). En effet, *'the uniqueness of specific support lies in its relationship to the satisfactions that members of a system feel they obtain from the perceived outputs and performance of the political authorities'* (Easton, 1975). Le soutien spécifique est donc le plus souvent en réponse aux actions des autorités. De plus,

“A person may have little trust in the political authorities and may not even believe in their legitimacy. But, if he perceives that his demands have been met, he may be prepared to extend limited support to the particular incumbents in office. Such support would be circumscribed by the extent to which the individual was aware of political outputs and did indeed view them as pertinent to his demands” (Easton, 1975)

Le soutien spécifique est donc basé sur la perception que les élites sont tenues responsables de leurs décisions et que l'opposition citoyenne peut avoir un impact sur celles-ci. Ce type de soutien varie donc selon les bénéfices ou les pertes enregistrées, ou du moins perçues, par la population. Inversement, le soutien diffus se rapporte plutôt à des concepts de légitimité et de confiance du système en lui-même. En effet, ce type de soutien est vu comme une allégeance, un attachement ou une loyauté envers un gouvernement ou une institution (Gabel, 1998). Le soutien diffus peut demeurer assez élevé même lors d'une chute de soutien spécifique, mais les deux ne sont pas pour autant indépendants (Gibson, 1989). Dans les mots de David Easton, le soutien diffus concerne *'what an object is or represents, not what it does'* (Easton, 1975). Ce soutien va donc au système politique en son entier, et varie généralement moins que le soutien spécifique. Appliqué

à l'Union européenne, le soutien diffus concernerait donc la légitimité et le soutien au système politique et à l'idée de l'intégration dans son ensemble, alors que le soutien spécifique se rapporterait davantage à certaines politiques précises.

Reprenant les grandes lignes de la théorie d'Easton, Beaudonnet et Di Mauro démontrent qu'il y a plusieurs dimensions au soutien à l'Union européenne (Beaudonnet et Di Mauro, 2012). Selon eux, à l'intérieur de la notion de soutien diffus on retrouverait les dimensions d'attitudes affectives par rapport à l'UE : une image positive de l'Union et de l'appartenance à celle-ci, une opinion sur l'union monétaire, une certitude que l'UE est dans la bonne voie, une confiance en les institutions. *A contratio*, la deuxième dimension concernerait l'évaluation de la performance de l'Europe dans différents domaines de politiques, par exemple la croissance économique, la lutte contre le terrorisme, la protection de l'environnement, la promotion de la paix et de la démocratie, le soutien de l'agriculture ... (Di Mauro et Memoli, 2016).

De leur côté, Lubbers et Scheepers ont tenté de répondre à la critique selon laquelle la frontière entre soutien diffus et spécifique était confuse en proposant une nouvelle typologie : le scepticisme politique et le scepticisme instrumental (Lubbers et Scheepers, 2005). Le premier type concernerait alors les attitudes d'opposition, et celles-ci prendraient en considération la nature de chaque question, c'est-à-dire que les individus auraient des attitudes différentes selon que l'enjeu soit une politique étatique traditionnelle ou des politiques internationalisées. Ainsi, "political skepticism is referred to the decision-making level: people support the EU when it deals with internationalized policies; while they are more skeptical of decisions regarding traditional national

competences” (Lubbers et Scheepers, 2005). De son côté, l’eurosepticisme instrumental concerne davantage les effets perçus de l’appartenance à l’UE.

Parmi toutes les théories avancées sur l’eurosepticisme, peu sont aussi reconnues que celle élaborée par Taggart et Szczerbiak qui distingue deux types d’eurosepticisme, soit l’eurosepticisme dur et l’eurosepticisme mou :

“Hard Euroscepticism is where there is a principled opposition to the EU an European integration and therefore can be seen in parties who think that their countries should withdraw from membership, or whose policies towards the EU are tantamount to being opposed to the whole project of European integration as it is currently conceived. Soft Euroscepticism is where there is NOT a principled objection to European integration or EU membership but where concerns on one (or a number) of policy areas lead to the expression of qualified opposition to the EU, or where there is a sense that ‘national interest’ is currently at odds with the EU’s trajectory.” (Taggart and Szczerbiak, 2002)

Pour Arato et Kaniok, depuis les recherches de Taggart et Szczerbiak, le concept d’eurosepticisme est devenu un terme général pour désigner toute forme d’opposition à l’Union européenne. Or, selon elles·eux, cette définition est insuffisante du point de vue académique (Arato et Kaniok, 2009). À leur avis, celle-ci est uniquement théorique et ne peut s’appliquer en pratique, ce qui constitue un problème pour les chercheur·e·s. Comme pour Arato et Kaniok, pour Kopecky et Mudde la définition de Taggart et Szczerbiak ne va pas assez loin. En effet, ceux-ci arguent que l’eurosepticisme devrait plutôt être distingué en quatre catégories produisant des intersections selon les orientations envers l’Union européenne et envers l’idée même de l’intégration (Ray,

2007). Kopecky et Mudde avancent donc quatre classes : les *euro-rejects* qui opposeraient l'idée de l'intégration ainsi que la réalité de l'UE, les *euro-enthusiasts* qui supporteraient autant l'idée de l'Union que l'UE comme elle est, les *euro-pragmatists* qui ne supporteraient pas l'idée de l'intégration mais trouveraient sa réalisation actuelle utile, et finalement les *euro-sceptics* qui supporteraient l'idée générale de l'intégration, mais pas sa situation actuelle (Kopecky et Mudde, 2002). Pour Sørensen, l'euro-scepticisme est plutôt à voir comme un axe, et celle-ci considère que les catégories élaborées par Taggart et Szczerbiak ou Kopecky et Mudde ont des frontières poreuses et que dans la pratique elles ne sont pas si distinctes (Sørensen, 2007).

Des travaux plus qualitatifs ont également tenté d'éclairer le concept d'attitudes des citoyen·ne·s par rapport à l'UE. Dans leur article de 2010, Garcia et Van Ingelgom décrivent la méthodologie employée dans un projet d'entretiens collectifs visant à analyser les attitudes des citoyen·ne·s par rapport à l'Europe (Garcia et Van Ingelgom, 2010). Elle et il indiquent avoir découvert que la notion de cadrage est très importante et que « les participants s'appropriant l'UE à partir de catégories de compréhension tirées de leur système politique national » (Garcia et Van Ingelgom, 2010). De plus, l'opinion par rapport à l'Europe diffère fortement selon le pays, mais également le milieu socio-économique, le niveau d'éducation et l'emploi. Un point essentiel de la recherche concerne un postulat souvent affirmé par les chercheur·e·s selon lequel les groupes dits 'inférieurs', soit les individus moins éduqués et pratiquant des métiers d'ouvriers, démontreraient des attitudes plus négatives face à l'Europe. Or, cela ne serait pas forcément le cas,

« La différence se situe davantage dans la manière dont l'intégration européenne est une question faisant débat pour les uns, mais pas pour les autres. Ce qui distingue les groupes »

inférieurs », et dans une moindre mesure les groupes « intermédiaires », c'est plutôt l'absence saisissante d'attention et d'intérêt pour le processus d'intégration européenne. » (Garcia et Van Ingelgom, 2010).

Ainsi, l'euro-scepticisme et l'europhilie seraient des concepts n'intéressant qu'une branche plus éduquée de la population, et les groupes « inférieurs » et « intermédiaires » ne seraient pas nécessairement plus hostiles à l'Union européenne, mais ambivalents ou indifférents (Van Ingelgom, 2014). En effet, si certain·e·s citoyen·ne·s ont du mal à se prononcer sur l'UE, incertain·e·s de si elle est une bonne chose ou une mauvaise chose, d'autres sont tout simplement indifférent·e·s et considèrent l'Europe comme trop distante ou alors sont d'avis que l'intégration est inévitable (Van Ingelgom, 2012). Ainsi, Van Ingelgom apporte une définition moins dichotomique des attitudes face à l'Union européenne, décrivant plutôt ce qu'il y a entre le soutien et l'euro-scepticisme.

De fait, avec ce bref tour d'horizon des principales tentatives de définition des concepts de soutien, on peut constater que les chercheur·e·s ne s'entendent pas à l'unanimité sur ce qu'est l'euro-scepticisme. Cependant, on s'entend généralement pour considérer celui-ci comme une certaine forme d'opposition à l'Union européenne, même si la forme que revêt cette opposition reste sujette à débat. Pour ce mémoire, c'est cette distinction, basée sur les définitions d'Easton et plus récemment de Taggart et Szczerbiak, qui sera privilégiée : c'est-à-dire que nous considérerons comme « euro-sceptique » les partis ou les citoyen·ne·s affichant une opposition de principe envers l'Union européenne, et comme « europhiles » celles·ceux favorables au système en lui-même. En effet, certain·e·s citoyen·ne·s peuvent trouver que de façon générale l'Union

européenne est une bonne chose, et soutenir l'idée de l'intégration. Or, cela ne veut pas dire qu'elles·ils sont nécessairement satisfait·e·s des mesures décidées par l'UE ou des politiques qu'elle met en place. Cette insatisfaction peut donc se traduire par un vote pour un parti eurosceptique afin d'envoyer un message à l'UE (Treib, 2014). Les deux types de soutien ne sont pas forcément dépendants. C'est donc ce qui explique la première hypothèse, soit :

H1 : Un·e électeur·rice europhile insatisfait·e des actions de l'Union européenne aura plus de chance de voter pour un parti eurosceptique qu'un·e europhile satisfait·e.

Ainsi, des gens favorables à l'idée de l'intégration européenne mais qui ne soutiennent pas les politiques actuelles de l'UE pourraient vouloir voter pour un parti très critique de celle-ci afin d'exprimer une critique pas forcément du principe de coopération européenne, mais du fonctionnement actuel de l'Union.

1.4. Facteurs explicatifs du soutien individuel

Si certain·e·s académiques ont tenté de définir le concept d'euroscepticisme et celui de soutien à l'Union européenne, plusieurs se sont davantage penché·e·s sur comment expliquer qu'un individu soutienne ou s'oppose à l'UE, et qu'est-ce qui peut motiver cette position. On peut retrouver de grandes catégories d'explications dans la littérature, selon les approches utilisées.

1.4.1. Approches théoriques

Trois grands modèles d'explication peuvent être retrouvés dans la littérature dédiée à l'euroscpticisme individuel : l'approche utilitaire, l'approche identitaire et l'approche des raccourcis cognitifs. Même si d'autres chercheurs ont pu proposer différentes approches, celles-ci restent les plus reprises dans les travaux académiques.

L'approche utilitaire

L'approche utilitaire est un modèle ayant été beaucoup discuté à la fin des années 1990 par des auteurs comme Gabel et Anderson. Elle tire ses racines de la théorie néo-fonctionnaliste qui admet que le soutien à l'Union européenne est lié à la perception de son utilité (Sørensen, 2007). L'approche a comme prémisse l'idée que la libéralisation du commerce européen n'est favorable qu'à une certaine partie de la population, soit les citoyen·ne·s possédant un revenu plus élevé et un capital humain important (Anderson et Reichert, 1995 ; Gabel, 1998, Clements, 2011). Cette situation fait en sorte qu'il y a deux logiques : une partie de la population se sent comme gagnante de la libéralisation des marchés, alors que l'autre partie se sent perdante. La conséquence de ce sentiment est un soutien plus élevé de la part des citoyen·ne·s qui profitent de l'intégration. En effet, la position des individus par rapport à l'Union européenne serait en fait issue d'un calcul rationnel des coûts et bénéfices de l'intégration (Gabel 1998 ; Gabel and Palmer 1995 ; Eichenberg and Dalton 1993 ; Marks and Steenbergen). De fait, les individus jugeraient l'Union selon les possibles gains dont ils pourraient en tirer, et ces gains seraient considérés en termes économiques, c'est-à-dire comment l'UE affecte ses citoyen·ne·s économiquement (Di Mauro et Memoli, 2016).

D'autres auteur·e·s soutiennent toutefois que l'approche utilitaire concerne également l'efficacité de l'Union, et pas seulement les gains en termes économiques (Sørensen, 2007). En effet, si un individu conçoit que l'UE est capable de bien jouer son rôle et de produire des politiques qui seront bénéfiques à sa situation, alors l'approche utilitaire propose que celui-ci lui sera plus favorable (Sørensen, 2007). La perception des gains est dépendante des objectifs individuels, mais aussi de la perception socio-économique de sa situation. Selon cette approche, le soutien à l'Union européenne pourrait donc être « acheté » en procurant aux citoyen·ne·s ordinaires des bénéfices et des avantages économiques (McLaren, 2006 ; 2007).

Ainsi, les caractéristiques socio-économiques des individus peuvent contribuer à la façon dont ils voient l'UE. D'abord, le niveau d'éducation des individus a un impact non négligeable sur le soutien à l'Union européenne. En effet, plus les citoyen·ne·s ont des diplômes, plus ils seront en mesure de bien comprendre le processus d'intégration et donc de moins le craindre (McLaren, 2006). De plus, plus un individu est éduqué, plus il a de chance d'être intéressé par la politique et d'en discuter avec d'autres personnes, et donc d'acquérir davantage de connaissance sur l'UE et de la soutenir. Il existe ainsi un lien important entre le niveau d'éducation et le soutien à l'intégration. En étant titulaire d'un diplôme, on accède à des postes plus qualifiés, on reçoit des revenus plus importants et on bénéficie donc davantage de l'intégration (Wessels, 1995). Les catégories populaires ont donc tendance à être plus eurosceptiques, ce que plusieurs auteur·e·s ont mis sur le compte du clivage des gagnant·e·s-perdant·e·s de la mondialisation et de l'intégration (Kriesi et al., 2008 ; Cautrès, 2014). En effet,

« Les perdants de l'intégration européenne ou de la mondialisation se réunissent autour de la défense des acquis nationaux, sur le terrain économique et sur le terrain culturo-identitaire. Ils soutiennent des mesures protectionnistes, et plaident pour le maintien des frontières et de l'indépendance nationale ; les gagnants se fédèrent autour de valeurs universalistes ou de la défense d'intérêts économiques liés à l'ouverture internationale et au dépassement du cadre national. Parce qu'ils bénéficient de cette forme d'intensification de la concurrence, ils soutiennent l'ouverture des frontières nationales et le processus d'intégration européenne et internationale » (Cautrès, 2014).

D'ailleurs, même s'il existe certainement un lien entre le fait d'avoir un diplôme et celui d'avoir un emploi qualifié et un poste à haute responsabilité, Belot et Cautrès admettent que ces caractéristiques se surajoutent et que, dans une certaine mesure, chacune contribue au soutien à l'Union sans dépendre des autres (Belot et Cautrès, 2008). De leur côté, les citoyen·ne·s occupant un emploi moins qualifié sont plus hostiles à l'intégration :

« A look at the parameters shows that less educated people are significantly more politically eurosceptical than the more educated, as found previously. Occupational categories differ from each other in such a way that higher status groups are less eurosceptical than lower status groups. Unskilled manual workers deviate most strongly from the higher professionals. Remarkably, farmers and fishermen – who rely strongly on EU subsidies – are more eurosceptical politically as well. » (Lubbers et Scheepers, 2010).

Une autre caractéristique ayant un impact sur l'euroscepticisme est l'âge. D'emblée, l'âge est une variable intéressante puisque celle-ci n'est pas subjective, au sens où l'individu questionné dans un sondage ou un entretien pourrait être tenté de mentir sur ses connaissances, son niveau

d'intérêt pour la politique ou ses opinions, mais pas particulièrement sur son âge (Wildgen et Feld, 1976). Selon certaines recherches, l'âge n'est pas un facteur ayant immensément d'importance sur le soutien à l'Union européenne. Toutefois, il a tout de même une influence, et celle-ci est plus importante que lorsque l'enjeu européen est comparé à d'autres enjeux politiques (Wildgen et Feld, 1976). Cette différence parmi les groupes d'âge serait due à une façon différente d'interpréter l'intégration. Inglehart et ses coauteurs se sont d'ailleurs penchés sur le phénomène de l'âge, arguant qu'avec le temps les individus deviennent plus conservateurs et que ceci a un impact sur leur soutien aux institutions européennes (Inglehart et al., 1991). Cette assumption est néanmoins nuancée par l'argument de la socialisation. En effet, les personnes âgées ont tendance à soutenir davantage l'UE, possiblement car elles ont été socialisées à l'intégration pendant plus longtemps (Inglehart et al., 1991). En revanche, une étude menée 10 ans plus tard par Lubbers et Scheepers indique que les personnes âgées sont aujourd'hui plus eurosceptiques, ce qui laisse croire que l'euroscepticisme n'est pas forcément impacté par l'âge mais par la génération (Lubbers et Scheepers, 2010). D'un autre côté, les jeunes ont tendance à être elles·eux aussi favorables à l'UE, sans doute puisqu'elle est tout ce qu'elles·ils ont connu (Cautrès, 2014).

Le modèle utilitaire est donc assez pratique et permet de comprendre certaines des motivations des citoyen·ne·s à se montrer favorables à l'intégration (Kelemen, Menon et Slapin, 2016).

L'approche identitaire

La deuxième approche qu'on retrouve dans la littérature est l'approche identitaire. Comme son nom l'indique, ce modèle se penche sur le rôle de l'identité des individus dans la formation des préférences sur l'intégration. En fait, l'approche identitaire suggère que le soutien et l'opposition à l'Union varient au niveau individuel selon la perception que les citoyen·ne·s ont de l'identité des autres (Carey, 2002). Ainsi, l'opinion publique ne serait pas formée forcément en rapport à une évaluation des institutions, à la façon de fonctionner de l'Union ou même aux gains ou aux pertes économiques ou financières que l'individu peut retirer de l'appartenance de son pays à l'UE. Au contraire, l'opposition au projet européen serait plutôt l'expression d'une certaine hostilité par rapport aux autres identités nationales (McLaren, 2002). Certain·e·s citoyen·ne·s ayant une identité nationale très forte et étant très attaché·e·s à leur pays verraient alors l'intégration comme une menace à la communauté à laquelle elles·ils s'identifient et auraient peur que les autres cultures ne menacent la leur (Llamazares et Gramach, 2007 ; Wessels, 2007; De Vries et Van Kersbergen, 2007; Di Mauro et Memoli, 2016). Cette situation se retrouve dans la réalité, et des analyses de sondages comme les Eurobaromètres démontrent bien que la grande majorité des Européen·ne·s se définit d'abord comme ressortissant·e·s de leur pays, et sont très fier·e·s de leur identité nationale (Duchesne et Frogner, 1995; McLaren, 2007). Toutefois, selon Hooghe et Marks, ce qui importe est somme toute la façon dont les citoyen·ne·s perçoivent leur identité. En effet, les Européen·ne·s ayant tendance à percevoir leur identité nationale comme exclusive, c'est-à-dire à se désigner comme uniquement Français·e, Allemand·e ou Néerlandais·e, sont généralement les plus hostiles à l'intégration (Hooghe et Marks, 2004). Pour celles·ceux-ci , l'intégration européenne peut donc représenter une menace à l'identité nationale et à l'intégrité

des États membres, ce qui fait qu'elles·ils sont d'ordinaire plus méfiant·e·s face à l'UE. Outre l'identité nationale, la volonté de protéger certaines caractéristiques identitaires peut également impacter négativement l'opinion sur l'UE. En effet, certaines études ont démontré que les protestant·e·s étaient de façon générale plus eurosceptiques que les catholiques. Dans un article sur la religiosité en Suède et son incidence sur l'opinion publique sur l'Union européenne, Hagevi explique que cette tendance serait due en partie au fait que la majorité des citoyen·ne·s de l'UE étant catholique, les protestant·e·s craignent une « catholisation » de l'Europe (Hagevi, 2002). Dans une certaine mesure, cette tendance est également vraie pour les athées et les agnostiques (Hagevi, 2002). Néanmoins, à moins qu'elle soit considérablement saillante chez l'individu, la religion ne semble pas avoir un effet très important sur l'euroscepticisme.

En revanche, les citoyen·ne·s européen·ne·s étant capables de se considérer selon différentes identités, dont une ou des identité(s) supranationales, seront communément plus favorables au projet européen (McLaren, 2007). L'approche identitaire prend donc racine dans les théories sociales de l'identité, qui expliquent pourquoi les citoyen·ne·s ont tendance à être protecteur·rice·s envers leur identité nationale, afin d'éclaircir ce qui peut causer un individu à soutenir, ou pas, l'intégration européenne (McLaren, 2007).

Les raccourcis cognitifs

La troisième approche principale est celle du raccourci cognitif (*cue taking*), qui souscrit au postulat selon lequel les citoyen·ne·s comptent sur les indications que leur donnent les élites politiques afin de combler leur manque d'information et de leur permettre de se former une opinion

sur l'intégration (Anderson, 1998). Essentiellement, les individus portent généralement plus attention à la politique domestique qu'à la politique supranationale. Ainsi, ils comptent sur les indications obtenues au niveau national pour former leur opinion sur l'Europe. Par exemple, si un individu ne connaît pas grand-chose à l'arène politique européenne, mais a une idée générale de la sphère domestique, il pourra former son opinion en adoptant celle du parti politique dont il est le plus proche. Cette méthode est d'autant plus vraie lorsqu'il s'agit de citoyen·ne·s possédant peu de connaissances sur l'Europe, mais est également valable pour celles·ceux qui s'y connaissent davantage (Karp et al. 2003). Selon Anderson, dont l'article « *When in Doubt, Use Proxies : Attitudes towards Domestic Politics and Support for European Integration* » a largement contribué à l'approche par raccourcis cognitifs, les citoyen·ne·s utilisent les informations données par les partis politiques ou les gouvernements afin de construire leur opinion par rapport à l'Union européenne (Anderson, 1998). Outre ce qui est exprimé par les élites, les citoyen·ne·s peuvent également utiliser certains *proxies* pour situer leur opinion. Par exemple, si un individu considère l'UE en termes de rencontres entre son gouvernement et ceux des autres États membres, celui-ci se basera sur sa satisfaction envers ses propres dirigeants afin de construire son idée par rapport à l'intégration (Anderson, 1998). L'approche par les raccourcis cognitifs est donc une façon utile d'examiner les motivations des citoyen·ne·s, notamment de celles·ceux possédant moins de connaissances au sujet de l'Europe.

Autres approches

Parmi les approches moins connues, on peut retrouver des modèles comme ceux tirés des écrits de Inglehart, soit l'approche de la mobilisation cognitive et celle du post-matérialisme qui,

selon Di Mauro et Memoli, ‘transcend individual interests, highlighting the importance of information, general attitudes toward politics, and the individual values resulting from the phase of socialization’ (Di Mauro et Memoli, 2016). Selon l’approche de la mobilisation cognitive, que Inglehart définit comme le niveau de conscience politique (*political awareness*) et de communication, plus ces éléments sont mobilisés et plus l’individu visé est susceptible de pouvoir s’identifier à une communauté politique supranationale (Inglehart et al. 1991). Toutefois, Inglehart est d’avis que la mobilisation cognitive ne peut pas être utilisée seule pour expliquer le soutien à l’intégration, et qu’elle doit être complétée par l’approche post-matérialiste. Son postulat se base sur le fait que les citoyens ont différents systèmes de valeurs politiques et économiques, et que ces valeurs ont un impact sur le soutien à l’intégration. Selon lui, on peut diviser ces valeurs en deux catégories : matérialistes et post-matérialistes. Les valeurs matérialistes représentent des gains matériels, alors que les valeurs post-matérialistes concernent les gains intellectuels. Pour Inglehart, l’Union européenne représente « *a challenge to nationalism and a model of egalitarianism* », et donc les individus possédant des valeurs correspondant plutôt à la catégorie post-matérialiste auraient tendance à se positionner plutôt en faveur de l’intégration (Inglehart, 1991 ; Di Mauro et Memoli, 2016).

Une autre approche est tirée des écrits de Beckfield et se penche plutôt sur la relation entre le soutien à l’Union européenne et son incidence sur l’État providence et l’inégalité en termes de revenus (Di Mauro et Memoli, 2016). Dans un ouvrage de 2006, Beckfield montre que l’intégration européenne a un impact sur la répartition des richesses et sur l’inégalité des revenus. Pour lui, ceci est dû à plusieurs facteurs :

“First, regional integration constrains welfare spending via policy feedbacks. Second, regional integration constrains welfare spending through the diffusion and adoption of classical liberal policy scripts. Third, regional integration facilitates retrenchment through the politics of blame avoidance. Fourth, regional integration limits national autonomy by tying the economic fortunes of the national economy to the regional economy.” (Beckfield, 2006)

Quelques années plus tard, en 2014, Kuhn et ses collègues avaient d’ailleurs démontré qu’une augmentation des niveaux d’inégalité menait à un accroissement de l’opposition face à l’Union (Kuhn et al, 2014).

Au final, les dernières années ont été assez riches en tests empiriques, ce qui nous permet d’avoir de plus en plus d’outils pouvant servir dans l’explication du soutien et de l’opposition des citoyen·ne·s envers l’Union européenne.

1.5. L’impact des différents contextes nationaux

Parmi tous les facteurs qui influenceraient les attitudes individuelles envers l’UE, le principal serait la nationalité de l’individu (Brinegar et Jolly, 2005). En effet, l’euroscpticisme est un phénomène qui diffère largement d’un pays à l’autre, selon deux logiques : d’un côté, le niveau d’opposition diverge tout dépendant de l’État dans lequel on se trouve et de l’autre côté, les sources de cette opposition varient également (Leconte, 2010). Même si selon certain·e·s auteur·e·s le jugement des citoyen·ne·s tient plus de leur profil socio-économique que des différences nationales (Di Mauro et Memoli, 2016), d’autres arguent que plusieurs facteurs nationaux peuvent influencer les opinions des citoyen·ne·s (Leconte, 2010). Parmi ces facteurs,

on retrouve le contexte de l'adhésion à l'Union, le temps écoulé depuis cette adhésion et à quel point la socialisation a eu lieu pour ce pays, les gains et les coûts en termes économiques et de sécurité, le type d'État providence en place, les relations de l'État avec ses minorités, les relations de ces minorités avec l'UE, l'évolution dans le domaine de l'éducation et le niveau d'instruction de la population, la proportion relative de chaque classe sociale, le cadrage de la notion de nation en relation avec l'UE, le rôle de la religion, le rôle de l'histoire, la relation avec la démocratie, la force des identités nationales et régionales et la position géographique. (Diez Medrano, 2010 ; Leconte, 2010; Lubbers et Scheepers, 2010 ; Dakowska et Rowell, 2011; Beaudonnet, 2015).

Par exemple, selon l'approche utilitaire, les ressortissant·e·s issu·e·s de pays gagnants de l'intégration seraient plus favorables à l'UE, et y seraient inversement opposé·e·s si leur pays n'en est pas bénéficiaire (Lubbers et Scheepers, 2007). Les Européen·ne·s du Sud seraient donc plus favorables à l'UE alors que leurs voisin·e·s du Nord seraient plus sceptiques (Lubbers et Scheepers, 2010). La nature de l'euroscpticisme est également influencée par le contexte national. Dans les pays où la balance budgétaire est positive, les euroscptiques se retrouvent plutôt à l'extrême gauche et l'attention médiatique accordée à l'UE a tendance à diminuer l'euroscpticisme, alors que dans les pays où cette balance est négative, les euroscptiques sont plutôt à l'extrême droite et l'attention médiatique augmente de façon générale le scepticisme (Lubbers et Scheepers, 2010). De même, l'euroscpticisme varie d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre, et le contexte national n'est donc pas négligeable.

Somme toute, les citoyen·ne·s européen·ne·s sont donc soumis·e·s à différentes histoires, différentes influences venant des élites politiques, différentes valeurs véhiculées par l'État et

différentes relations avec les autres États membres, ce qui façonne d'une manière ou d'une autre comment elles·ils voient l'Europe. Le contexte national influence donc considérablement les attitudes des citoyen·ne·s envers l'Union européenne.

1.6. L'intégration européenne et l'axe gauche-droite

Un autre facteur ayant un impact sur le soutien à l'Europe et l'euroscpticisme influence non seulement les individus, mais également d'autres acteurs particulièrement importants dans l'arène politique : les partis. Il s'agit de la position idéologique, principalement la disposition sur l'axe gauche-droite. Pour les États de l'Europe de l'Ouest, la dimension gauche-droite est celle qui structure généralement les conflits politiques et elle est utilisée comme outil de communication afin de simplifier plusieurs enjeux (Hix, 1999 ; Van der Eijk et al., 2005). Si certaines valeurs idéologiques ont déjà été pointées comme ayant une incidence sur les attitudes envers l'Union européenne, par exemple le post-matérialisme (Anderson 1998, Gabel 1998), les sentiments anti-immigration (Treib, 2014 ; Hobolt, 2015), et la perception d'un déficit démocratique profond (Statham, 2010), l'effet de la position sur l'axe gauche-droite n'est pas toujours clair. Jusqu'à un certain point, cette dimension peut impacter le vote euroscptique, mais l'euroscpticisme n'est ni l'apanage de la droite ni celui de la gauche. En effet, dans la plupart des systèmes de partis, l'opposition à l'Union européenne peut venir des deux côtés de l'axe (Taggart et Szczerbiak, 2001).

Du côté des citoyen·ne·s, plusieurs études se sont penchées sur ce phénomène dans le passé, mais les résultats se sont révélés contradictoires : certains papiers ont trouvé un lien entre

le fait d'être plus à gauche sur l'échiquier politique et celui d'être eurosceptique (Deflem et Pampel, 1996) alors que d'autres, au contraire, démontrent que les citoyen·ne·s les plus à droite sont plus susceptibles de s'opposer à l'UE (McLaren, 2007). Au final, 'as a synthesis between the two, some find a curvilinear relationship between left–right and euroscepticism (Lubbers and Scheepers, 2010), whereas still others find that euroscepticism is not linked to left–right positions (Van der Eijk and Franklin, 2004), but to a socio-cultural dimension' (Kriesi et al., 2008; Van der Brug and Van Spanje, 2009, Van Elsas et Van der Brug, 2015). Selon plusieurs auteurs, on s'attend à ce que les citoyen·ne·s se trouvant à gauche sur l'axe gauche-droite soient préoccupé·e·s par les conséquences économiques de l'état actuel de l'UE, percevant celui-ci comme trop libéral et pas assez social. En revanche, les citoyen·ne·s à gauche ne sont pas généralement contre l'idée de l'intégration, et sont parfois en faveur d'un approfondissement de celle-ci si elle signifie plus de dispositions sociales (Van Elsas et al., 2016). Pour ces individus, plus leur soutien à la redistribution des richesses est élevé, plus ils auront tendance à adopter un euroscepticisme, quoique *soft*. Parmi la gauche, l'enjeu européen génère une certaine ambivalence. En effet,

“Generally, the Western European left combines economically left-wing and culturally progressive positions. Our study shows that at the level of citizens, these attitudes are in conflict with regard to Europe: egalitarians are sceptical towards the current functioning of the EU, while their culturally more cosmopolitan and universalist attitudes lead to a positive evaluation of European integration as an ideal. Left-wing citizens might therefore reject the current EU but can at the same time find themselves supporting a different and 'better' (i.e. more social) Europe.” (Van Elsas, 2016)

Du côté des citoyen·ne·s se définissant comme plus à droite, celles·ceux-ci sont généralement beaucoup moins ambivalent·e·s quant à leur euroscepticisme et leur opposition, de principe comme ciblée, est profondément ancrée dans des attitudes culturelles et défendue avec des arguments principalement nationalistes (Van Elsas, 2016). Selon Ray et McLaren, les citoyen·ne·s à droite ont davantage peur de la dénationalisation, et sont pour cette raison plus hostiles à l'UE et au transfert des pouvoirs du national au supranational (Ray, 2004 ; McLaren, 2006).

Du côté des partis, le champ des études européennes regorge de recherches démontrant le rôle des élites dans la construction de l'opinion publique par rapport à l'UE (Franklin et al., 1994 ; Janssen, 1991 ; Ray, 2003 ; De Vries et Edwards, 2005 ; Gabel et Scheve, 2007 ; Steenbergen et al., 2007). Dans la même veine, plusieurs auteur·e·s se sont penché·e·s sur la relation entre la partisanerie et le soutien à l'Union européenne, démontrant que les citoyen·ne·s adoptent souvent des vues similaires à celles du parti qu'elles·ils soutiennent lorsqu'il est question de l'enjeu européen (Franklin et al., 1994 ; Franklin et al., 1995 ; Gabel, 1998). Sachant que la position des partis sur l'UE impacte les attitudes des citoyen·ne·s, quelle est la relation entre l'euroscepticisme et la position sur l'axe gauche-droite pour celles·ceux-ci ? Alors que le soutien à l'intégration reste la norme au sein des partis sociaux-démocrates, libéraux et chrétiens-démocrates, l'opposition à l'UE est surtout retrouvée dans les extrêmes de l'axe (Taggart, 1998 ; Hooghe et al., 2002 ; Crum, 2007 ; De Vries et Edwards, 2009). Pour Van der Eijk et Franklin, les plateformes des partis nationaux ne sont que très peu différentes lorsqu'il s'agit de l'Europe : pour les citoyen·ne·s se situant au milieu du spectre gauche-droite, il n'existe pas vraiment d'autre choix que les partis pro-intégration, la différence se trouvant plutôt dans le degré de saillance de l'enjeu (Steenbergen et

Scott, 2004 ; Van der Eijk et Franklin, 2004 ; Lubbers et Scheepers, 2010). Selon Hooghe et al., la relation entre le soutien à l'UE et la position sur l'axe gauche-droite des partis est en effet une sorte de U inversé où les partis de centre sont plutôt en faveur de l'intégration (Hooghe et al., 2002). Pour cette raison, les partis radicaux ont un incitatif clair à proposer un programme eurosceptique et ainsi se démarquer du lot et attirer des électeur·rice·s opposé·e·s à l'UE ne voulant pas voter pour un parti pro-intégration (Szczerbiak et Taggart, 2000 ; Lubbers et Scheepers, 2010).

Tout comme pour les citoyen·ne·s, les partis politiques de la gauche comme de la droite peuvent mobiliser des arguments eurosceptiques, mais le font pour des raisons différentes. À gauche, les partis s'opposent au caractère néolibéral de l'Union et se basent sur des arguments d'insécurité économique pour passer leur message (De Vries et Edwards, 2009). Les partis les plus radicaux voient en l'UE une menace pour l'État providence, notamment si celle-ci restreint les parlements nationaux en matière de politique sociale. De plus, l'UE est perçue par certains partis plus extrêmes comme une forme d'intervention impérialiste qui laisse craindre une mise en danger de l'intégrité de l'État-nation, au sens, selon Halikiopoulou et al., de l'émancipation et de l'indépendance des classes populaires des élites (Halikiopoulou et al., 2012). Comme pour les citoyen·ne·s plus à gauche, les partis partageant cette position idéologique sont tout de même le plus souvent empreints d'un euroscepticisme soft et d'une opposition au fonctionnement actuel de l'Europe, pas de l'idée derrière l'intégration (March et Rommerskirchen, 2015). Pour cette raison et parce que la leur est l'une des familles politiques les plus divisées sur le sujet, les partis radicaux de gauche doivent maintenir, afin de s'assurer des votes, une position critique mais nuancée envers l'enjeu européen (Van Elsas et al., 2016). En effet, si à l'époque des premières années de la Communauté européenne les communistes étaient le groupe le plus cohésif dans le camp des

eurosceptiques, aujourd'hui les positions des partis sont complexes et beaucoup moins claires (Almeida, 2012). Cette difficulté à adopter des politiques hétérogènes d'un parti à l'autre, et même à l'intérieur d'un même parti, est d'ailleurs reflétée dans le manque de coordination transnationale. Pour March et Mudde, on retrouve quand même une logique uniforme à tous les partis de gauche radicale : un rejet des valeurs capitalistes et donc du libre-échange, la protection des droits et de l'économie sociale, et l'idée selon laquelle, dans une philosophie internationaliste, les États devraient travailler ensemble pour solutionner des problèmes partagés (March et Mudde, 2005). Ainsi, des europhiles critiques des politiques européennes pourraient voter pour des partis eurosceptiques de gauche, souvent plus en opposition au fonctionnement des institutions que du projet européen en tant que tel.

À droite, et surtout à l'extrême droite, ce ne sont pas principalement les enjeux économiques qui sont mobilisés, mais plutôt les enjeux culturels. En effet, les arguments identitaires résonnent particulièrement chez les partis de droite, qui voient en l'UE une menace pour la souveraineté de leur nation et pour son homogénéité ethnique (De Vries et Edwards, 2009, Halikiopoulou et al., 2012). Ces logiques nationalistes sont le plus souvent soutenues par des rhétoriques anti-immigration et s'attaquent à diverses facettes de l'intégration européenne, pas spécialement le côté économique comme le font généralement les partis de gauche (Van Elsas et al., 2016). En fait, une forme basique de coopération économique est souvent la seule forme d'intégration qui ne soit pas directement catégoriquement rejetée par la droite radicale. Cette opposition de principe génère d'ailleurs plus de cohérence dans le discours des partis extrémistes de droite : contrairement aux partis de gauche, ils n'ont pas à nuancer leur critique pour obtenir des votes, mais à se montrer le plus sévères possible envers l'UE (Van Elsas et al.,

2016). L'euro-scepticisme a généralement été positif pour les partis de droite radicale puisqu'il représente un nouvel enjeu et qu'en adoptant une position aussi polarisante, ceux-ci peuvent s'attirer des votes. De plus, le niveau supranational est une nouvelle arène politique où les petits partis marginaux expérimentent un succès électoral plus élevé tout en pouvant défendre des positions par rapport à des enjeux domestiques (Almeida, 2012).

Dans son livre de 2013, Rodriguez-Aguilera de Prat propose une typologie des partis eurosceptiques qui classe ceux-ci en différentes catégories:

“the different degrees of hard and soft ideology and strategy allow the classification of various party groups into four generic eurosceptic categories, parties motivated: 1) by hard ideologies (ultra-nationalists, orthodox communists), 2) by hard strategies (populists), 3) by soft ideologies (agricultural, post-communist), 4) by soft strategies (conservative). Considering the two dimensions can create another typology: 1) single issue parties whose raison d'être is direct opposition to the EU (UKIP, the list of Philippe de Villiers in France), 2) populist protest using Euroscepticism as one more element to their ideology and strategy against establishment (DF, LN), a movement radicalizing the more extreme parties (FNVB) in their closed defence of national sovereignty and even some classic Communist parties (KKE, PCP, KSCM) 3) central government parties that are somewhat critical of some community policies (the left wing of the French socialist party or Swedish social democracy) or – more broadly – most of them (the British Tories are archetypal in this respect and some CEE right wing parties such as the Czech ODS and the Polish PiS have joined them).” (Rodriguez-Aguilera de Prat, 2013)

Au final, le clivage gauche-droit peut jouer un rôle d'une part dans la proposition d'un programme électoral eurosceptique, et d'autre part dans la décision de voter pour un parti arborant

un tel programme. Or, malgré les multiples études s'étant penchées sur le sujet, il n'existe aucun consensus à propos du lien entre la position par rapport à l'enjeu européen et la position idéologique d'un individu ou d'un parti (Topaloff, 2012). Même si l'Europe est considérée par plusieurs comme un nouveau clivage, celui-ci demeure encore très peu saillant comparativement à la position idéologique (De Vries et Rosema, 2007).

Ainsi, le soutien et l'euroscpticisme des individus comme des partis politiques ont évolué dans le temps, sont sujets à divers facteurs et ne sont pas l'apanage d'une idéologie unique. Or, ce n'est pas parce que les citoyen·ne·s ont une opinion sur l'UE qu'elles·ils la prennent forcément en compte au temps de voter.

2. *Le vote*

Après avoir exposé la littérature à propos du soutien à l'Union européenne et de l'euroscpticisme, il est utile dans cette partie de nous pencher sur les déterminants du comportement électoral pouvant conduire un·e europhile à voter pour un parti euroscptique. Les deux sections suivantes traiteront du vote sur enjeux et du vote d'opposition.

2.1. Le vote sur enjeux

Lorsque vient le temps de voter, les électeur·rice·s peuvent se baser sur une multitude de facteurs afin de faire un choix. Un de ces facteurs est décrit par la théorie du vote sur enjeux, dont le postulat suggère que certain·e·s électeur·rice·s se basent sur un ou plusieurs enjeux en particulier

lors du vote. De sorte, le parti pour lequel elles·ils votent représente celui qui, selon elles·eux, est le mieux placé pour s'occuper de ce ou ces enjeux. Cette théorie est largement discutée dans la littérature, que ce soit de façon générale dans les études sur le comportement électoral, ou en études européennes lorsqu'il est question de l'enjeu européen.

2.1.1. Le vote sur enjeux dans la littérature générale

Pour des auteur·e·s classiques comme Downs et Key comme pour les théoricien·ne·s contemporain·e·s du comportement électoral, les électeur·rice·s évaluent les politicien·ne·s sur la base de leur position par rapport aux enjeux actuellement saillants (Downs, 1957; Key, 1966; Ansolabehere et al., 2008). En effet, les partis politiques se prononcent sur des enjeux dans l'espoir de s'attirer les votes de ceux qui seront convaincus par leurs positions (Ansolabehere et al., 2008). De fait, les politiques et les enjeux devraient être au centre d'une campagne électorale et il devrait y avoir un haut degré de congruence entre les prises de position d'un parti et les opinions de ses électeur·rice·s (Holmberg, 2011; Rosema et al., 2011). Il y a donc un lien clair entre l'importance d'un enjeu dans le programme d'un parti et dans les priorités d'un·e électeur·rice et le vote sur enjeux (Fournier et al., 2003). Ainsi, plus l'opinion d'un individu est forte à propos d'un enjeu, plus le choix du vote reposera sur celui-ci : ils différencieront davantage les candidats les uns des autres et accorderont davantage d'importance aux nuances (Krosnick, 1988 ; Fournier et al., 2003).

Selon Catherine De Vries, le vote sur enjeux est plus susceptible d'avoir lieu si trois conditions sont réunies : 1) les électeur·rice·s doivent considérer l'enjeu comme important; 2) elles·ils doivent percevoir que les partis politiques ont des positions différentes le concernant; 3)

l'enjeu doit pouvoir être associé à un conflit politique, par exemple au clivage gauche-droite (De Vries, 2010). De plus, si les partis n'offrent aucune position claire concernant le conflit, les électeur·rice·s ne votent généralement pas sur enjeux (De Vries, 2010). Selon d'autres auteur·e·s, la clé du vote sur enjeux résiderait dans le caractère de l'enjeu concerné. Plus celui-ci est associé à quelque chose de symbolique et qu'il génère des émotions chez l'électeur·rice, plus il y aurait de chances que l'individu vote pour un parti qui a une position claire par rapport à l'enjeu (Edelman, 1964 ; Sears, Hensler et Speer, 1979). Pour Rabinowitz et MacDonald, deux éléments influencent la symbolique d'un enjeu : sa direction (la personne est-elle pour ou contre le symbole) et l'intensité des émotions générées (Rabinowitz et MacDonald, 1989). Selon d'autres recherches, le vote sur enjeux aurait donc davantage lieu lors de périodes d'incertitude sociale ou économique puisque, d'une part, le vote revêt un caractère plus symbolique et, d'autre part, les partis adoptent des positions plus polarisées (Nie et al., 1976). Pour illustrer ce phénomène, Oscarsson et Holmberg donnent l'exemple du parti des Démocrates Suédois, dont le succès est selon eux non pas lié à la dimension gauche-droite mais à leur position stricte au sujet de l'immigration qui, en période de crise des réfugiés pour l'Europe, a su profiter d'un climat d'incertitude et d'une symbolique importante pour s'attirer des voix en capitalisant sur cet enjeu (Oscarsson et Holmberg, 2015).

De leur côté, Carmines et Stimson proposent dans une étude datée de 1980 une typologie de deux types de vote sur enjeux, divisée selon le type d'enjeu (Carmines et Stimson, 1980). En effet, les auteurs font une distinction entre les *hard issues* (enjeux durs – plus techniques) et les *easy issues* (enjeux faciles – plus symboliques et qui mettent l'accent sur l'objectif d'une

politique plutôt que sur les moyens employés). Le vote sur enjeux durs serait donc le résultat d'un calcul sophistiqué :

“it represents a reasoned and thoughtful attempt by voters to use policy preferences to guide their electoral decision. Citizens, after examining the policy positions represented by candidates in a given election, vote for that candidate who is closest to them in some (probably multiple) issue space (Davis et al. 1978; Brody and Page, 1972; Frohlich et al. 1978). Hard-issue voting should be best exemplified, at least in degree, among those who have the conceptual skills to do it well” (Carmines et Stimson, 1980).

Le vote sur enjeux faciles a plutôt lieu lorsque l'enjeu est enraciné si profondément dans la structure politique que les électeur·rice·s votent sans trop réfléchir. Pour illustrer la dichotomie entre les enjeux durs et faciles, Carmines et Stimson donnent l'exemple de la déségrégation et de la guerre du Vietnam aux États-Unis. Dans le premier cas, même si la déségrégation est un phénomène complexe, les électeur·rice·s la voient comme un enjeu simple à comprendre, plus symbolique que technique : un enjeu facile. Dans le cas de la guerre du Vietnam, les positions des partis étaient moins distinctes, et la complexité de l'enjeu comme le manque de transparence du gouvernement rendaient la situation plus difficile à analyser pour la·le citoyen·ne moyen·ne (Carmines et Stimson, 1980). De fait, selon les auteurs, les enjeux durs dominent généralement les discours politiques, d'abord parce qu'il est plus difficile de faire changer d'avis un individu à propos d'un enjeu facile, mais également parce que les enjeux durs ne risquent pas d'avoir un impact s'ils ne sont pas largement discutés sur la place publique (Carmines et Stimson, 1980). Les électeur·rice·s votant sur enjeux durs sont donc généralement plus éduqué·e·s, informé·e·s et actif·ve·s politiquement que leurs pairs, alors que les électeur·rice·s votant sur enjeux faciles ne

sont pas nécessairement plus sophistiqué·e·s que les électeur·rice·s ne votant simplement pas sur enjeux.

Un article plus récent de Romain Lachat postule qu'un catalyseur important du vote sur enjeux est la compétitivité des élections (Lachat, 2011). En effet,

“Voters rely more strongly on “substantial” criteria, such as issues and ideology, when elections are competitive... Elections are more competitive when there are many parties in competition, when they differ strongly from one another in ideological terms, and when the threshold of representation is lower” (Lachat, 2011)

Lachat admet également l'existence de deux types de vote sur enjeux, cette fois pas par rapport aux enjeux comme dans le cas de la typologie de Carmines et Stimson, mais au niveau du vote lui-même. Dans le premier cas, le vote de proximité, les citoyen·ne·s comparent systématiquement leurs préférences avec celles des partis. Dans le deuxième cas, le vote sur enjeu singulier, l'électeur·rice se concentre sur l'enjeu qui lui tient le plus à cœur et donne son soutien au parti qu'elle·il pense être le plus en mesure de gérer cet enjeu (Lachat, 2011).

De son côté, Stokes (1963) fait la distinction entre deux types d'enjeux, soit les enjeux positionnels et les enjeux de valence (Stokes, 1963), qui n'influencent pas le vote de la même façon. Si les enjeux de valence sont vus comme peu variables et plutôt concensuels d'un parti à l'autre (par exemple, tous les partis seront d'accord pour réduire la criminalité), les positions des partis sur les enjeux positionnels sont dispersées le long de l'axe gauche-droit (Green, 2007). Donc,

les partis auront tendance à mettre de l'avant leur compétence à gérer ceux-ci plutôt qu'à les présenter d'un point de vue idéologique. Lorsque les partis mobilisent des enjeux de valence, ce qui compte pour un·e électeur·rice n'est alors pas tant la position du parti, mais plutôt la perception de sa compétence à s'occuper de cet enjeu, (Stokes, 1963). Le vote sur enjeux de valence ne prend donc pas forcément en compte la proximité idéologique de l'individu et du parti, alors que les enjeux positionnels, oui. Ainsi, les partis politiques ont intérêt à promouvoir des enjeux si la population a pour avis qu'ils sont les mieux placés pour s'en occuper (Green-Pedersen et Stubager, 2010; Geys, 2012; Dolezal et al. 2014; Stubager, 2018). Lorsque ces partis gagnent la réputation d'être compétents dans le domaine qu'ils mobilisent, plusieurs auteur·e·s parlent d'*issue ownership*, un concept expliquant le lien entre les partis politiques et les enjeux qu'ils défendent (Lachat, 2014). Pour Petrocik, un chercheur ayant considérablement contribué au concept, l'*issue ownership* serait '*the ability to resolve a problem of concern to voters. It is a reputation for policy and program interests, produced by a history of attention, initiative, and innovation toward these problems*' (Petrocik, 1996). De fait, en Europe, il est commun d'associer l'immigration avec les partis de droite, ou même de droite radicale, alors que la sécurité sociale est un enjeu plutôt lié avec les partis socialistes ou sociaux-démocrates, et que l'écologie est vue comme l'apanage des partis verts (Lefevre et al., 2015). Par exemple, des partis comme le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) autrichien et le UKIP britannique ont fortement capitalisé sur l'enjeu de l'immigration, gagnant auprès de plusieurs la réputation d'être les partis les mieux équipés pour gérer cet enjeu (Smith, 2010 ; Dennison et Goodwin, 2015). De la même façon, la plupart des partis Verts sont, dans les systèmes politiques d'Europe de l'Ouest, considérés comme les formations associées avec les enjeux environnementaux (Walgrave et al., 2015).

Parmi les 19 partis sélectionnés dans l'étude, dont fera état le deuxième chapitre, les trois enjeux ayant été les plus abordés par les partis ont été, dans l'ordre, l'immigration, les enjeux touchant à l'économie (redistribution, taxation et régulation du marché), et l'antiélitisme (Polk et al., 2014). En effet, parmi les partis pour lesquels l'enjeu le plus abordé a été l'immigration, on retrouve le *Partij voor de Vrijheid* (PVV) néerlandais, l'Aube dorée grecque, le Front national (FN) français et le *Dansk Folkeparti* (DF) danois. À l'inverse, des partis comme le Parti communiste grec et le Parti socialiste néerlandais mettent de l'avant des enjeux se rapportant plutôt à l'économie et à la redistribution des richesses. Ainsi, si pour un.e europhile un de ses enjeux est le plus important, et qu'elle/il a fait son choix de vote sur cet enjeu, il est possible que celle/celui-ci ait voté pour un parti eurosceptique car elle/il le pensait le plus apte à gérer ce problème.

D'une part, l'un des événements les plus marquants des dernières années étant la crise des réfugiés, qui trouve son origine notamment en Syrie et qui s'est étendue à l'Europe dans les années 2010, avec l'arrivée de réfugié.e.s fuyant leur pays d'origine, plusieurs citoyen.ne.s européen.ne.s ont vu une menace à leur mode de vie et de multiples protestations anti-réfugié.e.s ont été organisées en Allemagne, en Hongrie, en Suède, en Italie et en Grèce (Gander, 2015; Council of Foreign Relations, 2016). Ces sentiments d'animosité s'expliquent partiellement par une peur reliée aux attentats terroristes qui ont eu lieu sur le territoire européen, et partiellement par une situation économique qui peinait à se remettre de la crise économique que plusieurs considéraient trop faible pour pouvoir supporter le fardeau d'une arrivée aussi massive de nouvelles arrivant.e.s (Council on Foreign Relations, 2016; Smith Keller, 2016). Plusieurs partis politiques, surtout à droite et à l'extrême droite, ont mobilisé des arguments anti-immigration pour augmenter leur part des votes (Aisch and al., 2017). En novembre 2013, quelques mois avant les élections de

2014, les résultats du 80^e Eurobaromètre étaient clairs : outre les enjeux économiques et le chômage, l'immigration était le problème le plus important nommé par les Européen·ne·s (European Commission, 2019). Donc, l'immigration étant une préoccupation importante de plusieurs citoyen·ne·s, qu'elles·ils soient pour ou contre l'intégration, il est possible que plusieurs d'entre elles·eux aient voté sur cet enjeu plutôt que sur l'enjeu européen, surtout dans le cas où cet enjeu était très saillant pour les partis.

Outre la crise des réfugié·e·s, avec le contexte de crise économique et l'impact qu'a eu celle-ci sur plusieurs citoyen·ne·s, il est possible que certain·e·s électeur·rice·s aient mis de côté leur préférence au sujet de l'UE au profit d'un vote pour le parti qu'elles·ils considéraient le mieux placé pour répondre aux enjeux économiques, puisque ceux-ci étaient les plus saillants. En effet, dans les pays les plus pauvres de la zone euro, le choc a été considérable et plusieurs citoyen·ne·s ont perçu un impact direct de la crise dans leur vie quotidienne, par exemple en perdant leur emploi (Eurostat, 2017). Ainsi, selon la Banque centrale européenne, en avril 2013 le chômage atteignait 12.0% en Italie, 13.5% en Irlande, 17.0% au Portugal, 26.3 % en Espagne et 27.5% en Grèce (European Central Bank, 2013). Le chômage ayant des conséquences directes sur la vie des citoyen·ne·s, il est permis de penser que celles·ceux-ci ont pu voter pour le parti qu'elles·ils pensaient être le mieux placé pour régler cette question. Ils ont ainsi pu mettre de côté leurs préférences à propos de l'UE et voter pour un parti qu'elles·ils considéraient être en mesure de régler les problèmes économiques, que celui-ci soit eurosceptique ou pas.

Sachant donc que les deux enjeux les plus abordés par les partis de l'étude sont l'immigration et les enjeux économiques, deux hypothèses ressortent :

H2a : Un·e citoyen·ne europhile a plus de chance de voter pour un parti politique eurosceptique si elle·il considère l'enjeu de l'immigration comme étant le plus important.

H2b : Un·e citoyen·ne europhile a plus de chance de voter pour un parti politique eurosceptique si elle·il considère les enjeux économiques comme étant les plus importants.

En conclusion, le vote sur enjeux pourrait être une explication au vote des europhiles pour des partis eurosceptiques, puisque si celles·ceux-ci ont voté sur un enjeu particulier et que cet enjeu leur semblait être mieux couvert par un parti eurosceptique, elles·ils ont possiblement laissé de côté leur préférence au sujet de l'Europe pour se concentrer sur ce problème.

2.1.2. Le vote sur enjeu européen

Pendant longtemps, les élections européennes ont été considérées par les citoyen·ne·s et par plusieurs chercheur·e·s comme des élections de second ordre (Reif and Schmitt, 1980; Franklin and al., 1996; Marsh, 1998; Blind, 2012; Clark, 2014). Ainsi, la plupart des études démontrent que le choix de vote aux élections européennes est le plus souvent basé sur des politiques domestiques plutôt que supranationales (Reif et Schmitt 1980; Van der Eijk et Franklin 1996; Franklin 2001; Føllesdal et Hix 2006; Hix et Marsh 2007). De plus, puisque les élections européennes sont dépeintes par les partis, les médias et même les citoyen·ne·s comme étant de faible importance, plusieurs électeur·rice·s sont tenté·e·s de voter pour des partis plus petits et plus marginaux aux élections européennes, même si celles·ceux-ci voteraient pour un grand parti centriste aux élections nationales (Reif et Schmitt, 1980 ; Belot et Van Ingelgom, 2014). En ne considérant pas

l'impact du PE comme aussi important que celui de leur Parlement national, des citoyen·ne·s peuvent être tenté·e·s de donner une chance à des plus petits partis marginaux. Néanmoins, malgré ces conclusions, plusieurs académiques ont démontré que les enjeux au niveau européen avaient eu un impact sur le choix de vote aux élections européennes, mais également nationales (De Vries et Tillman, 2011 ; Kritzinger and Johann, 2016; DeVries and Hobolt, 2016). En effet, un vote sur enjeu européen, ou le fait de considérer ou pas ses préférences à propos de l'intégration lorsque vient de temps de choisir pour qui voter, peut être observé lors d'élections nationales en Europe, surtout dans les cas où il existe un conflit autour de cet enjeu (Aardal et Van Wijnen, 2005 ; De Vries, 2010 ; De Vries et Tillman, 2011).

Dans la mesure où la contestation autour de l'Union européenne s'accroît dans l'opinion publique, dans les médias et au sein des formations politiques, on remarque une augmentation du vote sur enjeu européen non pas seulement lors de suffrages nationaux, mais également au Parlement européen (De Vreese, 2003; Kriesi et al., 2006 ; Van der Brug et al., 2007; Schuck et al., 2011). En effet, la polarisation est un facteur qui renforce le vote sur enjeu européen (Carmines and Stimson, 1986, Hobolt and Spoon 2012). Conséquemment, les partis politiques se positionnent de façon de plus en plus claire sur l'enjeu de l'intégration (Marks et al., 2006; Rohrschneider and Whitefield, 2007 ; De Vries et al., 2011). Toutefois, l'enjeu européen ne constitue pas, le plus souvent, une motivation au vote – du moins pas autant que des enjeux typiquement associés à la gauche ou la droite ou des enjeux proprement domestiques (De Vries et al., 2011). Ainsi, lors des élections européennes, il est possible que les électeur·rice·s mettent de côté leurs préférences à propos de l'UE au profit de leurs préférences à propos d'autres enjeux, ce qui peut expliquer pourquoi des europhiles ont pu voter pour des partis eurosceptiques.

Un autre facteur pouvant augmenter le vote sur enjeu européen est la position extrême des partis politiques sur l'axe gauche-droite. En effet, les partis les plus radicaux ont tendance à être ceux qui présentent le plus de raccourcis cognitifs à leurs électeur·rice·s, et ces partis étant généralement les plus eurosceptiques, ils peuvent avoir une influence sur le degré de vote sur enjeu européen. Nonobstant leur position idéologique, c'est plutôt le positionnement extrême par rapport à l'Europe qui a le plus d'impact sur le vote sur enjeu européen :

“The empirical analysis shows that left/right extremism is not the decisive factor in understanding variation in EU issue voting: extreme left or right parties are not more or less affected by EU issue voting than mainstream parties. Instead EU issue voting is directly connected to a party's intrinsic position on European integration: parties for whom European integration is salient and parties with an extreme position on European integration (either pro or anti) are much more susceptible to EU issue voting.” (DeVries and Hobolt, 2016).

Un autre facteur augmentant le vote sur enjeu européen est la sophistication politique des électeur·rice·s, dépendante largement de l'information reçue et détenue par ceux-ci. Ainsi, lorsque les médias ne portent pas beaucoup attention à l'UE et que les citoyen·ne·s sont peu conscient·e·s de ce qui se passe au niveau supranational, le vote sur enjeu européen est faible, voire inexistant (De Vries et al., 2001). Ce phénomène est dû en grande partie à la nature complexe de l'Union européenne et à son caractère distant pour la plupart des citoyen·ne·s.

De plus, le vote sur enjeu européen ne serait pas toujours au même niveau. En effet, lors d'événements comme des référendums sur l'intégration ou alors des contestations importantes sur une politique européenne en particulier (Van der Eijk and Franklin, 2004).

2.2. La saillance

Selon plusieurs auteurs, le vote sur enjeux décrit dans la section précédente est une fonction qui découle d'un autre phénomène, soit la saillance d'un enjeu (Tillman, 2004 ; Hobolt et Spoon, 2012). Utile afin d'expliquer le choix de vote des électeur·rice·s, la saillance d'un enjeu peut être distinguée selon si l'enjeu est domestique, ou alors européen.

2.2.1 La saillance dans la littérature générale

De façon générale, la saillance est un concept appliqué à un enjeu particulier et qui est défini comme l'importance qu'un acteur politique lui donne (Hinich et Munger, 1997; Laver, 2001; Fisher, 2009; Warntjen, 2011). Dans le cas qui nous intéresse, nous nous pencherons surtout sur la saillance des enjeux auprès des électeur·rice·s. Celle-ci est un concept largement étudié en science politique, et était à l'origine utilisée dans les recherches sur le comportement électoral comme une explication au choix de vote (Berelson et al., 1954). En effet, pour certains chercheurs, la saillance représente le poids accordé par un·e électeur·rice à un enjeu précis dans l'évaluation des différents candidats politiques (Wlezien, 2005). Ainsi, si une personne considère par exemple que l'environnement est l'enjeu le plus important, alors l'environnement est un enjeu saillant pour cet individu. De la même manière, si la majorité des gens considère l'environnement comme l'enjeu le plus important, alors cet enjeu est saillant au sein de la population (Wlezien, 2005). La

saillance est également utile pour l'étude des campagnes électorales, tel que le décrivent Spendzharova et Versluis dans leur article de 2013 : *'issue salience has been employed widely in analyses of voting behaviour, where it helps to account for which issues are discussed or neglected by the candidates in an election campaign as well as how salience influences voters' electoral choices'* (Spendzharova et Versluis, 2013).

Il existe plusieurs façons de mesurer la saillance d'un enjeu, notamment par l'analyse médiatique ou des discours politiques (Warntjen, 2011). Toutefois, en ce qui concerne les citoyen·ne·s et les électeur·rice·s, le moyen le plus commun est l'utilisation de sondages. En effet, les questions du type 'quel est le problème le plus important auquel la nation est confrontée' sont comprises dans plusieurs questionnaires et représentent une bonne manière de mesurer la saillance des enjeux pour les individus (RePass, 1971; Miller et al., 1976).

Du côté des partis politiques, la saillance des enjeux peut être manipulée afin d'avoir une plus grande part des voix. En effet, selon Riker, les politicien·ne·s peuvent se servir d'enjeux saillants, ou alors mettre l'accent sur des enjeux afin de les rendre saillants, pour s'attirer les votes (Riker, 1986). Pour cette raison, les partis politiques et les gouvernements ont tendance à se montrer moins intéressés par des enjeux qui ne sont pas saillants dans le public général (Knill, 1997; Opperman and Viehrig, 2011). C'est dans cette idée que les politiques proposées sont le plus souvent alignées avec les préoccupations des électeur·rice·s (Budge, 2015).

La saillance est donc importante dans l'étude du comportement électoral, puisqu'elle explique comment les partis sont stratégiques par rapport aux enjeux sur lesquels ils mettent l'accent (Budge et Farlie, 1983). En effet,

“salience theory posits that parties’ ‘own’ particular issues, e.g. welfare for social democratic parties or law and order in the case of conservative parties. Voters associate certain parties with specific issues and, as a result, other parties de-emphasise issues that are connected to rival parties” (Netjes et Binnema, 2007).

Ainsi, si un enjeu très saillant pour un individu l'est également pour un parti, le vote sur cet enjeu est d'autant plus probable. Une saillance considérable par rapport à un enjeu autre que l'enjeu européen représente donc une possible explication au vote d'un·e europhile pour un parti eurosceptique.

2.2.2. La saillance de l'enjeu européen

Outre la saillance forte d'un autre enjeu, la faible importance de l'enjeu européen peut également représenter une explication au vote d'un·e europhile pour un parti eurosceptique. D'abord, parce que pour qu'un individu s'identifie à une catégorie, celle-ci doit être saillante (Tajfel, 1981). Pour cette raison, pour qu'une personne s'identifie à l'Europe, celle-ci doit être saillante (Diez Medrano, 2010). Si la saillance de l'enjeu européen semble avoir évolué avec le temps et les réformes (Franklin et Wlezien, 1997; Eichenberg et Dalton, 2003; Van der Eijk et Franklin, 2004), il en reste que celui-ci a très peu d'importance lorsqu'on le compare à d'autres enjeux domestiques : « although Europe has become more prominent over time in the parties’

national electoral campaigns, it is still not a key theme » (Kriesi, 2007). En effet, des recherches préalables ont démontré que l'attention médiatique accordée aux enjeux ayant trait à l'Europe, tout comme la compétition inter partis politiques à son propos, sont somme toute toujours limitées (Van der Eijk et Franklin, 2004; de Vreese et al., 2006; Green-Pedersen, 2007). Puisqu'il existe une certaine assomption parmi les chercheur·e·s selon laquelle les enjeux les plus saillants déterminent pour qui les électeur·rice·s voteront, il est permis de douter de l'importance de l'enjeu européen lors d'élections (Netjes et Binnema, 2007).

De fait, ce phénomène peut expliquer en partie le taux de participation relativement bas aux élections européennes. Les électeur·rice·s peuvent en effet choisir de ne pas voter puisqu'elles-ils peuvent considérer que les enjeux tombant sous la juridiction du Parlement européen ne sont pas assez saillants et ne valent pas la peine de se déplacer pour voter (Clark, 2014). Toutefois, plus un enjeu est saillant pour un parti politique, plus il peut le devenir pour ses électeur·rice·s (Netjes et Binnema, 2007). Ainsi, si un parti fait de l'intégration européenne son cheval de bataille, que ce soit en sa faveur ou alors en opposition, celle-ci peut devenir plus saillante pour les citoyen·ne·s proches de ce parti. Toutefois, puisque des clivages comme l'axe gauche-droite demeurent, de façon générale, plus importants que celui pour contre l'intégration, la saillance des enjeux peut jouer en la faveur des partis eurosceptiques. En effet, puisque la·le citoyen·ne moyen·ne est souvent plus eurosceptique que les élu·e·s, les partis eurosceptiques rencontrent plus de succès lorsque les enjeux sur lesquels ils ont des positions fortes deviennent plus saillants (Thomassen et Schmitt 1999; Van Der Brug, 2016).

2.3. *Le vote d'opposition*

Une hypothèse communément avancée dans la littérature sur les élections européennes suggère que le suffrage pour le Parlement européen constitue en réalité un concours de popularité pour les gouvernements, ou une sorte de ‘mid term election’ (Hix et Marsch, 2007). Ce phénomène renvoie une fois de plus au concept des élections de second ordre : puisque les électeur·rice·s considèrent qu’il y a moins en jeu lors des élections européennes, elles·ils peuvent être tenté·e·s de les utiliser à d’autres fins que pour les élections nationales (Schmitt et Reif, 1980). En effet, les adhérent·e·s de l’approche des raccourcis cognitifs considèrent que les électeur·rice·s vont chercher des raccourcis au niveau national pour faire leur choix au niveau européen (Anderson, 1998 ; Schmitt, 2005, Van Spanje et De Vreese, 2011). De fait, pour Lord, les élections européennes deviennent une certaine forme de référendum sur la satisfaction envers le gouvernement national (Lord, 2001). Ainsi, plusieurs électeur·rice·s peuvent choisir de voter pour un parti eurosceptique lorsqu’elles·ils sont insatisfait·e·s de leur gouvernement actuel. En effet,

“European elections also allow people to express their dissatisfaction with the party or parties in government (“put the boot in”): to signal policy preferences or demonstrate dissatisfaction with policies of the current party/ parties in government. Hence, governing parties lose votes to opposition parties, whether small or large.” (Hix et Marsch, 2007)

Puisque les élections européennes sont vues comme ayant moins d’impact que les élections nationales, elles permettent aux citoyen·ne·s de voter selon leurs préférences plutôt que de s’exprimer avec un vote stratégique et de voter pour un parti plus centriste ayant plus de chance de l’emporter (Oppenhuis et al., 1996). Pour cette raison, les partis situés aux extrêmes de l’axe

gauche-droite ont tendance à faire un meilleur score qu'aux élections nationales, et ceux-ci sont généralement les plus eurosceptiques (Hooghe et al., 2002). De plus, les citoyen·ne·s motivé·e·s par la perspective de protester contre le gouvernement actuel se rabattent le plus souvent vers des partis plus marginaux, plus radicaux et, fréquemment, plus eurosceptiques. De la même manière,

“some voters have become disappointed by specific policies of the government. Some, who generally support the government, vote for the opposition in secondary elections in order to apply pressure on the government although not fundamentally changing their party allegiance.”

(Reif et Schmitt, 1980).

Il paraît ici utile de rappeler la distinction entre le vote d'opposition et le vote anti-établissement. Alors que le vote d'opposition se rapporte, tel que mentionné plus haut, au vote contre un parti au pouvoir, le vote anti-établissement se veut un vote contre l'élite de façon plus générale, donc contre les grands partis établis et pas forcément celui qui gouverne actuellement (Hanley et Sikk, 2014). Dans le cadre de ce mémoire, c'est donc le vote d'opposition, soit contre le gouvernement au pouvoir au moment du scrutin, qui sera étudié.

Une des formes de vote d'opposition les plus examinées dans la littérature sur le comportement électoral lors des élections européennes est le vote économique. En effet, certain·e·s chercheur·e·s ont trouvé un lien entre le fait d'être insatisfait·e de l'économie du pays et celui de voter pour un parti eurosceptique. Ainsi, si les électeur·rice·s considèrent que l'économie va bien, elles·ils ont tendance à récompenser le gouvernement en votant pour lui aux élections européennes. À l'inverse, si elles·ils sont insatisfait·e·s des mesures prises concernant l'économie, elles·ils

voudront punir les dirigeants et voter pour l'opposition (Tilley et al., 2008). Par exemple, lors de l'élection de 2014, alors que les effets de la crise se faisaient plus ressentir qu'en 2009, plusieurs citoyen·ne·s insatisfait·e·s de l'économie se sont tourné·e·s vers des partis de gauche radicale, eurosceptiques (Beaudonnet et Gomez, 2017). En effet, lors d'élections tenues en période d'incertitude économique, les perceptions des citoyen·ne·s sont encore plus rigides, et peuvent avoir un effet plus important. Ainsi, dans ce genre de contexte les électeur·rice·s sont plus souvent conscient·e·s des politiques et des mesures ayant trait à l'économie, que ce soit au niveau national ou européen, et n'hésitent pas à voter pour des partis en marge pour punir les grands partis (Costa Lobo and Lewis-Beck, 2012; Hobolt and Tilley, 2014). Toujours dans le cas des élections de 2014 par exemple, avec le contexte économique de crise qu'on lui connaît, plusieurs citoyen·ne·s ont voulu envoyer un message aux dirigeants en votant pour des partis eurosceptiques, ce qui explique en partie leur succès lors du suffrage (De Vries et Hobolt, 2016b).

Ainsi, selon Tilley et al., récompenser un gouvernement ou le punir avec son vote est un modèle qui fonctionne, mais qui est basé plutôt sur les perceptions qu'ont les électeur·rice·s des politiques que sur les résultats de ces politiques eux-mêmes (Tilley et al., 2008). Pour De Vreese et Tobiasen, le vote eurosceptique est donc d'autant plus présent parmi les citoyen·ne·s affichant un taux de satisfaction très faible envers le gouvernement national (De Vreese et Tobiasen 2007). De plus, selon le Chapel Hill Expert Survey de 2014, 12 partis sur les 19 sélectionnés dans l'étude avaient parmi leurs trois enjeux les plus importants la dimension anti-élite et *anti-établissement* (Polk et al., 2014). De fait, le vote d'opposition constitue la troisième hypothèse de cette recherche :

H3 : Les europhiles insatisfait·e·s par leur gouvernement auront plus de chance de voter pour un parti eurosceptique que les europhiles satisfait·e·s.

Plusieurs citoyen·ne·s ont tendance à voter pour des partis d'opposition, souvent plus radicaux et marginaux, lorsqu'elles·ils sont insatisfait·e·s des actions de leur gouvernement national, et ces partis sont, le plus souvent, les plus eurosceptiques. Il nous est donc permis de croire que les électeur·rice·s utilisent leur vote aux élections européennes, le plus souvent considéré comme moins important que le vote aux élections nationales, pour passer un message aux grands partis centristes au pouvoir, généralement pro-européens (Hooghe et al., 2002).

3. Conclusion

En somme, ce mémoire est basé sur quatre concepts, soit le soutien et l'opposition à l'Union européenne, le vote d'opposition, le vote sur enjeux et la saillance. Ces concepts apportent déjà plusieurs informations qui nous ont permis d'en venir à certaines hypothèses afin de pouvoir répondre à la question : pourquoi les europhiles votent-elles·ils pour des partis eurosceptiques? D'une part, la littérature nous apprend que le profil socio-économique et les données démographiques d'un individu peuvent avoir une incidence sur la position de celui-ci par rapport à l'Union européenne. Cette position peut être évaluée selon diverses approches. D'autre part, on sait qu'il n'existe pas forcément de lien fort entre l'euroscepticisme et la gauche ou la droite, mais qu'on peut tout de même trouver plus de vote eurosceptique aux extrêmes de l'axe gauche-droite, surtout en contexte de crise. Finalement, les concepts du vote sur enjeux et de la saillance et du

vote d'opposition et nous en apprennent davantage sur le comportement électoral des électeur·rice·s lorsqu'il est question de considérer l'Europe ou pas dans leur choix de vote.

Chapitre 2 – Méthodologie : données et design de recherche

Ce deuxième chapitre a comme objectif de présenter les différents outils méthodologiques employés dans le cadre de ce mémoire. D’abord, cette recherche s’inscrit dans une démarche mixte, c’est-à-dire que l’analyse comporte des éléments quantitatifs et qualitatifs. De fait, « la ‘véritable’ RMM⁴ exige en fait de combiner de manière intégrée les deux méthodes au sein d’un projet de recherche, ce qui crée de la sorte un va-et-vient analytique contribuant directement au problème central » (Turcotte, 2016). Dans le cas de cette recherche, les méthodes ont été utilisées en deux temps, avec des données quantitatives puis qualitatives, pour obtenir une complémentarité des résultats, « qui fait que les résultats à l’issue d’une des stratégies peuvent être illustrés, clarifiés, explicités par les résultats d’un autre type de stratégie » (Turcotte, 2016). Pour cette raison, le prochain chapitre sera divisé en deux sections. Une première section présentera d’abord la méthodologie employée pour la première analyse, faite à l’échelle de 11 pays, à l’aide des méthodes quantitatives. Cette section reviendra sur le choix de la méthodologie, de la sélection des cas étudiés et des données employées, avant de se pencher sur l’opérationnalisation des variables. Dans la deuxième section, une structure similaire sera répétée, cette fois pour la deuxième partie de l’analyse basée sur des entretiens semi-dirigés avec des électeur·rice·s de la France insoumise. Tel que mentionné plus haut, ces entrevues ont été réalisées dans le but d’expliquer, d’éclaircir et de clarifier les premiers résultats, afin de nous en apprendre davantage sur les processus et la logique derrière le choix pour une personne favorable à l’Union européenne de voter pour un parti politique qui souhaite en sortir. Finalement, la dernière section de ce chapitre reviendra sur les

⁴ Recherche utilisant les méthodes mixtes

limites et les contraintes que représente le fait d'effectuer cette recherche dans le cadre d'un mémoire.

1. Les europhiles et le vote eurosceptique dans l'Union européenne

L'analyse principale de ce mémoire, qui sera ensuite complétée par une analyse qualitative, est basée sur les méthodes quantitatives. Plus précisément, la régression logistique sera la méthode utilisée afin de tester les trois hypothèses développées dans le chapitre 1.

1.1. Choix méthodologique : la régression logistique

D'abord, la première partie de l'analyse repose sur les méthodes quantitatives, puisque «la statistique permet d'atteindre les caractères d'un groupe, qui ont une réalité pour le groupe entier, mais qu'on ne découvrirait dans aucun membre de ce groupe pris à part et isolément » (Halbwachs, 1944). Contrairement aux méthodes qualitatives, qui demandent qu'on se penche sur une partie restreinte de la population, les méthodes quantitatives proposent d'étudier les agrégats (Bugeja-Bloch et Couto, 2015). Les statistiques permettent en effet de décrire les fréquences des événements et leur caractère habituel plutôt que les particularités des phénomènes sociaux étudiés.

Plus précisément, la régression logistique sera utilisée afin de tester les hypothèses. En effet, celle-ci est utile dans les cas où on s'interroge sur les facteurs qui font en sorte qu'un phénomène a lieu ou pas, par exemple le vote pour un parti eurosceptique (Pampel, 2000; Corbière et Larivière, 2014). La régression logistique est efficace pour prédire une variable dépendante

catégorielle à partir de variables indépendantes, ce qui permettra de tester les hypothèses pour cette recherche (Corbière et Larivière, 2014). Dans le cas de cette recherche, la commande *xtnlogit* a été utilisée afin de prendre en compte la dépendance de certains individus entre eux, issus du même échantillon national. Une analyse multiniveau, avec effets fixes par pays, a donc été effectuée.

1.2. Sélection des cas

D'emblée, le choix des cas étudiés s'est fait sur la base d'éléments théoriques, c'est-à-dire en utilisant des définitions communément acceptées par les chercheur·e·s. En premier lieu, pour désigner les europhiles, définis le plus souvent sous la définition simple de citoyen·ne·s en faveur de l'Union européenne, seront considéré·e·s les citoyen·ne·s qui ont répondu « bonne chose » à la question « selon vous, l'Union européenne est-elle une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise pour votre pays? ». En deuxième lieu, seront qualifiés d'euroceptiques les partis démontrant une forte opposition à l'UE.

Pour déterminer quels partis pouvaient être inclus dans cette catégorie ou pas, le sondage mené par le *European Election Study (EES) – Manifesto Study*, qui engage des expert·e·s de la politique européenne afin de déterminer les orientations des partis politiques, a été utilisé (Schmitt et al., 2014). En effet, ces expert·e·s sont chargé·e·s de donner une note à chaque parti sur différentes échelles, par exemple sur l'axe gauche-droite ou sur leur opposition à certains enjeux. Seront donc considérés dans l'étude les partis qui ont obtenu une note de 7/10 ou plus à la question de la position générale sur l'intégration européenne, où 10 correspond à « anti-UE » et 1 correspond à « pro-UE ». Finalement, les partis qui n'ont récolté aucun siège aux élections de 2014

seront également exclus car l'échantillon représentant leurs électeur·rice·s est trop petit pour être utilisé. Il en sera de même pour les partis eurosceptiques mais dont le nombre de répondant·e·s au sondage était trop faible pour être inclus dans l'étude du EES. De même, nous avons dû exclure des pays qui avaient des partis satisfaisant les critères de sélection, mais dont le nombre de répondant·e·s disant avoir voté pour un parti eurosceptique était trop faible pour être inclus dans l'étude, c'est-à-dire qu'il était inférieur à 400 répondant·e·s et donc que la proportion d'europhiles ayant voté pour des partis eurosceptiques s'en retrouvait d'autant plus réduite⁵.

Tableau I: Pays, nombre de sièges au Parlement en 2014 et résultat sur l'échelle d'intégration européenne des partis eurosceptiques sélectionnés dans l'étude par pays

Pays	Parti(s) eurosceptique(s) (en anglais)	Sièges au Parlement en 2014	Résultat sur l'échelle d'intégration (7 à 10)
Hongrie	<i>Jobbik</i>	3	9
Danemark	<i>Danish People's Party</i> <i>People's Movement against the EU</i>	4 1	10 10
Autriche	<i>Austrian Freedom Party</i>	4	10
Finlande	<i>True Finns</i>	2	9
France	<i>National Front</i>	23	10
Grèce	<i>Coalition of the Radical Left</i>	6	7
	<i>Independent Greeks</i>	1	9
	<i>Golden Dawn</i>	3	10
	<i>Communist Party of Greece</i>	2	10
Pays-Bas	<i>Party for the Animals</i>	1	8
	<i>Socialist Party</i>	2	9
	<i>Party of Freedom</i>	4	10
Pologne	<i>Congress of New Right</i>	4	10
	<i>Law and Justice</i>	19	7
Suède	<i>Left Party</i>	1	7
	<i>Swedish Democrats</i>	2	10

⁵ Allemagne, Italie, Tchéquie et Espagne.

Royaume-Uni	<i>United Kingdom Independence Party</i>	24	10
Belgique	<i>Flemish Interest</i>	1	8

1.3. Sélection des données

En ce qui concerne les données sélectionnées au niveau des répondant·e·s, celles-ci sont issues de la base de données du *European Election Study 2014 – Voter Study* (Schmitt, 2014). Ce sondage postélectoral donne plusieurs informations sur les électeur·rice·s et est donc extrêmement utile à notre recherche. D'une part, tel que mentionné plus tôt, les europhiles seront désigné·e·s comme étant les citoyen·ne·s qui considèrent que l'appartenance à l'UE est une bonne chose pour leur pays. Ainsi, l'analyse principale ne comportera que les europhiles. En effet, en incluant les citoyen·ne·s considérant l'UE comme une mauvaise chose ou comme une chose ni bonne ni mauvaise, notre échantillon serait biaisé car représentatif de tous·tes les électeur·rice·s, pas seulement des europhiles. Toutefois, il sera intéressant de pouvoir comparer les résultats des autres électeur·rice·s des partis sélectionnés, afin de voir si la situation est unique au cas des europhiles ou si elle peut s'appliquer aux autres catégories de répondant·e·s.

1.4. Opérationnalisation des variables

L'analyse quantitative a été faite en deux temps. D'abord, une première analyse a été produite avec les europhiles des 11 pays sélectionnés. Ensuite, une deuxième l'a été avec tous·tes

les électeur·rice·s de ces 11 pays, avec l'objectif de pouvoir comparer le comportement des europhiles à celui des autres électeur·rice·s ayant voté pour des partis eurosceptiques.

Variables socio-économiques

D'abord, des variables socio-économiques ont été introduites afin de contrôler pour les différents profils. Ces variables restent stables d'une analyse à l'autre, à une exception près. Ainsi, le genre des individus, leur âge, l'âge à laquelle ils ont arrêté l'éducation à temps plein et le fait d'être sans emploi ou pas ont été ajoutés aux modèles. Dans le cas de la deuxième analyse avec tous·tes les autres électeur·rice·s, une variable d'opinion sur l'Union européenne (« est-ce que l'appartenance de notre pays à l'Union européenne est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise? ») a également été incluse. Le positionnement idéologique a également été ajouté sous deux formes exclusives: une variable linéaire sur le positionnement sur l'échelle gauche-droite, ainsi que deux variables pour les extrêmes, soit une variable extrême gauche et une variable extrême droite. Les individus ayant répondu « ne sait pas » à cette dernière question ont été exclus puisqu'ils ne permettent pas de faire de lien entre l'idéologie et le vote eurosceptique.

Variable dépendante

Pour la première analyse ne comportant que les europhiles, la variable dépendante était le vote pour un des partis eurosceptiques préalablement sélectionnés. L'échantillon comportait les électeur·rice·s remplissant les conditions suivantes : 1) qui avaient voté à l'élection de 2014 et 2)

qui avaient répondu « bonne chose » à la question « est-ce que l'appartenance de notre pays à l'Union européenne est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise? » et 3) qui étaient des ressortissant·e·s des pays sélectionnés pour l'étude. Les répondant·e·s ne remplissant pas les conditions énoncées ont été recodé·e·s comme variables manquantes afin de ne pas être inclu·e·s dans l'analyse, ce qui pourrait biaiser celle-ci. Ces électeur·rice·s ont par la suite été codé·e·s 1 si elles·ils avaient voté pour un parti eurosceptique et 0 si elles·ils avaient voté pour un autre parti.

Pour la deuxième analyse, cette fois-ci avec tous·tes les électeur·rice·s (saut les europhiles) des 11 pays sélectionnés, la variable dépendante était encore une fois le vote pour un des partis eurosceptiques. Néanmoins, l'échantillon comportait seulement les électeur·rice·s qui disaient avoir voté, indépendamment de leur opinion au sujet de l'Union européenne. Par la suite, les électeur·rice·s ont été codé·e·s 1 si elles·ils avaient voté pour un parti eurosceptique et 0 si elles·ils avaient voté pour un autre parti.

Variables indépendantes

Puis, des variables indépendantes ont été introduites afin de pouvoir tester chacune des hypothèses développées dans le premier chapitre. D'une part, une variable de satisfaction des actions de l'UE a été induite : les électeur·rice·s étaient codés 1 si elles·ils étaient insatisfait·e·s des actions de l'Union européenne dans les 12 derniers mois, 0 si elles·ils en étaient satisfait·e·s et 2 si elles·ils ne savaient pas. Conserver les électeur·rice·s qui ne savaient pas si elles·ils été

satisfait·e·s ou pas de l'UE permet de saisir l'effet de l'ambivalence de celles·ceux-ci par rapport à l'Europe.

D'autre part, deux variables se rapportant aux enjeux les plus importants ont été créées. La première concerne l'immigration : les répondant·e·s ayant, à la question « quel est, selon vous, la première question ou le premier problème le plus important que (NOTRE PAYS) doit affronter aujourd'hui ? » répondu, « immigration » ou « politique d'immigration » ont été codé·e·s 1, les autres électeur·rice·s ayant répondu autre chose ont été codé·e·s 0. La deuxième concerne les enjeux économiques : les répondant·e·s ayant, à la question « quel est, selon vous, la première question ou le premier problème le plus important que (NOTRE PAYS) doit affronter aujourd'hui ? » répondu, « chômage », « conditions économiques », « inflation » ou « création d'emplois » ont été codé·e·s 1, les autres électeur·rice·s ayant répondu autre chose ont été codé·e·s 0.

Finalement, afin de pouvoir répondre à la troisième hypothèse, une variable de satisfaction avec le bilan du gouvernement national a été introduite. Les électeur·rice·s étaient codé·e·s 1 si elles·ils désapprouvaient le bilan du gouvernement national actuellement en place, 0 si elles·ils l'approuvaient et 2 si elles·ils ne savaient pas si elles·ils l'approuvaient ou pas. Contrairement à ce qui a été fait pour d'autres questions, les électeur·rice·s qui ne savaient pas si elles·ils approuvaient ou pas le gouvernement ont été conservé·e·s dans l'analyse afin de pouvoir étudier l'ambivalence de celles·ceux-ci face aux dirigeants nationaux.

Les tableaux suivants présentent les fréquences associées aux variables indépendantes contenues dans l'analyse, ainsi que des statistiques descriptives pour toutes les variables.

Tableau II : Fréquence des variables indépendantes dans les deux échantillons

Europhiles issus·es des 11 pays sélectionnés		Tous·tes les autres électeur·rice·s des 11 pays sélectionnés	
Immigration	344	Immigration	939
Enjeux économiques	2671	Enjeux économiques	4619
Insatisfaction UE	2097	Insatisfaction UE	5598
Insatisfaction gouvernement national	2742	Insatisfaction gouvernement national	6262

Tableau III: Statistiques descriptives pour l'échantillon avec europhiles seulement (autres électeur-rices)

<i>Variable</i>	<i>N</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Écart type</i>	<i>Min</i>	<i>Max</i>
Femme	6829 (5702)	.5051984 (.5606805)	.5000096 (.4963477)	0 (0)	1 (1)
<i>Éducation</i>					
16-19 ans	6719 (5580)	.3106117 (.4030466)	.4627785 (.4905539)	0 (0)	1 (1)
20 ans ou plus	6719 (5580)	.5197202 (.3344086)	.4996481 (.4718256)	0 (0)	1 (1)
Toujours aux études	6719 (5580)	.0608722 (.0444444)	.2391135 (.2060989)	0 (0)	1 (1)
Âge	6829 (5702)	51.74799 (51.85654)	18.04061 (18.00927)	16 (16)	99 (99)
Sans emploi	6829 (5702)	.0600381 (.0878639)	.2375748 (.2831217)	0 (0)	1 (1)
Positionnement gauche-droite	6208 (4626)	6.244362 (6.207307)	2.454231 (2.58579)	1 (1)	11 (11)
Extrême gauche	6208 (4626)	.1370812 (.1515348)	.3439607 (.3586082)	0 (0)	1 (1)
Extrême droite	6208 (4626)	.1934601 (.1954172)	.3950423 (.3965644)	0 (0)	1 (1)
<i>Satisfaction UE</i>					
Insatisfait	6829 (5702)	.3070728 (.6139951)	.4613136 (.4868744)	0 (0)	1 (1)
Ne sait pas	6829 (5702)	.2564065 (.2527183)	.4366808 (.4346089)	0 (0)	1 (1)
Immigration	6829 (5702)	.0503734 (.1043494)	.2187303 (.30574)	0 (0)	1 (1)
Économie	6829 (5702)	.3911261 (.3416345)	.4880383 (.4742993)	0 (0)	1 (1)
<i>Satisfaction gouvernement</i>					
Insatisfait	6829 (5702)	.4015229 (.6173273)	.4902422 (.486082)	0 (0)	1 (1)
Ne sait pas	6829 (5702)	.1183189 (.1425816)	.323009 (.3496763)	0 (0)	1 (1)

2. Étude de cas : les électeur·rice·s de la France insoumise

Afin de compléter les résultats obtenus dans l'analyse quantitative, une étude de cas sur les électeur·rice·s de la France insoumise a été mise en œuvre. Les prochains paragraphes reviendront sur le choix des entretiens semi-dirigés, la sélection du cas français et plus particulièrement de la France insoumise, ainsi que sur le déroulement des entretiens.

2.1. Choix méthodologique : les entretiens semi-dirigés

La décision d'utiliser les méthodes qualitatives pour compléter les résultats obtenus dans la partie quantitative est issue d'une volonté non pas de simplement savoir ce qui rend un·e europhile plus susceptible de voter pour un parti eurosceptique, mais également de comprendre ce qui motive ce choix et quelles sont les réflexions sous-jacentes à celui-ci. Par conséquent, l'utilisation de données recueillies lors d'entretiens semble toute désignée, puisque cette méthode permet de collecter le sens subjectif qu'un·e enquêté·e donne à ses actions, ou les raisons derrière ses pratiques (Sauvayre, 2013). En effet,

« L'enquête par entretien est ainsi particulièrement pertinente lorsque l'on veut analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs ; lorsque l'on veut mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils s'orientent et se déterminent. » (Blanchet et Gotman, 2007).

Essentiellement, les entretiens permettent de dépasser ses propres perceptions et de comprendre les motivations des citoyen·ne·s (Pagis, 2014).

Plus précisément, la méthode employée dans cette recherche est celle des entretiens semi-dirigés, ou semi-directifs, qui « combine attitude non-directive pour favoriser l'exploration de la pensée dans un climat de confiance et projet directif pour obtenir des informations sur des points définis à l'avance » (Berthier, 2010). Ce type d'entretien est donc approprié lorsque, comme c'est le cas pour ce mémoire, on souhaite laisser parler les répondant·e·s librement mais dans un cadre défini préalablement (Sauvayre, 2013).

Comme pour toute enquête qualitative, et notamment celles par entretiens, cette recherche n'a pas la prétention de produire des résultats statistiquement représentatifs de la population totale. Le sujet d'intérêt est un échantillon de celle-ci, et la recherche doit être régie par la qualité plutôt que par la quantité (Sauvayre, 2013).

2.2. Sélection du cas

La France est un État affichant un taux plutôt élevé d'euroscpticisme. Un des facteurs expliquant cette tendance est le chevauchement de l'État et de la nation (Leconte, 2010). En effet, en France, un pas vers l'intégration est souvent vu comme un défi pour l'État-nation, ce qui contribue au scepticisme des citoyen·ne·s (Hansen et Waever, 2002). Pour les Français·e·s, ce sentiment n'est pas nouveau puisque leur attitude envers l'UE a toujours été plutôt critique (Bossuat, 2007 ; Crespy, 2010). En France, le sentiment euroscptique prend toutefois racine dans,

d'une part, le statut de leader à la fois au sein de l'Union mais également sur la scène internationale qui pourrait être mis en péril et, d'autre part, le sentiment national historiquement très fort (Schmidt, 2007 ; Gaxie et al. 2011). De plus, l'euroscpticisme se retrouve explicitement à gauche comme à droite sur l'échiquier politique français, s'appuyant donc autant sur des logiques anticapitalistes que protectionnistes (Hubé, 2013). La peur de l'immigration et la xénophobie revêtent donc en France, une importance majeure pour les Français·e·s euroscptiques, surtout à droite (Evans, 2000).

Le peuple français a affiché plus d'une fois un euroscpticisme assez prononcé, que ce soit en se prononçant contre le Traité constitutionnel européen (TCE) ou en accordant à des partis opposés à l'UE une grande part du vote populaire. En effet, le parti euroscptique de droite radicale, le FN, qui a remporté plusieurs sièges aux élections de 2014, a représenté la figure de proue de l'euroscpticisme français dans les dernières années. Toutefois, un nouveau mouvement sur la scène politique, la France insoumise (FI), s'est lui aussi montré très opposé à l'UE depuis sa création en 2016. Ce dernier ayant récolté presque 20% des voix au premier tour des élections présidentielles de 2017, il sera intéressant de voir évoluer le mouvement pendant les prochaines années (Ministère de l'intérieur, 2017).

Contrairement au Front national, la FI ne soutient pas un euroscpticisme d'extrême droite, mais plutôt de gauche radicale (France insoumise, 2019). En effet, son opposition à l'UE tient de son caractère selon elle trop libéral et pas assez social. La France insoumise proposait donc dans les premières lignes de son programme pour les élections du Parlement européen une position assez tranchée:

« L'Europe de nos rêves est morte. L'Union européenne n'est pas l'Europe. L'Union actuelle se résume à un marché unique où les peuples sont soumis à la dictature des banques et de la finance. Comment stopper ce cauchemar ? Nous devons sortir des traités européens actuels, qui alimentent le dumping social et fiscal et nous forcent à mener des politiques d'austérité, à anéantir nos États et ses investissements publics. » (France insoumise, 2019)

Ainsi, pour la partie qualitative de ce mémoire, c'est le cas de la France, et particulièrement du mouvement la France insoumise, qui sera étudié. Pour ce faire, des entretiens semi-dirigés ont été organisés en avril et mai 2019 dans deux villes françaises - Grenoble et Montpellier - avec des électeur·rice·s de la France insoumise (Annexe 1 : Certificat éthique).

2.3. Collecte des données

En ce qui a trait aux entretiens, le recrutement s'est fait principalement par le bouche-à-oreille, ou par réseaux de contacts. En effet,

« Recourir à des intermédiaires est le moyen le plus efficace d'obtenir, auprès de votre futur enquêté, sa participation à l'enquête. Dans la mesure où vous êtes introduit par une personne connue, qui recommandera votre projet auprès des personnes sollicitées, vous dépassez plus aisément sa méfiance a priori. » (Sauvayre, 2013).

Donc, d'emblée, les participant·e·s ont été recruté·e·s sur la base de leur proximité avec la France insoumise, par des connaissances préalablement connues de la chercheuse. Ensuite, un

petit questionnaire (Annexe 2) leur a été distribué par courriel afin d'en connaître un peu plus sur le profil. Les participant·e·s qui ont été sélectionné·e·s détenaient tous·tes la citoyenneté française, avaient tous·tes au moins 18 ans et avaient déjà voté pour la France insoumise dans le passé ou comptaient voter pour elle aux élections européennes de 2019. De plus, elles·ils avaient une vision soit positive de l'Union européenne, soit assez nuancée pour qu'il soit intéressant, à la vue des hypothèses, de les entendre discuter de leur opinion de façon plus approfondie.

Les 10 entretiens effectués, entrant dans la fourchette de 10 à 30 entretiens conseillés par Berthier, étaient d'une durée approximative de 45 minutes, pendant lesquels les participant·e·s ont pu répondre à une petite série de questions (Berthier, 2010). Une attention particulière a été portée, lors du recrutement, à la diversification des profils. En effet, tel que mentionné dans la partie sur le choix méthodologique, sachant que l'échantillon sera plutôt réduit, tendre le plus possible vers l'hétérogénéité de celui-ci est indispensable (Sauvayre, 2013). Ainsi, un équilibre entre les genres, âges et situations professionnelles des participant·e·s a été visé. De même, puisque la plupart des participant·e·s intéressé·e·s étaient des militant·e·s pour la France insoumise, un effort particulier a été fait pour recruter également de simples électeur·rice·s ayant possiblement une connaissance moins exhaustive du programme du mouvement et un sentiment d'appartenance moins fort au parti. Peu de résistance a été rencontrée sur le terrain pendant les entretiens : les personnes interviewées semblaient même apprécier partager leur opinion et tous·tes ont affirmé avoir trouvé l'expérience agréable à la fin de la discussion. Tel que mentionné plus haut, les répondant·e·s ont été sélectionné·e·s principalement par bouche-à-oreille et par réseaux de contacts. Toutefois, des groupes comme « Jeunes insoumis de Grenoble » ou « France insoumise de l'Hérault » ont également été contactés afin de faire suivre une annonce pour le recrutement (Annexe 3).

Au moment de l'entretien, un formulaire de consentement a été remis aux répondant·e·s afin qu'elles·ils en prennent connaissance et le signent (Annexe 4). À la fin de la discussion, les participant·e·s étaient libres de poser davantage de questions sur l'étude en cours : dans la présentation de la recherche, seul le lien entre l'Europe et la France insoumise était mentionné, afin de ne pas biaiser les résultats. Puis, dans les jours suivant chaque entretien, ceux-ci étaient transcrits dans leur intégralité. Les entretiens étaient ensuite relus et les mentions se rapportant aux hypothèses étaient soulevées afin de pouvoir être incluses à l'analyse. Les données recueillies lors des entretiens permettent de comprendre comment les électeur·rice·s europhiles d'un parti eurosceptique font le choix de voter pour celui-ci malgré sa position critique envers l'Union européenne.

2.4. Opérationnalisation des variables

Les questions posées lors de l'entretien devaient répondre à certains critères. D'abord, elles devaient être assez larges pour que les répondant·e·s se sentent libres de bien développer leur point et de donner le plus de détails possible. Ensuite, elles devaient être formulées de façon à ne pas être trop délicates, afin que les participants se sentent à l'aise de répondre. Dans le cadre de ce travail de recherche, le fait que la personne posant les questions n'était pas Française a pu aider : certain·e·s répondant·e·s ont avoué qu'elles·ils ne se seraient pas forcément senti·e·s à l'aise de discuter avec un·e chercheur·e français·e de politique nationale, de peur que ses motivations ne soient pas légitimes. Aussi, puisque la question de recherche porte sur un paradoxe, il était important que les questions ne pointent pas d'incohérence dans leur discours, ce qui aurait pu avoir

comme effet que les répondant·e·s se sentent attaqué·e·s sur leurs propos et ne parlent pas aussi librement pour le reste de la discussion.

Afin de pouvoir compléter les résultats de l'analyse quantitative et tester les hypothèses, les questions posées pendant les entretiens devaient refléter cet objectif sans pour autant être trop directes. Cinq grandes questions ont donc été élaborées, et s'y sont parfois ajoutés des questions de relance ou des légères reformulations selon, d'une part, comment se passait l'entretien et, d'autre part, les réponses de la·du répondant·e au questionnaire préalable. Les deux premières questions se rapportaient au vote sur enjeux et à la saillance : il était d'abord question de ce qui avait poussé ou de ce qui poussait la·le répondant·e à voter pour la liste de la France insoumise, puis à la question plus générale de quels étaient les problèmes les plus importants pour elle·lui, et pourquoi. Pour poursuivre l'entretien, une question sur la satisfaction du gouvernement national était posée, sous la forme de « qu'est-ce que vous pensez de la façon dont sont gérés les problèmes dont vous venez de parler? Ils sont bien gérés ou pas? ». Ensuite, une question très large sur l'Union européenne permettait de voir les contrastes entre l'opinion des répondant·e·s sur l'idée de l'intégration, et leur évaluation des politiques actuelles et du fonctionnement de celle-ci. La formulation de cette question a pu différer légèrement d'un entretien à l'autre, selon si l'Europe avait été abordée ou pas dans les précédentes questions, mais se rapprochait toujours somme toute de « Et l'Union européenne, qu'est-ce que vous en pensez? ». Le choix d'effectuer des entretiens semi-directifs laisse donc une certaine liberté dans la variation de l'ordre ou de la formulation des questions selon l'enquête·e (Quivy et Van Campenhoudt, 2006). De fait, il est normal que le guide d'entretien et les questions s'adaptent au fil des entretiens, puisqu'il est possible de voir dans les premiers ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en matière d'échange (Combessie, 2007).

3. Limites méthodologiques

Le fait d'effectuer cette recherche dans le cadre d'un mémoire de maîtrise présente certaines limites ou contraintes méthodologiques. D'une part, pour l'analyse quantitative, les limites se situent par exemple au niveau de la base de données. En effet, le caractère précis de la recherche, qui porte sur une petite partie de la population, fait en sorte que l'échantillon disponible n'est pas énorme. De plus, le nombre de pays ayant un parti eurosceptique étant réduit, nous ne pouvions pas ajouter des cas à l'étude sans étendre nos critères de sélection pour les partis politiques. Considérant que ces critères étaient plutôt stricts et sachant que nous voulions uniquement les partis les plus opposés à l'UE, nous sommes confiant·e·s d'avoir pu utiliser le meilleur échantillon possible, mais il est vrai que celui-ci était quelque peu restreint et a pu limiter les analyses. Aussi, les limites générales de l'utilisation secondaire de sondages s'appliquent : n'ayant pas participé à la collecte des données, on n'a ni de contrôle sur leur qualité, ni sur la précision des questions posées en rapport avec notre recherche (Bryman, 2012). Nous courons également la risque que les individus enquêtés n'aient pas répondu à toutes les questions avec véracité, biaisant ainsi les résultats.

D'autre part, pour l'analyse qualitative, les contraintes de temps ont beaucoup affecté le recrutement, et donc la qualité des répondant·e·s. En effet, puisqu'il a fallu se rendre sur le terrain afin de préparer et d'effectuer les entretiens, et que le temps de rédaction d'un mémoire, de même que les ressources financières disponibles à cet effet, ne sont pas aussi importants que celui d'une thèse ou d'un projet de recherche à plus long terme, il n'a pas été possible de faire énormément

d'entretiens. Il a tout de même été possible d'atteindre une certaine diversification des profils, même si celle-ci n'est pas parfaite. De même, 10 entretiens ont été effectués, ce qui demeure dans la fourchette conseillée pour des entretiens qualitatifs, surtout lorsqu'il s'agit de complément d'information pour une analyse quantitative (Berthier, 2010). En revanche, une telle analyse ne permet pas d'inférer à l'ensemble de la population, et l'enquête qualitative présentée ne correspond qu'à une étude de cas, celui de la France, et les résultats auraient donc pu être différents dans un autre pays, ou avec les électeur·rice·s d'un autre parti politique. Finalement, comme pour les réponses des répondant·e·s au sondage, les répondant·e·s aux entretiens ont pu donner des réponses différentes de celles qu'elles·ils auraient données s'il n'y avait pas eu d'enregistrement, ou si elles·ils avaient été dans un autre cadre.

Chapitre 3 – Présentation et analyse des données quantitatives

Ce troisième chapitre présentera et analysera les résultats issus de l'analyse quantitative faite dans un premier temps sur un échantillon contenant seulement des europhiles. Dans un deuxième temps, une analyse faite sur un échantillon contenant tous·tes les autres électeur·rice·s des 11 pays sélectionnés permettra de comparer les résultats et de voir si les hypothèses testées fonctionnent seulement pour les europhiles, ou si celles·ceux-ci ont le même comportement que les autres électeur·rice·s de partis eurosceptiques.

1. Résultats de l'analyse sur l'échantillon europhile

Afin de tester les trois hypothèses décrites dans les chapitres précédents, une série de régressions logistiques ont été produites. Celles-ci visent à évaluer quelles sont les raisons qui font qu'un·e électeur·rice favorable à l'Union européenne vote pour un parti eurosceptique.

1. Résultats

Les trois hypothèses sous-jacentes à l'étude sont testées dans le Tableau 3 avec une série de régressions logistiques faite sur les électeur·rice·s europhiles seulement. Les résultats sont présentés sous forme de rapports des chances, ou *odds ratio* (OR).

Tableau IV: Influence de la satisfaction envers les actions de l'UE, de la saillance des enjeux et de la satisfaction envers le gouvernement sur le vote eurosceptique (europhiles seulement)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6
Femme	0.783*	0.787*	0.799*	0.819*	0.816*	0.826
	(2.54)	(2.43)	(2.27)	(2.00)	(2.03)	(1.89)
Éducation: 16-19 ans (référence= 15- ans)	1.511*	1.461*	1.489*	1.469*	1.480*	1.435
	(2.24)	(2.00)	(2.09)	(2.01)	(2.05)	(1.87)
Éducation: 20+ ans	1.282	1.212	1.273	1.301	1.325	1.305
	(1.37)	(1.03)	(1.28)	(1.39)	(1.49)	(1.40)
Éducation: Toujours aux études	0.911	0.910	0.914	0.931	0.944	0.932
	(0.31)	(0.30)	(0.29)	(0.23)	(0.18)	(0.22)
Âge	1.000	0.998	0.997	0.998	0.997	1.000
	(0.03)	(0.51)	(0.88)	(0.72)	(0.75)	(0.11)
Sans emploi	1.368	1.316	1.322	1.262	1.241	1.188
	(1.76)	(1.47)	(1.49)	(1.22)	(1.13)	(0.89)
Position idéologique (gauche=1; droite=10)		1.007				
		(0.35)				
Extrême gauche			1.880***	1.852***	1.884***	1.721***
			(4.60)	(4.45)	(4.55)	(3.86)
Extrême droite			1.932***	1.987***	1.951***	2.052***
			(5.50)	(5.67)	(5.51)	(5.82)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>						
Insatisfait-e (référence= Satisfait-e)				2.341***	2.362***	1.532***
				(7.34)	(7.39)	(3.33)
Ne sait pas				1.226	1.217	0.946
				(1.42)	(1.37)	(-0.37)
<i>Enjeu considéré comme le plus important</i>						
Immigration					2.555***	2.750***
					(4.53)	(4.84)
Enjeux économiques					0.954	0.977
					(0.44)	(0.21)
<i>Satisfaction avec le bilan du gouvernement national</i>						
Insatisfait-e (référence= Satisfait-e)						2.756***
						(8.10)
Ne sait pas						1.757**
						(2.78)
Observations	6719	6122	6122	6122	6122	6122
BIC	3333.4	3184.4	3152.8	3113.0	3111.1	3060.2

Exponentiated coefficients; *t* statistics in parentheses

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

D'abord, le modèle 1 présente les variables de contrôle, soit les variables de genre, de l'âge à laquelle l'individu a cessé son éducation à temps plein, de l'âge de l'individu et de sa situation actuelle – soit employé ou pas. Le modèle 2 ajoute le positionnement idéologique linéaire sur l'échelle gauche-droite, où 1 représente le plus à gauche et 10 le plus à droite. Puisque cette variable n'était pas significative dans aucun des modèles, nous introduisons dans le modèle 3 plutôt deux variables, « extrême gauche » et « extrême droite ». Les modèles pour chaque étape sont présentés en annexe (Annexe 6) mais n'ont pas été reportés dans cette section puisqu'ils n'étaient pas significatifs. Finalement, les modèles 4, 5 et 6 présentent la variable indépendante de la satisfaction envers les actions de l'UE, celles sur la saillance des enjeux et celle sur la satisfaction envers le gouvernement.

D'abord, avant de se pencher sur les variables indépendantes, il est intéressant d'observer les variables de contrôle. Deux des résultats sont significatifs pour les modèles 1 à 6 ($p < 0.05$): le genre et le fait d'avoir quitté l'école à temps plein entre l'âge de 15 ans et celui de 19 ans. Conséquemment, une femme serait moins susceptible de voter pour un parti eurosceptique qu'un homme, alors qu'un·e répondant·e qui aurait quitté les études entre l'âge de 16 et 19 ans aurait 51% plus de chance de voter pour un parti eurosceptique qu'un·e répondant·e qui aurait quitté l'école avant 15 ans. Ce dernier résultat diverge avec ce que suggère la littérature, à savoir que les groupes les moins éduqués votent en général moins pour les partis eurosceptiques. Dans le cadre de cette analyse, la catégorie 16-19 ans et plus de 20 ans sont sur-représentés par rapport à la catégorie de référence dans l'échantillon, ce qui pourrait indiquer un biais. Pour les autres variables socio-économiques comme l'âge et le fait d'être employé ou pas, il n'y a pas de preuve

significative qu'elles ont une influence sur le vote eurosceptique. Lorsqu'on introduit les variables servant à tester nos hypothèses, aucune des variables de contrôle n'est significative.

Dans le modèle 2, une variable de positionnement idéologique de forme linéaire est introduite. Tel que mentionné plus haut, cette variable n'était significative dans aucun des modèles, nous avons donc choisi d'introduire dans le modèle 3 deux variables dichotomiques, une pour la position « extrême gauche » et une pour la position « extrême droite ». Dans ces deux cas, le résultat est significatif ($p < 0.001$). Ainsi, un individu à l'extrême gauche a 88% plus de chance de voter pour un parti eurosceptique qu'un individu plutôt au centre, à gauche ou à droite. De même, une personne se situant à l'extrême droite 93% plus de chance qu'une personne de centre, de gauche ou de droite de voter pour un parti eurosceptique. Ce résultat n'est pas particulièrement surprenant, puisque les partis eurosceptiques sont le plus souvent positionnés aux extrêmes, mais ne sont pas pour autant associés plus à la gauche qu'à la droite, et inversement.

Le modèle 4 a pour objectif de tester l'hypothèse 1, soit que certain·e·s électeur·rice·s europhiles ont pu voter pour un parti eurosceptique si celles·ceux-ci étaient insatisfait·e·s des actions de l'Union européenne. Une variable catégorielle est donc introduite pour la satisfaction envers les actions de l'UE, où le fait d'en être satisfait·e représente la valeur de référence. Dans le modèle 4, le fait d'être insatisfait·e des actions de l'UE est significatif ($p < 0.001$). Ainsi, un·e europhile insatisfait·e des actions de l'UE a un peu plus de 2 fois plus de chance de voter pour un parti eurosceptique qu'un·e europhile satisfait·e. Or, ne pas savoir si on est satisfait·e ou pas de l'Union européenne n'a pas d'effet sur le vote eurosceptique, puisque le résultat pour cette réponse n'est pas significatif. Les deux variables « extrême gauche » et « extrême droite » sont toujours

autant significatives même après avoir introduit la variable de satisfaction de l'UE, avec des OR légèrement plus élevés. Il est donc possible pour le moment de confirmer l'hypothèse 1 : être insatisfait·e des actions de l'Union européenne augmente les chances pour un·e europhile de voter pour un parti eurosceptique.

Le modèle 5 présente les résultats des variables servant à tester les hypothèses H2a et H2b se rapportant à la saillance et au vote sur enjeux. En effet, nous introduisons ici deux nouvelles variables : celle la saillance de l'immigration, et celle de la saillance des enjeux économiques. Ces deux variables n'ont pas la même significativité. Seule la saillance de l'immigration donne un résultat significatif. Ainsi, un·e europhile trouvant que l'immigration est le problème le plus important aurait un peu plus de 2.5 fois plus de chance de voter pour un parti eurosceptique qu'un·e europhile trouvant qu'un autre problème est le plus important. Pour ce qui est des problèmes économiques, le résultat n'est pas significatif dans aucun des modèles. Par conséquent, il est possible de confirmer l'hypothèse H2a selon laquelle un·e citoyen·ne europhile a plus de chance de voter pour un parti politique eurosceptique si elle·il considère l'enjeu de l'immigration comme étant le plus important. Néanmoins, nous ne sommes pas en mesure de confirmer l'hypothèse H2b, proposant qu'un·e citoyen·ne europhile a plus de chance de voter pour un parti politique eurosceptique si elle·il considère les enjeux économiques comme étant les plus importants.

Le modèle 6 se penche sur l'hypothèse 3 portant sur la satisfaction envers le gouvernement national. En introduisant cette nouvelle variable, nous induisons quelques changements dans les résultats. D'abord, les variables socio-économiques qui étaient précédemment significatives ne le

sont plus. Ensuite, le résultat pour l'extrême gauche diminue, alors que celui pour l'extrême droite augmente. Puis, le fait d'être insatisfait·e des actions de l'Union européenne est toujours significatif ($p < 0.001$). Néanmoins, son effet diminue, l'OR passant de 2.362 à 1.532 dans le modèle 6. La diminution de cet effet est possiblement due au fait que les europhiles insatisfait·e-s des actions de l'UE sont également insatisfait·e du gouvernement national. De plus, il est aussi possible que, si les électeur·rice·s avaient un manque d'information sur l'Europe, elles·ils aient utilisé des raccourcis cognitifs obtenus au niveau national afin de former leur opinion sur le sujet (Anderson, 1998). En d'autres mots, si un·e électeur·rice était insatisfait·e de son gouvernement, il est possible qu'elle·il ait élargi cette logique à l'Union européenne. Dans le même modèle, le fait de considérer l'immigration comme le problème le plus important a toujours une significativité importante, et l'OR ne varie que peu. Le fait de considérer comme le problème le plus important les enjeux économiques n'est toujours pas significatif. Pour ce qui est de l'hypothèse 3, elle peut selon ces résultats être confirmée, puisque le fait d'être insatisfait·e du gouvernement national augmente de presque 3 fois la chance pour un·e europhile de voter pour un parti eurosceptique, comparativement à un·e europhile qui en est satisfait·e. Aussi, un·e europhile qui ne sait pas si elle·il est satisfait·e ou pas du gouvernement national a environ 2 fois plus de chance qu'un·e europhile satisfait·e de voter pour un parti eurosceptique. Ce résultat est significatif ($p < 0.01$)

2. Conclusion partielle

À la lumière de ces résultats, il est possible de confirmer les hypothèses H1, H2a et H3. En effet, le fait d'être insatisfait·e des actions de l'UE, de considérer l'immigration comme étant l'enjeu le plus important et d'être insatisfait·e du gouvernement national font qu'une personne

europophile a plus de chance de voter pour un parti eurosceptique. Toutefois, il nous est impossible de confirmer H2b. La section suivante reprendra les mêmes modèles exposés précédemment mais en utilisant comme échantillon tous·tes les autres électeur·rice·s des 11 pays sélectionnés, sauf celles opinion envers l'Union européenne. La reproduction des analyses avec cet échantillon différent sera de comparer le comportement électoral des europhiles votant pour un des partis sélectionnés avec celui des autres électeur·rice·s de ces partis, nous permettant de comprendre si les europhiles votent pour des partis eurosceptiques pour les mêmes raisons que les autres électeur·rice·s le font.

2. Résultats de l'analyse sur le reste de l'échantillon

Les modèles 7 à 11 reprennent les mêmes variables que les modèles 1 à 6, en ajoutant seulement dans les variables de contrôle l'opinion par rapport à l'Union européenne. Cependant, cette fois-ci l'échantillon est composé de tous·tes les électeur·rice·s (sauf les europhiles) des pays sélectionnés, pas seulement les europhiles.

1. Résultats

Les résultats des régressions logistiques effectuées avec un échantillon comportant tous·tes les répondant·e·s (sauf les europhiles) des 11 pays sélectionnés sont reportés dans le Tableau 4. Ceux-ci sont encore une fois exprimés sous forme d'*odds ratio*.

Tableau V: Influence de la satisfaction envers les actions de l'UE, de la saillance des enjeux et de la satisfaction envers le gouvernement sur le vote eurosceptique (tous-tes les autres électeur-ric-e-s)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Modèle 7	Modèle 8	Modèle 9	Modèle 10	Modèle 11
Femme	0.607*** (6.45)	0.627*** (5.62)	0.627*** (5.58)	0.631*** (5.41)	0.631*** (5.37)
Education: 16-19 ans (référence= 15- ans)	1.186 (1.53)	1.168 (1.27)	1.159 (1.20)	1.134 (1.01)	1.126 (0.95)
Education: 20+ ans	1.273* (2.07)	1.302* (2.08)	1.276 (1.90)	1.292* (1.99)	1.262 (1.79)
Education: Toujours aux études	0.89 (1.004)	1.368 (1.27)	1.237 (0.85)	1.412 (1.37)	1.253 (0.88)
Age	1.004 (1.50)	1.004 (1.41)	1.003 (1.22)	1.004 (1.41)	1.003 (1.20)
Sans emploi	0.799 (1.52)	0.820 (1.22)	0.776 (1.53)	0.808 (1.29)	0.756 (1.66)
<i>Opinion sur l'appartenance du pays à l'UE</i>					
Mauvaise chose	1.816*** (7.58)	1.933*** (7.83)	1.830*** (7.10)	1.612*** (5.48)	1.532*** (4.94)
<i>Position idéologique</i>					
Position idéologique (gauche=1; droite=10)		1.071*** (4.21)		1.077*** (4.42)	
Extrême gauche			1.671*** (4.45)		1.624*** (4.12)
Extrême droite			2.473*** (8.98)		2.511*** (8.83)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>					
Insatisfait-e (référence= Satisfait-e)				1.826*** (3.42)	1.827*** (3.40)
Ne sait pas				1.108 (0.51)	1.101 (0.48)
<i>Enjeu considéré comme le plus important</i>					
Immigration				2.087*** (5.38)	2.068*** (5.26)
Enjeux économiques				1.001 (0.01)	1.012 (0.12)
<i>Satisfaction avec le bilan du gouvernement national</i>					
Insatisfait-e (référence= Satisfait-e)				2.207*** (6.32)	2.198*** (6.20)
Ne sait pas				1.613*** (2.56)	1.726*** (2.88)
Observations	5278	4383	4383	4383	4383
BIC	4457.5	3871.8	3814.0	3792.7	3739.8

Exponentiated coefficients; *t* statistics in parentheses
 * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

D'abord, les variables de contrôle produisent des effets assez similaires dans cet échantillon et dans celui contenant seulement les europhiles. Le fait d'être une femme est encore une fois significatif ($p < 0.001$), et la relation est toujours négative. Ainsi, être une femme fait qu'une électrice a moins de chance de voter pour un parti eurosceptique que si celle-ci était un homme. Contrairement à l'analyse contenant seulement les europhiles, le fait d'avoir quitté l'école entre l'âge de 16 ans et celui de 19 ans n'est pas significatif. De plus, à l'inverse de ce que démontrait la première série de régressions comportant uniquement les europhiles, le fait d'avoir quitté l'école à temps plein après l'âge de 20 ans a aussi un effet positif sur le fait de voter pour un parti eurosceptique, rendant les électeur·rice·s ayant fait des études supérieures environ 25% plus susceptibles que ceux ayant quitté l'école avant l'âge de 15 ans de voter pour un parti eurosceptique ($p < 0.05$). Toutefois, cette statistique est vraie uniquement quand on n'inclut pas les variables de positionnement idéologique extrême. Il est donc possible que l'échantillon comprenne, parmi les répondant·e·s ayant quitté l'école après 20 ans, plusieurs personnes se situant à l'extrême gauche ou l'extrême droite. Les autres variables socio-économiques n'ont pas d'effet prouvé. De plus, l'opinion sur l'appartenance de son pays à l'Union européenne a également une influence. D'une part, par rapport à un individu qui trouve que l'UE est une chose ni bonne, ni mauvaise, un·e électeur·rice qui considère qu'elle est une mauvaise chose a plus de chance de voter pour un parti eurosceptique. Ceci n'est pas forcément surprenant car les eurosceptiques sont plus susceptibles de voter pour des partis eurosceptiques. Finalement, le positionnement idéologique linéaire est cette fois-ci significatif ($p < 0.001$), mais pour chaque point de plus sur l'échelle gauche-droite, un·e répondant·e a seulement autour de 7% plus de chance d'avoir voté pour un des partis sélectionnés, rendant l'effet de cette variable plutôt faible. Les variables d'extrême gauche et d'extrême droite n'en demeurent pas moins significatives, le fait d'être à l'extrême droite ayant un

effet un peu plus grand (presque 3 fois plus) que celui d'être à l'extrême gauche (autour de 65%) par rapport aux positions centristes, de gauche ou de droite. Cette tendance est similaire à celle observée dans les modèles 1 à 3.

Pour ce qui est des trois variables testant les hypothèses, le fait d'être insatisfait·e des politiques de l'Union européenne a encore un effet positif, tout comme pour les europhiles. Celui de ne pas être certain·e de si on est satisfait·e ou pas n'est toutefois pas significatif. Comme pour les modèles 1 à 6, la saillance des enjeux économiques n'est pas significative dans les modèles 10 et 11. Néanmoins, celle de l'immigration l'est toujours, et un·e électeur·rice qui considère l'immigration comme l'enjeu le plus important aura environ 2 fois plus de chance qu'un·e électeur·rice qui considère un autre problème comme plus important de voter pour un parti eurosceptique. Au niveau de l'introduction de la troisième variable, la satisfaction avec le gouvernement national, on voit que le fait d'être insatisfait·e ou de ne pas savoir si on est satisfait·e ou pas, comparé à un·e électeur·rice satisfait·e, a un effet positif sur le fait de voter pour un parti eurosceptique. En effet, un·e électeur·rice insatisfait·e de son gouvernement a environ 2.2 fois plus de chance qu'un·e électeur·rice satisfait·e de voter pour un des partis sélectionnés.

2. Conclusion partielle

En conclusion, les modèles 7 à 11 montrent des conclusions très similaires à celles des modèles 1 à 6. Ainsi, le fait d'être insatisfait·e des actions de l'UE et de son gouvernement national, comme celui de considérer l'immigration comme l'enjeu le plus important, ont des effets sur le

vote eurosceptique. Toutefois, ces effets sont vrais autant pour les europhiles que pour les autres électeur·rice·s.

3. Conclusion

À la lumière de ces résultats, trois éléments retiennent l'attention. Premièrement, grâce aux modèles 1 à 9, les hypothèses 1, 2a et 3 ont pu être confirmées, alors qu'il est impossible de faire de même pour l'hypothèse 2b. Le fait d'être insatisfait·e des actions de l'UE et de son gouvernement national et de considérer l'immigration comme l'enjeu le plus important ont des effets sur le vote eurosceptique. Ces résultats convergent avec ce qu'on retrouve dans la littérature à propos du soutien diffus et du soutien spécifique, de la saillance des enjeux, du vote sur enjeu et du vote d'opposition. Que les électeur·rice·s qui sont favorables à l'Union européenne mais qui sont insatisfait·e·s de ses actions votent pour des partis fortement opposés à celle-ci nous mène donc à penser que plusieurs europhiles pourraient en fait être des eurosceptiques mous au sens de la définition de Taggart et Szczerbiak. En effet, elles·ils sont possiblement en faveur de l'appartenance de leur pays à l'UE, mais se positionnent contre les politiques actuelles et le fonctionnement du système, et expriment ce mécontentement avec un vote pour un parti eurosceptique. Selon ce qu'on retrouve dans la littérature, les électeur·rice·s de l'extrême gauche ont plutôt tendance à adopter ce type de position, et critiquent une Union pas assez sociale même si elles·ils sont plutôt en accord avec l'idée générale de l'intégration (March et Rommerskirchen, 2015). De plus, le résultat sur la saillance de l'immigration est également aligné avec notre cadre théorique, puisqu'après la crise migratoire plusieurs citoyen·ne·s ont développé une inquiétude à propos de cet enjeu, et ont pu voter pour des partis qu'elles·ils pensaient plus compétents pour le

gérer que les gouvernants actuels. Le fait que la troisième hypothèse, soit qu'un·e europhile qui désapprouve le bilan du gouvernement actuel ait plus de chance de voter pour un parti eurosceptique, ait pu être confirmée corrobore également ce que démontrent les recherches sur le vote d'opposition.

Deuxièmement, un autre élément à relever est l'absence de significativité de la saillance des enjeux économiques. Ce résultat est plutôt surprenant, considérant que les élections du PE de 2014 ont été tenues dans un contexte d'incertitude économique, une situation qui généralement a pour effet à la fois de rendre les citoyen·ne·s plus conscient·e·s des politiques économiques, mais également de les encourager à voter pour un parti d'opposition afin de punir leurs dirigeant·e·s pour l'état de l'économie (Costa Lobo et Lewis-Beck, 2012; Hobolt et Tilley, 2014). Une explication possible à ce résultat serait que puisque la saillance des enjeux économiques a augmenté, les europhiles seraient devenus plus conscient·e·s des politiques économiques, mais qu'elles·ils considèreraient que les actions de l'Union européenne font davantage partie de la solution que du problème. Dans ce cas, elles·ils préféreraient possiblement voter pour un parti plus centriste, libéral et pro-européen si elles·ils sont d'avis que les enjeux économiques sont les problèmes les plus importants. De plus, le fait d'avoir choisi de tester la saillance des enjeux sans les mettre en interaction avec la proximité idéologique ou les perceptions de compétence ne nous renseigne pas sur le mécanisme derrière le vote sur enjeux : ainsi, on ne peut déduire de ces variables que les électeur·rice·s considérant l'immigration ou les enjeux économiques comme les plus importants ont voté pour un parti eurosceptique parce que ses positions étaient plus proches des siennes ou parce qu'elle·il considèrait qu'il était le parti le mieux placé pour gérer cet enjeu.

Enfin, le troisième élément à soulever est la similarité entre les résultats des modèles avec seulement les europhiles et ceux avec tous·tes les autres électeur·rice·s. En effet, il y a très peu de différences entre les résultats des deux séries d'analyse, puisque les mêmes variables testées étaient significatives dans les deux cas. Ce résultat est intéressant car il suggère que les europhiles qui votent pour des partis eurosceptiques n'ont pas un comportement particulier, mais empruntent plutôt celui des autres électeur·rice·s ayant une vision différente de l'Europe. Se pose donc la question de la saillance de l'enjeu européen : si des europhiles votent pour des partis eurosceptiques pour les mêmes raisons qui poussent les eurosceptiques à faire de même, à quel point l'UE leur est-elle réellement importante? D'un côté, elle ne semble pas avoir la même importance que l'immigration ou le bilan du gouvernement : en effet, le coefficient pour ces deux variables est presque le double de celui de la satisfaction envers l'UE. D'un autre côté, un autre indice de la faible saillance de l'UE peut être observé en regardant les deux variables de satisfaction – de l'UE et du gouvernement - dans nos modèles. Dans le cas des actions de l'UE, la seule position significative est « insatisfait·e ». Cela signifie que les citoyen·ne·s n'ayant pas une opinion claire au sujet des politiques européennes ne les prennent pas en compte lors du choix de vote. Pour qu'un·e électeur·rice vote pour un parti eurosceptique sur la base de sa satisfaction envers les actions de l'UE, elle·il doit être convaincu·e que celles-ci ne sont pas adéquates. À l'inverse, dans le cas de la satisfaction envers le gouvernement, il suffit de ne pas être « satisfait·e » - donc soit d'être « insatisfait·e » ou de « ne pas savoir » si on est satisfait·e ou pas – pour avoir plus de chance de voter pour un parti eurosceptique. Cela pourrait être un signe qu'à moins d'être satisfait·e de son bilan, les électeur·rice·s prennent en compte leur opinion sur le gouvernement lorsqu'elles·ils votent pour un parti eurosceptique aux élections européennes.

Ainsi, plusieurs raisons peuvent expliquer le vote eurosceptique parmi l'électorat europhile. Afin d'en comprendre un peu plus sur les motivations et la réflexion derrière le choix de vote pour un parti eurosceptique, le chapitre 4 présentera les résultats et l'analyse de la dizaine d'entretiens effectués avec des électeur·rice·s de la France insoumise, un parti avançant une rhétorique plutôt eurosceptique.

Chapitre 4 : Présentation et analyse des données qualitatives

Les résultats obtenus dans le chapitre 3 avec les analyses de régression donnent certes un aperçu des raisons qui pourraient motiver un·e europhile à voter pour un parti eurosceptique. Toutefois, si l'usage de données quantitatives permet de tendre vers une plus grande représentativité, celui des données qualitatives rend possible la compréhension du choix des répondant·e·s à l'aide du retraçage de leur réflexion. Ainsi, ce chapitre présente l'analyse de discours obtenus lors d'entretiens semi-dirigés avec des électeur·rice·s de la France insoumise, un parti très opposé à l'Union européenne. D'abord, un retour sur la façon dont les interrogé·e·s⁶ voient l'Union européenne sera effectué. Puis, pour chacune des trois hypothèses, les résultats issus de ces entretiens seront présentés et analysés. Par la suite, une section reviendra sur la saillance de l'enjeu européen dans les discours des répondant·e·s. Enfin, pour conclure ce chapitre, de nouvelles pistes pour d'éventuelles hypothèses supplémentaires basées sur ce qui a été évoqué par les participant·e·s seront mentionnées.

1. L'Union européenne vue par les répondant·e·s

D'emblée, les interrogé·e·s ont été sélectionné·e·s sur la base de deux choses : leur intention de voter pour la France insoumise et leur opinion plutôt positive de l'Union européenne. Même si certain·e·s se sont montré·e·s plus méfiant·e·s à son égard que d'autres, et que certaines

⁶ Les véritables prénoms des répondant.e.s ont été modifiés afin de conserver leur anonymat.

réponses étaient plutôt mitigées, l'ensemble des répondant·e·s était d'avis que l'idée d'intégration européenne demeurait, somme toute, une bonne chose.

D'abord, lorsqu'interrogée au sujet de leur opinion sur l'Union européenne, la très grande majorité des répondant·e·s a reconnu que la paix était la principale réussite de l'UE :

- Bah en fait pour moi c'est sûr que c'est une bonne chose. C'est une bonne chose, évidemment. Une chose à laquelle je suis attachée.
- *Pourquoi évidemment?*
- Évidemment parce que, à cause de l'histoire. À cause de l'histoire de la guerre, à cause de l'histoire de ce que ça peut représenter de vouloir s'associer pour ne pas se faire la guerre, à cause du traumatisme et du souvenir aussi, de la mémoire quoi, de cet événement qui a marqué les Européens, qui a marqué nos grands-parents, donc oui je trouve que c'est une bonne chose de s'associer. (Catherine, 26 ans, doctorante en sociologie)

La paix est donc un thème récurrent, autant chez les plus jeunes que chez les plus vieux. Partageant cette vision, Martin, vraisemblablement le répondant le moins enthousiaste au sujet de l'Europe, admet que : « au départ c'est, en fait le point positif c'est vraiment la paix. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, déjà entre la France et l'Allemagne c'est pas une histoire très jolie et même au sein d'autres pays européens au moins tu as moins de guerres » (Martin, 19 ans, sans emploi). De même, la majorité des répondant·e·s a affirmé être en faveur d'une coopération entre pays européens, évoquant à la fois une histoire commune et la nécessité d'un dialogue entre les peuples. Par exemple, selon Maxime,

« [L'Union européenne] c'est une bonne chose. C'est une bonne chose parce que ça, ça a quand même cette, ce premier argument qui est à la base historique de l'Union européenne, c'est d'avoir une communauté de pays qui sont capables de vivre en paix, de discuter, d'avoir un espace de débat et de négociations relativement serein » (Maxime, 26 ans, ingénieur)

Ce sentiment exprimé par Maxime en est un que l'on retrouve plus ou moins dans les mêmes mots chez tous·tes les répondant·e·s. D'un côté plus pragmatique, des répondant·e·s sont d'avis que certaines décisions dépassent le cadre français et doivent être prises plus haut, notamment en ce qui concerne l'environnement, les régulations sur la pêche ou alors des projets comme Erasmus. Les interrogé·e·s admettent donc qu'il y a beaucoup de positif au niveau de la coopération, citant par exemple l'idée de faire une zone d'échange qui soit capable de faire face aux États-Unis (Marie, 24 ans, sans emploi). Selon Nicole, une retraitée de 70 ans rencontrée à Montpellier,

« Pour moi, [l'Europe] c'est une belle idée... Donc je me dis, si déjà les gens de l'Europe pouvaient réussir quelque chose, dans l'idée, c'est génial enfin. On a eu du positif c'est certain. Moi je suis contente de pouvoir voyager partout, on passe les frontières comme ça. On a connu des époques où même pour l'Espagne on était bloqués dans la voiture etc. On peut voyager partout. L'euro, y'en a plein qui le décrient mais moi à titre personnel je suis bien contente d'avoir l'euro. »

Allant dans le même ordre d'idée, Catherine évoque également l'espace Schengen, l'aide au développement des pays de l'Est et du Sud et l'Europe politique comme des grandes réussites européennes. Toutefois, même si les répondant·e·s sont tous plutôt pour l'idée de l'intégration et

reconnaissent à l'UE certains succès, elles·ils conçoivent tout de même que certains secteurs devraient être revus. Par exemple, le principe de l'Europe à deux vitesses ainsi que la concurrence induite par « l'Europe des marchés » sont décriés :

« Le pendant négatif pour moi c'est que c'est une Europe des marchés avant tout et qu'elle est d'abord motivée par la volonté de voilà, de créer un marché libre sur ce territoire-là et qui a été davantage, enfin qui a été d'abord pensée comme ça, ça a d'abord été pensé comme une union monétaire, enfin, au regard des échanges avant d'être pensé comme une communauté politique et culturelle. » (Agathe, 23 ans, doctorante en sociologie)

Cette idée est d'ailleurs partagée par Miguel, un Franco-Espagnol se sentant très Européen, mais ne voyant pas que du positif à l'UE, avançant que « Cette Europe, c'est l'Europe des tricheurs. Vous avez une banque européenne qui donne de l'argent aux banques et les États sont obligés d'emprunter aux banques. Avec les taux d'intérêt. C'est ça qui va pas. » (Miguel, 71 ans, retraité). Plusieurs des répondant·e·s vont dans le même sens. Pour Bérangère, qui se sent très Européenne mais qui dénonce les problèmes de l'Europe au niveau social et économique, la situation n'en est pas moins dommage :

« Je trouve ça dommage que l'Union européenne soit vue disons, et même moi la première ça me fait de la peine moi la première d'avoir une vision trop, enfin sur trop de choses trop dégoutée de l'Union européenne, que de tous les bénéfices que ça peut apporter et de nos avancées économiques, même culturelles, toutes ces rencontres qu'on nous emmène car on est un continent avec plein de petits pays c'est des choses merveilleuses mais je trouve, enfin ça m'étonne pas qu'il y ait autant de replis sur soi-même... la façon dont fonctionne l'Union européenne me rend très sceptique, mais l'Union européenne en tant que telle disons, d'avoir

une volonté de créer des marchés communs, un espace de libre-circulation, des programmes d'échange Erasmus ça c'est une idée très très bonne, mais encore une fois quand c'est des questions d'économie, de social qui sont là, latentes, c'est très problématique et moi je comprends les gens qui ont envie de sortir de l'Union européenne ou qui vont se laisser emballer par des discours et du coup aller voter à l'extrême droite. » (Bérangère, 24 ans, employée administrative)

Somme toute, bien que les répondant·e·s considèrent tous que l'idée derrière l'intégration est bonne, et que la coopération devrait se poursuivre, leur vision de l'Europe est loin d'être sans taches.

2. Résultats par hypothèse

2.1. La satisfaction avec les politiques de l'UE

De la même façon, si des réussites comme le programme Erasmus font plutôt consensus au sein de nos répondant·e·s, des insatisfactions avec les politiques de l'Union européenne sont également partagées par celles·ceux-ci.

D'une part, la plupart des répondant·e·s a déploré le manque de démocratie au sein de l'UE, regrettant son manque de transparence et le fait que le Parlement, élu, n'ait que peu de pouvoir :

« On dépend d'une Commission européenne qui est pas du tout élue, d'un fonctionnement qui est complètement technocratique, donc complètement par des experts, qui ont aucun compte à

rendre aux citoyen·ne·s. Un Parlement européen qui lui a un pouvoir plutôt limité. C'est, on va dire que c'est, l'Europe c'est super, mais c'est pas fini » (Maxime, 26 ans, ingénieur).

Si le déficit démocratique de l'UE a été soulevé, la principale critique retrouvée parmi les électeur·rice·s de la France insoumise interrogé·e·s a été concernant les politiques libérales de l'Union. En effet, tous·tes les répondant·e·s ont, de façon plus ou moins dure, critiqué la position de l'UE sur le libre-marché, qui selon eux fausse la concurrence entre entreprises, mais également entre pays.

« Et là notamment ce qui me rend triste en France c'est le lancement de privatisation d'une grande partie de l'économie, des transports, et qui est encouragée par l'Union européenne, par exemple tout ce qui est les services, les accès aux aéroports, des trains, au début ils rentrent sur le marché ils font des prix pas du tout chers et les gens sont très contents, et après ils ont le monopole du marché et les prix montent » (Bérangère, 24 ans, employée administrative)

De son côté, Miguel est d'avis que ce sont les traités qui encouragent la concurrence, et même si celui-ci se dit profondément attaché à l'Europe, il n'en reste pas moins qu'il se dit déçu des politiques mettant les peuples les uns contre les autres. Selon Marie,

« Le problème c'est que [...], c'est que tout ce qui est développé c'est uniquement dans le but de faire du commerce ... Et pour moi c'est pas suffisant en fait parce que du coup ça crée, parce qu'entre nous on est pas du tout égaux, les petits pays sont pas égaux avec les grands. Du coup tout est, y'a rien qui est égal en fait et l'Europe pour moi elle a creusé ces inégalités entre les peuples européens » (Marie, 24 ans, sans emploi).

C'est une idée qui revient beaucoup pendant les entretiens, souvent accompagnée de l'expression d'un sentiment que les politiques économiques actuelles de l'Union européenne ne profitent qu'aux élites et aux grandes entreprises, et pas aux populations. L'image du 1% contre le 99% a d'ailleurs été mentionnée dans environ le quart des entretiens, alors que d'autres ont insisté sur le caractère selon elles·eux trop coercitif des traités, qui obligeraient les pays et les peuples à se plier à certaines règles mises en place pour encourager l'enrichissement des élites. De fait, pour Agathe, « c'est une Europe qui n'est pas du tout compréhensive et qui veut avoir la main mise sur les politiques budgétaires et monétaires sans comprendre les situations locales des pays » (Agathe, 23 ans, doctorante en sociologie). Il semble également y avoir un sentiment assez partagé parmi les interrogé·e·s que les problèmes les plus importants, soit pour la plupart d'entre elles·eux la justice sociale et l'environnement, ne sont pas bien gérés au niveau européen. Que ce soit selon certain·e·s par manque de ressources et de chance, ou selon d'autres par manque de bonne volonté, l'Union européenne devrait en faire plus et ses actions ne sont ni suffisantes, ni satisfaisantes.

Pour plusieurs des répondant·e·s, leur vote pour la France insoumise peut donc être expliqué par leur désir d'élire des député·e·s qui pourront critiquer l'Union européenne directement :

« Je pense que si je vais voter ce sera principalement pour avoir, parce que bien sûr la France insoumise ne va pas gagner les élections en France aux Européennes, et les partis qui seront à peu près proches à l'étranger non plus, donc c'est pas eux qui vont gouverner, donc si ils vont là-bas ce sera principalement pour faire des discours, siéger sur des commissions, réveiller quelques scandales, peut-être qu'ils feront quelques choses intéressantes, mais globalement ce sera surtout faire des discours pour critiquer. Donc la seule différence c'est qu'ils pourront le

faire à l'intérieur de l'institution et pas dehors. Après je serais jamais allé voter pour un parti d'extrême droite juste pour envoyer un message. » (Gabriel, 21 ans, étudiant).

Pour Nicole, une répondante retraitée de 70 ans, ce qui lui plait chez la France insoumise c'est qu'elle a l'impression qu'elle peut voter pour un parti qui partage ses valeurs et n'a pas peur de critiquer les politiques de l'UE sans remettre en cause les sources européennes de son système. Ce sentiment est retrouvé chez d'autres répondant·e·s, même si elles·ils ne sont pas tous·tes à l'aise avec cette idée :

« Je trouvais que dans le programme de la France insoumise autour de l'Europe, l'idée de questionner l'Europe ça m'intéressait même si pour moi c'est contre mes valeurs de base parce que oui je me considère pas comme eurosceptique et je considère pas que la France est un État-nation qui doit revenir au franc, enfin tout ça ça me hérise les poils. Mais par contre je pense qu'il faut questionner l'Europe » (Catherine, 26 ans, doctorante en sociologie)

L'hypothèse selon laquelle les europhiles sont plus susceptibles de voter pour des partis eurosceptiques si elles·ils sont insatisfait·e·s des politiques de l'Union européenne semble donc, dans le cas de ces électeur·rice·s de la France insoumise, tenir la route. En effet, elles·ils sont pour la plupart très critiques envers les décisions prises par l'UE, même si elles·ils sont pour l'idée de base. Certain·e·s d'entre elles·eux ont d'ailleurs avoué que leur désir de critiquer l'UE avait contribué à leur décision de voter pour la France insoumise, faisant écho aux résultats obtenus dans le chapitre 3.

2.2. La saillance des enjeux

Dans le chapitre 3, les résultats obtenus nous apprennent que le fait de considérer l'immigration comme l'enjeu le plus important avait un effet positif sur les chances pour un·e europhile de voter pour un parti eurosceptique. En revanche, de considérer les enjeux économiques comme les problèmes les plus importants ne semblait pas avoir d'effet. La situation pourrait être différente dans le cas des électeur·rice·s de la FI, puisque l'immigration est un enjeu le plus souvent associé à la droite, alors que les enjeux économiques sont plutôt associés à la gauche. Reprenant la question du *European Election Study – Voter Study*, nous avons demandé aux répondant·e·s quels enjeux étaient les plus importants pour elles·eux. Leurs réponses ont été plutôt diverses, mais peuvent se regrouper selon quatre grandes catégories : l'écologie, les politiques sociales, la démocratie et les enjeux économiques.

D'emblée, l'écologie semble avoir été l'enjeu le plus important chez les répondant·e·s, puisqu'elles·ils l'ont tous·tes au moins mentionnée, et 8 répondant·e·s sur 10 ont développé sur le sujet et l'ont évoquée comme un des premiers enjeux les plus importants.

- *Et de façon plus générale c'est quoi aujourd'hui les problèmes les plus importants?*
- D'abord la catastrophe écologique qui arrive. Un regroupement international d'expert·e·s de l'ONU dit qu'on a encore 12 ans pour changer nos modes de production pour éviter à peu près la catastrophe. On l'évitera pas mais au moins on la diminuera un peu. C'est pas en continuant dans ce schéma-là de l'agriculture

comme en Amérique du Nord, avec une agriculture intensive, qu'on va améliorer les choses. Notre mode de vie dégrade tout, notre mode de production dégrade tout. On pollue d'une façon phénoménale. (Martin, 19 ans, sans emploi).

Plusieurs des répondant·e·s se sont en effet senti·e·s délaissé·e·s par le parti Europe Écologie les Verts (EELV), qu'elles·ils considèrent être trop libéraux et donc peu apte à s'occuper des problèmes écologiques, contrairement à la France insoumise qui est pour elles·eux devenu le parti de l'environnement.

Le deuxième problème qui a été évoqué le plus sont les enjeux autour des politiques sociales, des inégalités et du niveau de vie. Cet enjeu, plutôt large, a été évoqué par presque tous les répondant·e·s : « les gros piliers pour moi c'est le, comment dire, la justice sociale dans tous les sens qu'on peut lui donner, c'est-à-dire l'égalité entre par exemple les minorités et la majorité, mais aussi l'égalité sociale en fait avec l'égalité de ressources » (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie). Si la majorité des interrogé·e·s nomme les questions sociales comme l'un des problèmes les plus importants, d'autres les pensent importants, mais pas aussi saillants que d'autres :

« Les autres aspects après, ils sont peut-être plus mineurs mais je trouve aussi intéressant tout ce qui concerne le sociétal, le droit, le féminisme, les droits des personnes LGBT, tout ce qui concerne les relations internationales. Je dis mineur enfin parce que ce qui m'intéresse plus c'est la 6e république, la redistribution des richesses et l'écologie, mais ces questions comptent pour moi aussi » (Gabriel, 21 ans, étudiant).

Ce qui est intéressant de relever dans les réponses des interrogé·e·s, c'est qu'elles·ils ont beaucoup de mal à se positionner à propos d'un seul enjeu, considérant qu'ils sont tous en lien. Ainsi, aucun·e d'entre elles·eux n'a nommé les enjeux économiques comme le problème le plus important, mais tous les ont mentionnés en insistant sur le fait qu'ils sont reliés avec les autres enjeux qu'elles·ils avaient nommés :

« C'est beaucoup l'aspect économique qui me fait hésiter, mais cet aspect-là a des répercussions sur tout, c'est-à-dire qu'il saccage l'environnement, il traite les individus de manière déplorable, les migrants on en profite, en Espagne tu vois plein de travailleurs migrants qui travaillent dans des plantations pour récolter les fruits, ils gagnent pratiquement rien et à la fois les migrants en souffrent, à la fois les travailleurs locaux car ils sont mis en concurrence. Tout le monde en souffre sauf une petite élite donc pour moi c'est l'économie oui, mais ça a des répercussions sur tout » (Gabriel, 21 ans, étudiant).

Au niveau des enjeux économiques plus classiques, le chômage n'a été nommé qu'une seule fois, et le pouvoir d'achat deux fois. L'économie a cependant été associée avec la redistribution des richesses, la protection de l'environnement et la justice sociale :

« Le système libéral n'a que pour conséquence d'amplifier les inégalités qui sont déjà présentes dans la société. Et je pense même, la manière dont on organise notre économie est hélas, du coup c'est pour ça moi j'aime pas séparer l'aspect social et l'aspect économique de la question, pour moi c'est une seule question et quand on a une société avec 10% de chômage c'est une question économique mais c'est une question sociale aussi car on dit 10% qui n'ont pas de travail dans une société où avoir un emploi c'est central pour survivre, eh ben c'est 10% de gens

qu'on met à la porte de la société et du coup, du coup pour moi les deux vont ensemble »

(Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie)

Pour les répondant·e·s, la force du programme de la FI réside donc dans la cohérence de celui-ci, qui réside essentiellement dans l'idée de ne pas séparer les problèmes. En effet, selon la totalité des interrogé·e·s, ce n'est pas seulement les enjeux économiques qui doivent être liés, mais tous les enjeux entre eux : « les questions de propositions au niveau de l'emploi, de la réglementation du travail, des traités de commerce extérieur, des politiques sociales et la notion d'humain qui me parlait beaucoup. Et le fait de relier ces problématiques avec l'écologie et de proposer une autre république. » (Bérangère, 24 ans, employée administrative). D'ailleurs, pour certain·e·s, le fait que les politicien·ne·s font une « déconnexion artificielle » (Maxime, 26 ans, ingénieur) entre les enjeux découle du quatrième problème qui a été le plus évoqué chez les répondant·e·s : la démocratie.

En effet, selon la majorité des interrogé·e·s, la France ferait actuellement face à un problème de démocratie : « Là c'est un semblant de démocratie, tu votes tous les 5 ans et après tu fermes ta gueule. » (Martin, 19 ans, sans emploi). De même, tous·tes les répondant·e·s ont mentionné voir plusieurs violations de celle-ci dans les récents événements impliquant les gilets jaunes. De plus, plusieurs interrogé·e·s ont mentionné ne pas être satisfait·e·s des institutions françaises, considérant que celles-ci devraient être réformées :

« Il y a un gros problème démocratique je pense parce qu'on a des institutions qui sont périmées qui ont été faites sur mesure pour de Gaulle et du coup tout le monde n'est pas De Gaulle déjà, ça donne des situations un peu ridicules comme on a actuellement avec un Président qui est

pas du tout à la hauteur de ce qu'il pense être et qui se met en scène dans des situations aberrantes. » (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie)

En effet, l'enjeu démocratique semble particulièrement important chez la plupart des répondant·e·s, mais surtout les plus jeunes. Ce sentiment que la démocratie est actuellement bafouée est toutefois surtout mis en relation avec la dernière hypothèse, soit la satisfaction avec le gouvernement.

2.3. La satisfaction avec le gouvernement

Affirmer que les répondant·e·s ne sont pas satisfait·e·s avec le gouvernement actuel de la France et son Président serait pour la plupart des interrogé·e·s un euphémisme. En effet, même si certain·e·s ont admis qu'il n'y avait pas que du négatif dans leur évaluation du bilan du Président Macron, citant par exemple les mesures d'accompagnement au retour à l'emploi du gouvernement, il n'en reste qu'elles·ils se sont tous montré·e·s très sceptiques de ses politiques. Si la majorité des répondant·e·s n'avait pas l'air satisfaite de la situation sous les Présidents Hollande ou Sarkozy, elles·ils semblent encore plus méfiant·e·s de l'état des choses sous Macron. D'abord, pour faire suite à la saillance de l'enjeu démocratique abordée dans la section précédente, la plupart des interrogé·e·s se sont dit inquiet·e·s de la situation actuelle de la démocratie en France :

« Là en France on a un vrai gros problème de démocratie. Avec le climat général sociétal qui règne, qui est lié, enfin que le mouvement des gilets jaunes a fait exploser. Enfin là je vois pas en fait comment, qu'est-ce qui échappe dans la manière dont la France est dirigée à la définition d'une dictature sauf, enfin, sauf pas grand-chose en fait, là on a tout. On a les meurtres, les

fausses informations, la totale quoi. La manipulation des médias, etc. C'est des pratiques qui étaient enterrées qui existaient déjà sous Hollande. On avait déjà un gros problème de démocratie en France, surtout avec le fonctionnement des partis etc., mais là le problème est encore plus urgent aujourd'hui » (Agathe, 23 ans, doctorante en sociologie).

Plusieurs répondant·e·s ont également avoué que, même si l'élection de Macron ne les avait pas enchanté·e·s d'emblée, la situation leur semble pire que ce qu'elles·ils auraient pu imaginer :

« Enfin franchement je m'attendais pas à ce que ce soit si horrible. Moi ce qui me fait peur c'est que les gilets jaunes on se fait massacrer la tête tous les samedis. On est vers une dérive autoritaire, il écoute rien. On a vraiment l'impression qu'il nous méprise, déjà dans ses paroles mais dans son comportement aussi il nous dit vous êtes des petites merdes je m'en fous de ce que vous dites. Je détestais Sarkozy mais au moins il a été honnête, il a proposé un truc de droite et a fait un truc de droite. Macron nous a dit je suis ni de droite ni de gauche. » (Marie, 24 ans, sans emploi)

Tel qu'évoqué par Marie, le sentiment de faire face à un Président qui « n'écoute rien » et est « sourd à tout » (Maxime, 26 ans, ingénieur) semble partagé par les autres personnes rencontrées. La concentration des pouvoirs de celui-ci inquiète d'ailleurs les questionné·e·s, qui conçoivent qu' « on appelait Sarkozy l'hyper président, là c'est plus qu'un hyper président, tout passe par lui » (Martin, 19 ans, sans emploi). Le mouvement des gilets jaunes et la gestion de celui-ci par Macron a également contribué à l'impression d'une diminution du respect des droits humains, notamment à cause de la façon dont sont traités les manifestant·e·s par les forces policières. De plus, plusieurs répondant·e·s ont senti qu'elles·ils étaient « pris pour des cons » et

qu'elles·ils n'étaient pas respecté·e·s par les dirigeant·e·s français·e·s. L'insatisfaction avec le gouvernement passe donc partiellement par une insatisfaction avec la démocratie en France.

Aussi, une autre insatisfaction envers le gouvernement qui a été très marquée dans le discours des répondant·e·s concerne le sentiment que le Président met en place des politiques qui favorisent les élites plutôt que le peuple. En effet, la majorité des interrogé·e·s lui a reproché de vouloir préserver, et même « gaver » la classe dominante, soit les élites économiques et les entreprises :

« [Avec] Macron je pense que là on est allé·e·s très loin dans le, la servitude envers les riches avec la suppression de l'ISF, c'est que 4 milliards mais c'est un vol terrible. Ça veut dire que même eux qui débordent déjà d'argent peuvent pas donner un peu de ce qui déborde et faire de la redistribution sociale. C'est incroyable. » (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie).

Dans le même ordre d'idée, les gens rencontrés se sont montré d'avis que le refus de Macron de remettre en cause les sources capitalistes de l'ordre social et économique de la France rendait ses politiques trop axées sur le libéralisme, un des points également reprochés à l'Union européenne. Elles·ils ont d'ailleurs reproché au gouvernement l'utilisation de discours symboliques sans toutefois les faire suivre par des actions. Notamment, plusieurs soulèvent ce qu'elles·ils considèrent être de l'incohérence entre les discours pro-environnementaux et la poursuite d'un mode de production capitaliste. Les promesses du Président sont vues comme de la « poudre aux yeux » et des « belles paroles pour endormir le peuple », un sentiment généralisé parmi les personnes questionnées.

Pour toutes ces raisons, certain·e·s répondant·e·s ont avoué que leur insatisfaction envers le gouvernement actuel servait partiellement à expliquer leur vote pour la France insoumise :

- *Pour quelles raisons as-tu décidé de voter pour la France insoumise pour les élections européennes?*
- [...] je me dis après 6 mois de crise sociale, tu peux pas laisser Macron finir premier quoi. Donc si tu fais pas entendre ta voix bah qu'il y ait 40% ou 95% d'abstention il s'en fout il va dire vous êtes pas allés voter, je suis légitime j'ai terminé premier. Déjà ça c'est la première raison, il faut pas le laisser, il faut faire entendre notre voix et ne pas laisser Macron finir premier. (Martin, 19 ans, sans emploi).

Cependant, les répondant·e·s sont prudent·e·s avec cette explication, insistant sur le fait que malgré leur insatisfaction avec le gouvernement, leur proximité avec la France insoumise a également été importante. En effet, elles·ils soutiennent tous·tes qu'elles·ils n'auraient pas, par exemple, voté pour le Rassemblement national seulement pour envoyer un message à Macron :

« Je peux comprendre vraiment les gens, encore une fois je comprends les gens qui ont voté je sais pas, Le Pen par exemple car ils voulaient vraiment exprimer un refus, un rejet du système que je peux ressentir aussi, mais moi je le ferais pas du tout parce que je trouve que les impacts négatifs derrière sont bien plus importants et si jamais je ne suis pas contente je vote blanc »
(Bérangère, 24 ans, employée administrative)

« En fait ce qui se produit c'est que ceux qui vont voter à droite pour Marine Le Pen c'est pas forcément un soutien, mais c'est qu'ils ont envie de battre Macron. Moi y'en a qui m'ont expliqué, je veux qu'il soit battu cette fois-ci. Qu'il soit battu. Pour moi c'est pas une solution justement, je voterai pas Le Pen. » (Nicole, 70 ans, retraitée)

Pour Thibault, même si plusieurs enjeux sont importants dans la campagne menée pour les élections européennes, le véritable objectif est de battre Macron : « Mélenchon il dit un référendum anti Macron, mais c'est un peu ça, c'est-à-dire ça permet de montrer qu'on est en désaccord avec la politique qu'il mène depuis le début sans pour autant soutenir le Front national ce qui est l'enjeu. » (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie).

Ainsi, les résultats issus des entretiens avec des électeur·rice·s de la France insoumise corroborent ceux de l'analyse quantitative lorsqu'il est question de la satisfaction avec le gouvernement actuel. En effet, parmi la dizaine de personnes interrogée, l'évaluation du bilan du Président est très négative, et celle-ci a joué un rôle dans le choix de vote des répondant·e·s.

3. L'importance de l'enjeu européen

Une piste énoncée dans le chapitre 3 par rapport au vote eurosceptique parmi les europhiles reposait sur la saillance de l'enjeu européen, qui semblait être assez faible relativement à l'importance des autres enjeux. En effet, lorsqu'interrogé·e·s sur ce que les répondant·e·s considéraient être le problème le plus important, seule une répondante, Marie, a parlé d'Europe en

évoquant le manque d'Europe sociale et son effet sur le traitement des migrants et l'environnement. Tous·tes les autres répondant·e·s ont plutôt songé à des problèmes domestiques.

Concernant la campagne électorale, la plupart des répondant·e·s n'a pas démontré trop d'intérêt pour le scrutin, considérant que ce n'est pas un vote très enthousiasmant : « j'étais pas chaud pour voter aux Européennes parce que vraiment tout le monde s'en fout, c'est vraiment une élection de seconde zone et quand tu vois comment c'est vendu dans les médias ça donne pas envie » (Maxime, 26 ans, ingénieur). Cette absence d'emballement est expliquée par des répondant·e·s par le fait qu'elles·ils considèrent que le Parlement européen a trop peu de pouvoir pour que le scrutin en vaille vraiment la peine. Les interrogé·e·s affirment donc être plus intéressé·e·s par les campagnes pour les présidentielles ou les législatives, d'avis que celles-ci sont plus importantes car elles touchent des enjeux plus concrets et permettent d'élire des députés qui ont réellement le pouvoir de changer les choses :

« De fait c'est pas un scrutin qui m'intéresse tant que ça, bon juste parce que les présidentielles et les législatives en France c'est plus important, mais après je considère que l'Union européenne c'est super important parce que je justement c'est un pouvoir extrêmement important sur ce qu'on peut faire en France comme ailleurs ce qu'on peut faire en Allemagne, en Italie, en Pologne. Mais les élections européennes c'est pour le Parlement européen et ils ont pas tant de pouvoirs que ça, les député·e·s européen·ne·s, déjà ça réduit l'intérêt d'aller voter pour moi » (Gabriel, 21 ans, étudiant).

Ainsi, même si la plupart des répondant·e·s reconnaît l'importance de l'Union européenne, les faibles pouvoirs du Parlement européen sont déplorés, rendant les élections européennes peu

saillantes. Malgré tout, environ la moitié des répondant·e·s s'inquiétait de ce manque d'intérêt de la part des citoyen·ne·s : « Ce qui est à craindre c'est que les gens ne s'y intéressent pas énormément, donc on risque d'avoir pas beaucoup de gens qui aillent voter, je crois qu'ils annoncent autour de 40% de gens qui iraient voter, donc c'est pas terrible. C'est pas bon. » (Nicole, 70, retraitée). Néanmoins, l'autre moitié des répondant·e·s disait avoir hésité à aller voter, expliquant qu'elles·ils n'en voyaient pas vraiment l'intérêt, ou alors qu'elles·ils hésitaient à légitimer le système européen alors qu'elles·ils étaient insatisfait·e·s des politiques de l'UE :

- *Est-ce que tu comptes voter en mai 2019?*
- Au final j'hésitais car je ne voulais pas légitimer le système mais finalement quand on voit que Macron est élu avec 18% du corps électoral de toute façon ils trouveront la légitimité quelque part et moi j'ai pas envie de, j'ai pas envie de m'abstenir si c'est pour qu'au final tout le monde s'abstienne et il aura encore un score encore plus gros même si de toute façon il y aura une énorme abstention aux Européennes. (Marie, 24 ans, sans emploi)

Au final, la saillance de l'enjeu européen varie d'un·e répondant·e à l'autre. Cependant, des plus ardents europhiles aux plus sceptiques, l'idée d'un *Frexit* n'est pas souhaitable et serait, selon la plupart des interrogé·e·s, une catastrophe. Toutefois, lorsque mis en parallèle avec les autres enjeux, tous·tes les répondant·e·s sont d'avis – plus ou moins fermement selon chacun – que la situation idéale serait de réformer l'Union européenne ou d'appliquer des politiques plus sociales et écologiques. En revanche, si ce changement de cap n'a pas lieu, une sortie de l'UE deviendrait pour les répondant·e·s une option non souhaitable, mais possiblement nécessaire : « je pense qu'entre rester dans l'Union européenne et appliquer un programme de transition sociale

écologique et économique etc., moi je choisis le programme de transition, je choisis pas l'Union européenne ». (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie).

La saillance de l'UE apparaît donc être relativement élevée au sein des répondant·e·s, mais ne semble pas se traduire par la considération de l'enjeu européen lors du choix de vote, sauf sous forme de volonté d'élire des député·e·s qui pourront critiquer les politiques européennes de l'intérieur.

4. *Autres facteurs*

Au final, pour les répondant·e·s, le vote pour un parti eurosceptique semble être le résultat d'un calcul impliquant plusieurs facteurs, dont la satisfaction envers les politiques de l'UE, la saillance des enjeux et la satisfaction envers le bilan du gouvernement. Malgré leur image positive de l'idée de l'intégration, les interrogé·e·s ont adopté des positions très critiques envers l'Union européenne. De plus, l'explication du choix de vote des personnes interrogées prend également en compte d'autres éléments.

D'abord, il a été mentionné par tous les répondant·e·s que de négocier avec l'Union européenne était la priorité et que cette option restait beaucoup plus souhaitable qu'un *Frexit*. Reprenant l'idée de la France insoumise d'avoir un Plan A (réformer les traités européens) et un Plan B (sortir de l'Union européenne), les interrogé·e·s ont pour la grande majorité avoué ne pas se sentir gêné·e·s de voter pour un parti qui propose une sortie éventuelle de l'UE puisqu'elles-ils sont elles-mêmes convaincu·e·s que la négociation et la réforme sont possibles. En effet,

tous·tes ont insisté sur la position privilégiée de la France au sein de l'Europe, rappelant que de par son poids historique, démographique et économique, l'UE n'aurait pas le choix de l'écouter car elle ne pourrait se permettre de la laisser partir. Par exemple, pour Nicole, convaincue que l'UE est une bonne chose mais restant tout de même critique :

« Y'a pas de Plan A Plan B, le but c'est de rediscuter de tous ces traités. Si on se met à table, on discute, si l'Allemagne est pas d'accord et ben on le fait quand même, et puis l'Allemagne pliera parce que sans la France y'a pas d'Europe. Donc on fait partie quand même des créateurs de cette Europe. Donc ils se plieront. » (Nicole, 70 ans, retraitée)

Allant dans le même sens, d'autres répondant·e·s ont fortement défendu la place de la France en Europe, voyant celle-ci comme un bouclier face à des éventuels refus de la part de l'UE de négocier :

« Moi je pense pas qu'on va faire un *Frexit*, et je pense que *Frexit* c'est pas bon, on créerait un chaos en Europe qui va déstabiliser. Je pense que le plan A va marcher parce qu'ils peuvent pas nous laisser partir. » (Martin, 19 ans, sans emploi)

« Je pense qu'on peut la réformer l'Europe. Surtout qu'en fait la France on a une grosse place dans l'Europe. Je crois que c'est 18% de l'économie européenne qui vient de la France, donc on est pas enfin, on est pas le petit pays qui ne sert strictement à rien et si on sort c'est pas grave » (Marie, 24 ans, sans emploi)

« L'Europe sans la France existe pas, donc si on exige des choses on devrait réussir. » (Miguel, 71 ans, retraité)

L'idée selon laquelle voter pour un parti eurosceptique ne représente pas de véritable risque pour l'Union européenne en elle-même semble donc répandue parmi les interrogé·e·s. Si elles·ils s'accordent pour dire qu'une réforme est la chose souhaitable et qu'en cas d'échec de celle-ci une sortie de l'UE serait envisageable, elles·ils ne semblent pas considérer qu'un tel scénario, dans lequel on refuserait des réformes à la France, soit une possibilité.

Même si la totalité des répondant·e·s était très favorable au programme de la France insoumise et semblait considérer que celui-ci était le bon, certain·e·s disaient quand même avoir hésité entre voter pour la FI ou pour d'autres partis avec un plan social, écologique et économique similaire. Finalement, celles·ceux-ci admettent avoir arrêté leur choix sur la liste des Insoumis pour des raisons stratégiques. En effet, pour plusieurs des répondant·e·s, à défaut d'être parfait, leur programme représentait l'option la moins pénible :

« Les autres formations de gauche, pour moi le PS et Générations sont libéraux, EELV j'avais voté en 2015 pour eux parce que je pensais que c'était des écolos. En fait ils sont pas du tout écolos, ils sont libéraux. Le Parti communiste pour moi j'y crois pas du tout. Donc en fait on a pas trop le choix quoi, mais en plus j'y crois. » (Marie, 24 ans, sans emploi)

De plus, la position pro-européenne du Président en a refroidi certain·e·s face à l'UE, considérant que de voter pour un parti trop en faveur de l'Europe actuelle revenait à accorder sa confiance à Macron :

« Bah en fait, quand on vote contre Macron, on vote aussi contre la politique européenne actuelle parce qu'en fait on sait pas dans quel sens ça va d'ailleurs, c'est un peu un dialogue malsain, un peu consanguin d'ailleurs entre les institutions... Du coup en votant contre Macron on vote, enfin, et inversement en votant contre cette Europe-là on vote contre Macron et en votant contre Macron on vote contre cette Europe-là » (Thibault, 21 ans, diplômé en psychologie).

D'autres répondant·e·s ont également évoqué avoir voté stratégiquement pour la France insoumise afin, pour cette raison mais pas uniquement, d'avoir une chance d'empêcher le Rassemblement national de remporter l'élection.

Finalement, même si les répondant·e·s sont en faveur de l'idée d'intégration européenne, elles·ils demeurent très critiques des politiques actuelles de l'UE et la plupart s'entendent pour dire que dans un éventuel échec – très peu probable selon eux – des négociations avec l'Europe pour une réforme sociale et écologique, sortir de l'Union pourrait être une solution. Toutefois, si un tel scénario venait à se produire, tous sont d'avis que ce serait une situation désastreuse. En effet, si un *Frexit* devait survenir, les répondant·e·s insistent sur le fait que la France ne devrait pas sortir seule à la manière du Royaume-Uni. En effet, selon elles·eux, si elle sort ce sera pour créer une nouvelle intégration en parallèle avec l'UE, puisqu'elles·ils considèrent quand même que l'idée d'une coopération entre peuples européens – ou même avec les pays d'Afrique du Nord – est trop importante pour renoncer à une forme d'Union européenne même si ce n'est pas celle qui existe actuellement :

« Je pense que [sortir de l'UE] serait peut-être une idée souhaitable si on partait pas tout seul, ce qui paraît bizarre, mais j'arrive pas à me dire qu'on peut penser sortir de la coopération comme c'est en soi le cas autour du *Brexit* ou autre. J'arrive pas à me dire qu'on va du coup sortir, faire quoi genre remettre des frontières à l'espace Schengen? Je trouve ça nauséabond et si ça arrive franchement ça me ferait peur. Par contre si en fait on sortait mais à plusieurs pour recréer une Europe mais un truc, bon ce serait hyper ambitieux mais par exemple une Europe méditerranéenne avec une armée commune où, plutôt que ce soit le 2e budget de la France l'armée, eh ben on fait une armée commune et en fait ça arrête d'être le 2e budget et on met de l'argent dans l'hôpital public tu vois. Ce genre de truc là. » (Catherine, 26 ans, doctorante en sociologie)

Au final, plusieurs facteurs semblent avoir été pris en compte dans le choix de vote des répondant·e·s, et elles·ils font la distinction entre « sortir des traités européens » et « sortir de l'Union européenne », deux fins qu'ils considèrent différentes.

5. Conclusion

En conclusion, la présentation et l'analyse des données qualitatives issues d'une dizaine d'entretiens avec des électeur·rice·s de la France insoumise, si elle ne permet pas d'étendre les résultats à l'entièreté des électeur·rice·s de la FI, des Français·e·s ou des europhiles votant pour des partis eurosceptiques, nous renseigne quand même sur la complexité de la réflexion derrière le choix de vote des répondant·e·s. En effet, en plus des facteurs développés dans les hypothèses comme la satisfaction avec les politiques européennes, la saillance des enjeux domestiques et de l'enjeu européen et la satisfaction avec le gouvernement, d'autres facteurs comme le vote

stratégique et la conviction qu'un *Frexit* n'arriverait jamais entrent également en ligne de compte. Les répondant·e·s se sont montré·e·s très critiques envers l'UE, mais ont insisté sur le fait qu'elles·ils n'auraient pas voté pour un parti dont le programme ne leur aurait pas plu seulement parce que celui-ci aurait l'ambition de mettre des bâtons dans les roues des dirigeant·e·s européens. Malgré ces critiques, une sortie de l'Union européenne est une perspective qui effraie la majorité des répondant·e·s : « Moi je reste. S'il y avait un vote pour une sortie de l'UE ce serait le bordel à l'intérieur, mais moi je reste. Je resterais. » (Maxime, 26 ans, ingénieur).

Toutefois, n'en demeure pas moins que si elles·ils sont en faveur de l'idée d'intégration européenne, une déception et un sentiment que l'UE n'est pas sur la bonne voie se fait sentir parmi les interrogé·e·s. Pour Miguel, dont la perception semble partagée par l'ensemble des personnes rencontrées :

« Nous sommes Européens, mais pas cette Europe-là. Cette Europe c'est pas celle que l'on souhaitait et qu'on nous avait promis. Cette Europe moi je l'aime, je la souhaite, je trouve que c'est très bien et en plus vous voyagez dans toute l'Europe sans passeport et ainsi de suite. Mais une autre Europe. Pas celle-là. » (Miguel, 71 ans, retraité).

Conclusion

Finalement, plus l'intégration européenne aura un impact direct dans la vie des citoyen·ne·s, plus on peut s'attendre à ce que celles·ceux-ci deviennent critiques à son égard, ou du moins qu'elles·ils se positionnent plus fermement par rapport à elle. Tout en étant en faveur de l'idée derrière l'Union européenne, des électeur·rice·s ont été lors des derniers scrutins tenté·e·s de voter pour des partis qui s'y opposaient. L'ambition du présent mémoire se voulait de proposer une tentative d'explication au vote des europhiles pour des partis eurosceptiques.

Afin de répondre à la question sous-jacente à la recherche, trois hypothèses ont été développées à l'aide de la littérature sur les soutiens diffus et spécifique, sur le vote sur enjeux et sur la saillance, et sur le vote d'opposition. Ainsi, nous avons testé, à l'aide d'analyses de régressions logistiques, si le fait d'être insatisfait·e des actions de l'Union européenne, de considérer les enjeux d'immigration et les enjeux économiques comme les plus importants, et d'être insatisfait·e du bilan du gouvernement national jusqu'à maintenant rendaient un·e europhile plus susceptible de voter pour un parti politique eurosceptique. Puis, afin de compléter les résultats de cette analyse, des données issues des discours d'électeur·rice·s d'un parti eurosceptique rencontré·e·s ont été analysées à leur tour.

Cette dernière section du mémoire propose donc de revenir sur les principaux éléments ressortant des analyses quantitative et qualitative, avant de proposer des pistes de nouvelles

hypothèses à tester ultérieurement, ainsi que des perspectives de recherches futures autour de la problématique.

5.1. Rappel des résultats principaux

Les résultats issus de l'analyse quantitative permettaient de confirmer les hypothèses H1, H2a et H3, soit qu'une europhile aurait plus de chances de voter pour un parti eurosceptique si elle/il est insatisfait·e des politiques actuelles de l'UE, si elle/il considère l'immigration comme étant l'enjeu le plus important, et si elle/il est insatisfait·e du gouvernement actuel au niveau national. Les résultats ne permettaient toutefois pas de confirmer H2a, soit qu'une europhile aurait plus de chances de voter pour un parti opposé à l'Union européenne si celle·celui-ci considère les enjeux économiques comme les plus importants.

La même analyse sur un échantillon composé de tous·tes les autres électeur·rice·s des pays sélectionnés dans l'étude a également rendue possible la comparaison entre le vote des europhiles et le vote des autres électeur·rice·s, et a aidé à comprendre que les europhiles votaient pour des partis eurosceptiques pour sensiblement les mêmes raisons que les autres électeur·rice·s, non europhiles, de ces partis. Cela nous a permis de nous questionner sur la saillance de l'enjeu européen, qui a priori n'a pas semblé jouer un rôle important dans le choix de vote des europhiles.

Les analyses quantitatives présentées dans le chapitre 3 renseignent certes sur le comportement électoral des citoyen·ne·s favorables à l'Union européenne lors d'élections pour le PE, mais ne rendent pas possible l'examen de la réflexion derrière le choix de vote de celles·ceux-

ci. C'est pourquoi, afin de compléter les résultats des régressions logistiques, une dizaine d'entretiens ont été conduits à Grenoble et à Montpellier avec des électeur·rice·s de la France insoumise, un parti politique français entretenant une position assez dure envers l'Union européenne. L'analyse de ces données ne prétend pas à la représentativité, puisqu'elle s'inscrit dans une démarche qualitative. Toutefois, elle a pu éclairer certains des mécanismes derrière le choix de vote pour un parti eurosceptique. Ainsi, les facteurs issus des résultats de l'analyse quantitative ont également pu être retrouvés dans les discours des répondant·e·s. En effet, l'insatisfaction envers les politiques européennes et envers le gouvernement national a clairement eu un effet important sur le vote eurosceptique. Pour ce qui est du vote sur enjeux, il semble également avoir été présent, mais si dans l'analyse quantitative seule l'immigration avait été significative, celle-ci n'a presque pas été évoquée lors des entretiens, contrairement par exemple aux enjeux sociaux, environnementaux, économiques et démocratique. Évidemment, un tel résultat s'explique en partie par le fait que la première analyse comportait 19 partis politiques se situant autant à gauche qu'à droite, alors que la France insoumise est un parti se positionnant plutôt à l'extrême gauche, pour qui les enjeux culturels comme l'immigration sont souvent moins saillants.

Au final, malgré la considération de la satisfaction envers le gouvernement et envers l'UE, ainsi que de la saillance des enjeux domestiques pour les europhiles, le vote pour un parti eurosceptique n'est pas l'effet d'un seul facteur, mais d'un calcul prenant en compte tous ces éléments. En effet, les europhiles votant pour un parti eurosceptique s'assurent quand même que celui-ci leur ressemble. Par exemple, les électeur·rice·s de la France insoumise ont expliqué être satisfait·e·s de la position critique de la FI face à l'Union européenne, mais n'auraient pas voté

pour le Rassemblement national, un parti lui aussi très critique envers l'UE, mais trop éloigné des valeurs des répondant·e·s.

5.2. Hypothèses à tester ultérieurement

En ayant réalisé des entretiens avec des citoyen·ne·s en faveur de l'idée de l'intégration prévoyant voter pour un parti eurosceptique, il est possible de poser un nouveau regard sur les résultats issus des analyses quantitatives. En effet, en ayant observé certaines des façons dont ont pu réfléchir des europhiles votant pour un parti opposé à l'UE, il est possible de proposer de nouvelles hypothèses, qui pourraient être testées ultérieurement.

D'abord, les entretiens réalisés avec des électeur·rice·s d'un parti de gauche, pour qui les enjeux économiques sont généralement très saillants, permet de proposer une hypothèse concernant la non significativité de la variable « considérer les enjeux économiques comme les plus importants ». En effet, tel qu'on a pu le remarquer chez les interrogé·e·s de la France insoumise, les enjeux économiques étaient pour eux très saillants, mais associés avec tellement d'autres enjeux que si elles·ils avaient eu à avoir une seule réponse à la question : « quel est pour vous le problème le plus important », elles·ils auraient eu autant de chance de répondre « l'écologie » ou « les politiques sociales » puisque pour elles·eux tous ces enjeux sont intrinsèquement liés. Ainsi, il serait intéressant de refaire l'analyse en ajoutant des variables pour la saillance de ces enjeux à l'hypothèse sur le vote sur enjeux. Cependant, celles-ci pourraient ne pas être significatives si les réponses des électeur·rice·s de gauche sont encore une fois divisées en quelques enjeux. En revanche, les questionné·e·s ont tous·tes parlé du système économique et

de leur insatisfaction par rapport à celui-ci, et cette opinion semblait saillante chez chacun d'entre eux. Donc, insérer une variable sur la satisfaction avec l'économie pourrait être une autre façon de tester la saillance de cet enjeu sans le mettre en concurrence avec l'écologie ou les politiques sociales.

Un autre enjeu qui a été très présent dans les discours des répondant·e·s concerne non seulement la satisfaction avec le gouvernement ou les actions de l'Union européenne, mais plutôt la satisfaction avec la démocratie de façon générale. Au niveau national comme au niveau européen, la perception d'un déficit démocratique a été évoquée à plusieurs reprises dans les réponses des interrogé·e·s, et elles·ils ont mentionné vouloir élire un parti qui n'avait pas comme ambition de vouloir favoriser les élites aux dépens du peuple. Il serait donc intéressant de tester une hypothèse concernant la satisfaction avec la démocratie.

5.3. Perspectives de recherche

Les résultats obtenus dans cette recherche nous en apprennent davantage sur le comportement électoral des europhiles votant pour des partis eurosceptiques, mais laissent la porte ouverte à l'approfondissement de la problématique grâce à de futures recherches. D'une part, même si la saillance des enjeux peut nous donner un indice à ce sujet, il serait intéressant de tester le lien de la proximité idéologique entre le parti et l'électeur sur le vote eurosceptique parmi l'électorat europhile. De plus, puisque notre échantillon comporte des partis de gauche et des partis de droite, une analyse séparée pour chacun de ces deux groupes pourrait faire varier les résultats. D'autre part, puisque les hypothèses H2a et H2b – considérer l'immigration ou les enjeux

économiques comme les problèmes les plus importants augmente les chances pour un·e europhile de voter pour un parti eurosceptique – sont partiellement basées sur les perceptions découlant des crises économique et migratoire, il serait intéressant de distinguer dans une future analyse les pays ayant été fortement impactés par l’une ou l’autre.

Aussi, l’analyse qualitative mériterait d’être développée. En effet, le nombre restreint d’entretiens (une dizaine) dans un nombre restreint de villes (deux) rendent impossible la représentativité. Malgré la sensation d’une certaine saturation dans les réponses des répondant·e·s, il n’en demeure pas moins que la diversification des profils n’est pas parfaite et donc la comparaison est rendue plus difficile. Des entretiens suivant la même grille répétés avec davantage d’individus, dans un contexte différent que le contexte français, et avec des électeur·rice·s d’un parti plutôt à droite, donneraient probablement d’autres résultats et permettraient d’approfondir nos réponses.

En conclusion, le fait que des europhiles votent pour des partis eurosceptiques n’est peut-être pas si paradoxal finalement. La littérature suggère en effet qu’il y a plusieurs raisons pour lesquelles un·e électeur·rice pourrait voter pour un parti eurosceptique. Dans le cas des europhiles, il semble que leur opinion sur l’UE – surtout lorsqu’elle concerne les éléments positifs – soit tout simplement moins saillante que les autres facteurs.

Bibliographie

- Aardal, Bernt, et Pieter Van Wijnen. 2005. « Issue voting ». In *The European voter: a comparative study of modern democracies*, Comparative politics, éd. Jacques Thomassen. New York: Oxford University Press.
- Aguilera de Prat, C. R. 2013. *Euroscepticism, Europhobia, Eurocriticism: Radical Parties of the Right and the Left Vis-à-Vis the European Union*. Bruxelles ; New York: P.I.E. Peter Lang.
- Aisch, Gregor, Adam Pearce, et Bryant Rousseau. 2017. « How Far Is Europe Swinging to the Right? » *New York Times*.
<https://www.nytimes.com/interactive/2016/05/22/world/europe/europe-right-wing-austria-hungary.html>.
- Almeida, Dimitri. 2012. *The Impact of European Integration on Political Parties: Beyond the Permissive Consensus*. 1^{re} éd. Routledge
- Anderson, Christopher J. 1998. « When in Doubt, Use Proxies: Attitudes toward Domestic Politics and Support for European Integration ». *Comparative Political Studies* 31(5): 569-601.
- Anderson, Christopher J., et M. Shawn Reichert. 1995. « Economic Benefits and Support for Membership in the E.U.: A Cross-National Analysis ». *Journal of Public Policy* 15(03): 231.
- Ansolabehere, Stephen, Jonathan Rodden, et James M. Snyder. 2008. « The Strength of Issues: Using Multiple Measures to Gauge Preference Stability, Ideological Constraint, and Issue Voting ». *American Political Science Review* 102(02): 215-32.
- Arató, Krisztina, Petr Kaniok, Centar za politološka istraživanja (Zagreb), et International Conference on « Euroscepticism and European Integration », éd. 2009. *Euroscepticism and European Integration*. Zagreb: Political Science Research Centre.
- Beaudonnet, et Danilo Di Mauro. « Support for Europe: Assessing the Complexity of Individual Attitudes ». *European Integration Online Papers* 16(Special Mini-Issue 2).
- Beaudonnet, Laurie. 2015. « A Threatening Horizon: The Impact of the Welfare State on Support for Europe: A Threatening Horizon ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 53(3): 457-75.

- Beaudonnet, Laurie, et Raul Gomez. 2017. « Red Europe versus No Europe? The Impact of Attitudes towards the EU and the Economic Crisis on Radical-Left Voting ». *West European Politics* 40(2): 316-35.
- Beckfield, Jason. 2006. « European Integration and Income Inequality ». *American Sociological Review* 71(6): 964-85.
- Belot, Céline, et Bruno Cautrès. 2008. « Opinion publique ». In *Science politique de l'Union européenne*, Études politiques, éd. Céline Belot, Paul Magnette, et Sabine Saurugger. Paris: Economica.
- Belot, Céline, et Virginie Van Ingelgom. 2015. « Les attitudes européennes ont-elles enfin joué un rôle dans les élections au Parlement européen ? » *Revue européenne des sciences sociales* 53-1(1): 49-78.
- Berelson, Bernard, Paul Felix Lazarsfeld, et William N. McPhee. 1954. *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*. Midway reprint ed. Chicago: University of Chicago Press.
- Berthier, Nicole. 1998. *Les techniques d'enquête: méthode et exercices corrigés*. Paris: A. Colin.
- Blanchet, Alain, et Anne Gotman. 2007. *L'enquête et ses méthodes*. Paris: A. Colin.
- Blind, Jochen. 2012. « Das Konzept der „Second-order Elections“ ». In *Das Heimspiel der „Europa-Parteien“?*, Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 25-35.
- Bossuat, Gérard. 2007. « La culture politique des dirigeants français face au défi de la construction européenne (1943–2005) ». *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*: 7–26.
- Bréchon, Pierre. 2010. *Existe-t-il une opinion publique européenne?* <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00819883>.
- Brinegar, Adam P., et Seth K. Jolly. 2005. « Location, Location, Location: National Contextual Factors and Public Support for European Integration ». *European Union Politics* 6(2): 155-80.
- Brody, Richard A., et Benjamin I. Page. 1972. « Comment: The Assessment of Policy Voting ». *American Political Science Review* 66(02): 450-58.

- van der Brug, Wouter. 2016. « European Elections, Euroscepticism, and Support for Anti-European Union Parties ». In *(Un)intended Consequences of EU Parliamentary Elections*, éd. Wouter van der Brug et Claes H. de Vreese. Oxford University Press, 255-74.
- van der Brug, Wouter, Cees Eijk, et Mark Franklin. 2007. *The Economy and the Vote: Economic Conditions and Elections in Fifteen Countries*.
- Bryman, Alan. 2012. *Social Research Methods*. 4. éd. Oxford [u.a]: Oxford Univ. Press.
- Budge, Ian. 2015. « Issue Emphases, Saliency Theory and Issue Ownership: A Historical and Conceptual Analysis ». *West European Politics* 38(4): 761-77.
- Budge, Ian, et Dennis Farlie. 1983. *Explaining and predicting elections: Issue effects and party strategies in twenty-three democracies*. Taylor & Francis.
- Bugeja-Bloch, Fanny, et Marie-Paule Couto. 2015. *Les méthodes quantitatives*.
- Carey, Sean. 2002. « Undivided Loyalties: Is National Identity an Obstacle to European Integration? » *European Union Politics* 3(4): 387-413.
- Carmines, Edward G., et James A. Stimson. 1980. « The Two Faces of Issue Voting ». *American Political Science Review* 74(01): 78-91.
- . 1986. « On the Structure and Sequence of Issue Evolution ». *American Political Science Review* 80(03): 901-20.
- Cautrès, Bruno. 2014. *Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe?* Paris: La Documentation Française.
- Clark, Nicholas. 2014. « Explaining Low Turnout in European Elections: The Role of Issue Salience and Institutional Perceptions in Elections to the European Parliament ». *Journal of European Integration* 36(4): 339-56.
- Clements, Ben. 2011. « Understanding 'Utilitarian' Support for European Integration in Scotland and Wales: The Role of Economic Interests, National Identity and Party Support ». *Regional & Federal Studies* 21(1): 1-21.
- Combessie, Jean-Claude. 2007. *La méthode en sociologie*. 5. éd. Paris: La Découverte.

- Commission européenne. « Eurobaromètre ». *Commission européenne*.
<http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/general/index/general/doChangeLocale/locale/FR/>.
- Corbière, Marc, et Nadine Larivière. 2014. *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes: dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*.
- Costa Lobo, Marina, et Michael S. Lewis-Beck. 2012. « The Integration Hypothesis: How the European Union Shapes Economic Voting ». *Electoral Studies* 31(3): 522-28.
- Council on Foreign Relations. 2016. « Refugee Crisis in the European Union ». <https://www.cfr.org/interactives/global-conflict-tracker#!/conflict/refugee-crisis-in-the-europeanunion>.
- Crespy, Amandine. 2010. « When ‘Bolkestein’ Is Trapped by the French Anti-Liberal Discourse: A Discursive-Institutionalist Account of Preference Formation in the Realm of European Union Multi-Level Politics ». *Journal of European Public Policy* 17(8): 1253-70.
- Crum, Ben. 2007. « Party Stances in the Referendums on the EU Constitution: Causes and Consequences of Competition and Collusion ». *European Union Politics* 8(1): 61-82.
- Dakowska, Dorota, et Jay Rowell. « Existe-t-il un effet national ? Diversité et historicité des expériences collectives ». In *L'Europe des européens: enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris.
- Davis, Otto A., Melvin J. Hinich, et Peter C. Ordeshook. 1970. « An Expository Development of a Mathematical Model of the Electoral Process ». *American Political Science Review* 64(02): 426-48.
- Debomy, Daniel. 2012. « Les Européens croient-ils encore en l'UE? Analyse des attitudes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle ». *Notre Europe*.
http://www.institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/opinionspubliquesue1985-2011_d.debomy_ne_juin2012.pdf.
- Deflem, M., et F. C. Pampel. 1996. « The Myth of Postnational Identity: Popular Support for European Unification ». *Social Forces* 75(1): 119-43.
- Dennison, James, et Matthew Goodwin. 2015. « Immigration, Issue Ownership and the Rise of UKIP ». *Parliamentary Affairs* 68(suppl 1): 168-87.

- van Der Eijk, Cees, Hermann Schmitt, et Tanja Börzel. 2005. « Left-Right Polarization and the Impact of Left-Orientations on the Vote ». In *The European voter: a comparative study of modern democracies*, Comparative politics, éd. J. J. A. Thomassen. New York: Oxford University Press.
- Di Mauro, Danilo, et Vincenzo Memoli. 2016. *Attitudes Towards Europe Beyond Euroscepticism*. Cham: Springer International Publishing.
- Díez Medrano, Juan. 2010. *Framing Europe: Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*. Nachdr. Princeton: Princeton Univ. Press.
- Diez Medrano, Juan. 2010. « Unpacking European identity ». *Politique européenne* 30(1): 45.
- Dolezal, Martin, Laurenz Ennser-Jedenastik, Wolfgang C. Müller, et Anna Katharina Winkler. 2014. « How Parties Compete for Votes: A Test of Saliency Theory: How Parties Compete for Votes: A Test of Saliency Theory ». *European Journal of Political Research* 53(1): 57-76.
- Downs, Anthony. 1957. « An Economic Theory of Political Action in a Democracy ». *Journal of Political Economy* 65(2): 135-50.
- Duchesne, Sophie, et André-Paul Frogner. 1998. « Is There a European Identity? » In *Public Opinion and Internationalized Governance*, éd. Oskar Niedermayer et Richard Sinnott. Oxford University Press, 193-223.
- Durach, Flavia. 2016. *Public Opinion towards the EU: Triumphalism, Euroscepticism or Banal Representations?*
- Easton, David. 1975. « A Re-Assessment of the Concept of Political Support ». *British Journal of Political Science* 5(04): 435.
- Edelman, Murray J. 1985. *The symbolic uses of politics*. Illini books ed. Urbana: University of Illinois Press.
- Eichenberg, RC, et RJ Dalton. 2003. « Theory matters: cumulation in the study of citizen support for European integration ». *Unpublished manuscript*.
- Eichenberg, Richard C., et Russell J. Dalton. 1993. « Europeans and the European Community: The Dynamics of Public Support for European Integration ». *International Organization* 47(04): 507.

- Eichenberg, Richard C, et Russell J Dalton. 2007. « Post-Maastricht Blues: The Transformation of Citizen Support for European Integration, 1973–2004 ». *Acta Politica* 42(2-3): 128-52.
- van der Eijk, Cees, et Mark N. Franklin, éd. 1996. *Choosing Europe?: The European Electorate and National Politics in the Face of Union*. Ann Arbor: Univ. of Michigan Press.
- van Elsas, Erika J., Armen Hakhverdian, et Wouter van der Brug. 2016. « United against a Common Foe? The Nature and Origins of Euroscepticism among Left-Wing and Right-Wing Citizens ». *West European Politics* 39(6): 1181-1204.
- van Elsas, Erika, et Wouter van der Brug. 2015. « The Changing Relationship between Left–Right Ideology and Euroscepticism, 1973–2010 ». *European Union Politics* 16(2): 194-215.
- European Central Bank. 2013. « Statistical Data Warehouse, Standardized Unemployment (series STS.M.I6.S.UNEH. RTT000.4.000) ». <http://sdw.ecb.europa.eu/>.
- European Commission. 2019. *European Citizenship Report*.
- Eurostat. 2019. « Unemployment statistics ». https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics.
- Evans, Jocelyn. 2000. « Le vote gauchois-lepéniste le masque extrême d’une dynamique normale ». *Revue française de science politique* 50(1): 21–51.
- Fisher, Stephen. 2009. « Saliency ». In *The Concise Oxford Dictionary of Politics*, éd. Iain McLean et Alistair McMillan. Oxford University Press.
- Fitzgibbon, John. 2013. « Citizens against Europe? Civil Society and Eurosceptic Protest in Ireland, the United Kingdom and Denmark*: Citizens against Europe? » *JCMS: Journal of Common Market Studies* 51(1): 105-21.
- Follesdal, Andreas, et Simon Hix. 2006. « Why There Is a Democratic Deficit in the EU: A Response to Majone and Moravcsik ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 44(3): 533-62.
- Fournier, Patrick et al. 2003. « Issue Importance and Performance Voting ». *Political Behavior* 25(1): 51-67.

- Franklin, Mark, Michael Marsh, et Lauren McLAREN. 1994. « Uncorking the Bottle: Popular Opposition to European Unification in the Wake of Maastricht ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 32(4): 455-72.
- Franklin, Mark, Michael Marsh, et Christopher Wlezien. 1994. « Attitudes toward Europe and Referendum Votes: A Response to Siune and Svensson ». *Electoral Studies* 13(2): 117-21.
- Franklin, Mark N. 2001. « How Structural Factors Cause Turnout Variations at European Parliament Elections ». *European Union Politics* 2(3): 309-28.
- Franklin, Mark N., Cees van der Eijk, et Michael Marsh. 1995. « Referendum Outcomes and Trust in Government: Public Support for Europe in the Wake of Maastricht ». *West European Politics* 18(3): 101-17.
- Franklin, Mark N., et Christopher Wlezien. 1997. « The Responsive Public: Issue Saliency, Policy Change, and Preferences for European Unification ». *Journal of Theoretical Politics* 9(3): 347-63.
- Franklin, Mark, Erik Oppenhuis, et Cees Van Der Eijk. 1996. « The Institutional Context: Turnout ». In *Choosing Europe? The European electorate and national politics in the face of union*, éd. Cees van der Eijk et Mark N. Franklin. Ann Arbor: Univ. of Michigan Press.
- Frohlich, Norman, Joe A. Oppenheimer, Jeffrey Smith, et Oran R. Young. 1978. « A Test of Downsian Voter Rationality: 1964 Presidential Voting ». *American Political Science Review* 72(01): 178-97.
- Gabel, Matthew J. 1998. *Interests and integration: market liberalization, public opinion, and European Union*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Gabel, Matthew, et Harvey D. Palmer. 1995. « Understanding Variation in Public Support for European Integration ». *European Journal of Political Research* 27(1): 3-19.
- Gabel, Matthew, et Kenneth Scheve. 2007. « Mixed Messages: Party Dissent and Mass Opinion on European Integration ». *European Union Politics* 8(1): 37-59.
- Gander, Kashmira. 2015. « “Today refugees, tomorrow terrorists”: Eastern Europeans chant anti-Islam slogans in demonstrations against refugees ». *The Independent*.
<http://www.independent.co.uk/news/world/europe/refugees-crisis-pro-and-anti-refugee-protests-take-place-in-poland-in-pictures-10499352.html>.

- Garcia, Guillaume, et Virginie Van Ingelgom. 2010. « Étudier les rapports des citoyens à l'Europe à partir d'entretiens collectifs : Une illustration des problèmes de la comparaison internationale en méthodologie qualitative ». *Revue internationale de politique comparée* 17(1): 131.
- Gaxie, Daniel, éd. 2011. *L'Europe des Européens: enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*. Paris: Economica.
- Geys, Benny. 2012. « Success and Failure in Electoral Competition: Selective Issue Emphasis under Incomplete Issue Ownership ». *Electoral Studies* 31(2): 406-12.
- Gibson, James L. 1989. « Understandings of Justice: Institutional Legitimacy, Procedural Justice, and Political Tolerance ». *Law & Society Review* 23(3): 469.
- Gower, Jackie. 2013. *European Union Handbook*. Routledge.
- Green, Jane. 2007. « When Voters and Parties Agree: Valence Issues and Party Competition ». *Political Studies* 55(3): 629-55.
- Green-Pedersen, Christoffer. 2007. « The Growing Importance of Issue Competition: The Changing Nature of Party Competition in Western Europe ». *Political Studies* 55(3): 607-28.
- Green-Pedersen, Christoffer, et Rune Stubager. 2010. « The Political Conditionality of Mass Media Influence: When Do Parties Follow Mass Media Attention? ». *British Journal of Political Science* 40(3): 663-77.
- Hagevi, Magnus. 2002. « Religiosity and Swedish Opinion on the European Union ». *Journal for the Scientific Study of Religion* 41(4): 759-69.
- Halbwachs, Maurice. 1944. « La statistique en sociologie ». In *La Statistique. Ses applications. Les problèmes qu'elles soulèvent (septième semaine de synthèse)*, Paris: Puf.
- Halikiopoulou, Daphne, Kyriaki Nanou, et Sofia Vasilopoulou. 2012. « The Paradox of Nationalism: The Common Denominator of Radical Right and Radical Left Euroscepticism: The Paradox of Nationalism ». *European Journal of Political Research* 51(4): 504-39.
- Hansen, Lene, et Ole Waever. 2003. *European integration and national identity: the challenge of the Nordic states*. Routledge.

- Hinich, Melvin J., et Michael C. Munger. 1997. *Analytical politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hix, Simon. 1999. « Dimensions and alignments in European Union politics: Cognitive constraints and partisan responses ». *European Journal of Political Research* 35(1): 69-106.
- Hix, Simon, et Michael Marsh. 2007. « Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections ». *The Journal of Politics* 69(2): 495-510.
- Hobolt, Sara B. et al. 2011. « Religious Intolerance and Euroscepticism ». *European Union Politics* 12(3): 359-79.
- . 2015. « The 2014 European Parliament Elections: Divided in Unity?: European Parliament Elections ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 53: 6-21.
- . 2016. « The Brexit Vote: A Divided Nation, a Divided Continent ». *Journal of European Public Policy* 23(9): 1259-77.
- Hobolt, Sara B., et Jae-Jae Spoon. 2012. « Motivating the European Voter: Parties, Issues and Campaigns in European Parliament Elections: Motivating the European Voter ». *European Journal of Political Research* 51(6): 701-27.
- Hobolt, Sara B., et Catherine de Vries. 2016a. « Turning against the Union? The Impact of the Crisis on the Eurosceptic Vote in the 2014 European Parliament Elections ». *Electoral Studies* 44: 504-14.
- Hobolt, Sara B., et Catherine E. de Vries. 2016b. « Public Support for European Integration ». *Annual Review of Political Science* 19(1): 413-32.
- Hobolt, Sara Binzer, et James Tilley. 2014. *Blaming Europe? responsibility without accountability in the European Union*. 1st ed. Oxford: Oxford University Press.
- Holmberg, Sören. 2011. « Dynamic Representation from Above ». In *How Democracy Works*, éd. Martin Rosema, Bas Denters, et Kees Aarts. Amsterdam: Amsterdam University Press, 53-76.
- Hooghe, Liesbet, et Gary Marks. 2004. « Does Identity or Economic Rationality Drive Public Opinion on European Integration? ». *Political Science & Politics* 37(3): 415-20.
- . 2007. « Sources of Euroscepticism ». *Acta Politica* 42(2-3): 119-27.

- . 2009. « A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus ». *British Journal of Political Science* 39(01): 1.
- Hooghe, Liesbet, Gary Marks, et Carole Wilson. 2002. « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration ». *Comparative Political Studies* 35(8): 965-89.
- Hubé, Nicolas. 2013. *Party Attitudes Towards the EU in the Member States: France*. Taylor and Francis.
- Inglehart, Ronald, Jacques-René Rabier, et Karlheinz Reif. 1987. « The Evolution of Public Attitudes toward European Integration: 1970–1986 ». *Journal of European Integration* 10(2-3): 135-55.
- Janssen, Joseph I. H. 1991. « Postmaterialism, Cognitive Mobilization and Public Support for European Integration ». *British Journal of Political Science* 21(04): 443.
- Karp, Jeffrey A., Susan A. Banducci, et Shaun Bowler. 2003. « To Know It Is to Love It?: Satisfaction with Democracy in the European Union ». *Comparative Political Studies* 36(3): 271-92.
- Kelemen, R. Daniel, Anand Menon, et Jonathan B Slapin. 2015. *The European Union: Integration and Enlargement*.
- Knill, Christoph. 1997. *Implementing European Policies: The Impact of National Administrative Traditions*. EUI. Working paper.
- Kopecký, Petr, et Cas Mudde. 2002. « The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe ». *European Union Politics* 3(3): 297-326.
- Kriesi, Hanspeter et al. 2006. « Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared ». *European Journal of Political Research* 45(6): 921-56.
- . 2007. « The Role of European Integration in National Election Campaigns ». *European Union Politics* 8(1): 83-108.
- . 2008. *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kritzinger, Sylvia, et David Johann. 2016. « Eurosceptic Vote Deviation and the Impact of News Media ». In *(Un)intended Consequences of EU Parliamentary Elections*, éd. Wouter van der Brug et Claes H. de Vreese. Oxford University Press.

- Krosnick, Jon A. 1988. « The Role of Attitude Importance in Social Evaluation: A Study of Policy Preferences, Presidential Candidate Evaluations, and Voting Behavior. » *Journal of Personality and Social Psychology* 55(2): 196-210.
- Kuhn, Theresa, Erika van Elsas, Armen Hakhverdian, et Wouter van der Brug. 2016. « An Ever Wider Gap in an Ever Closer Union: Rising Inequalities and Euroscepticism in 12 West European Democracies, 1975–2009 ». *Socio-Economic Review* 14(1): 27-45.
- La France Insoumise. 2019. « « L’Avenir en commun, en Europe aussi ! » ». <https://lafranceinsoumise.fr/actualites/elections-europeennes/lavenir-en-commun-en-europe-aussi/>.
- Lachat, Romain. 2011. « Electoral Competitiveness and Issue Voting ». *Political Behavior* 33(4): 645-63.
- . 2014. « Issue Ownership and the Vote: The Effects of Associative and Competence Ownership on Issue Voting ». *Swiss Political Science Review* 20(4): 727-40.
- Laver, Michael. 2003. *Estimating the Policy Position of Political Actors*. 1^{re} éd. Routledge.
- Leconte, Cécile. 2010. *Understanding euroscepticism*. New York: Palgrave Macmillan.
- Lefevere, Jonas, Anke Tresch, et Stefaan Walgrave. 2015. « Introduction: Issue Ownership ». *West European Politics* 38(4): 755-60.
- Leruth, Benjamin, Nicholas Startin, et Simon McDougall Usherwood. 2018. *The Routledge Handbook of Euroscepticism*.
- Lindberg, Leon, et Stuart Scheingold. 1970. *Europe’s Would-be Polity: Patterns of Change in the European Community*. Prentice-Hall.
- Llamazares, Iván, et Wladimir Gramacho. 2007. « Eurosceptics Among Euroenthusiasts: An Analysis of Southern European Public Opinions ». *Acta Politica* 42(2-3): 211-32.
- Lord, Christopher. 2001. « Democracy and Democratization in the European Union ». In *Governing the European Union*, Governing Europe, éd. Simon Bromley. London ; Thousand Oaks, Calif: SAGE Publications in association with the Open University.

- Lubbers, Marcel. 2008. « Regarding the Dutch 'Nee' to the European Constitution: A Test of the Identity, Utilitarian and Political Approaches to Voting 'No' ». *European Union Politics* 9(1): 59-86.
- Lubbers, Marcel, et Peer Scheepers. 2005. « Political versus Instrumental Euro-Scepticism: Mapping Scepticism in European Countries and Regions ». *European Union Politics* 6(2): 223-42.
- . 2007. « Explanations of Political Euro-Scepticism at the Individual, Regional and National Levels ». *European Societies* 9(4): 643-69.
- . 2010. « Divergent Trends of Euroscepticism in Countries and Regions of the European Union: Divergent Trends of Euroscepticism in Countries and Regions ». *European Journal of Political Research* 49(6): 787-817.
- March, Luke, et Cas Mudde. 2005. « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation ». *Comparative European Politics* 3(1): 23-49.
- March, Luke, et Charlotte Rommerskirchen. 2015. « Out of Left Field? Explaining the Variable Electoral Success of European Radical Left Parties ». *Party Politics* 21(1): 40-53.
- Marks, Gary, Liesbet Hooghe, Moira Nelson, et Erica Edwards. 2006. « Party Competition and European Integration in the East and West: Different Structure, Same Causality ». *Comparative Political Studies* 39(2): 155-75.
- Marks, Gary, Marco R. Steenbergen, et Leonard Ray, éd. 2004. « Dont rock the boat expectations fears and opposition to EU level policymaking ». In *European integration and political conflict*, Themes in European governance, Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Marsh, Michael. 1998. « Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections ». *British Journal of Political Science* 28(4): 591-607.
- McLaren, Lauren. 2002. « Public Support for the European Union: Cost/Benefit Analysis or Perceived Cultural Threat? » *The Journal of Politics* 64(2): 551-66.
- . 2006. *Identity, interests, and attitudes to European integration*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York: Palgrave Macmillan.
- . 2007. « Explaining Mass-Level Euroscepticism: Identity, Interests, and Institutional Distrust ». *Acta Politica* 42(2-3): 233-51.

- Miller, Arthur H., Warren E. Miller, Alden S. Raine, et Thad A. Brown. 1976. « A Majority Party in Disarray: Policy Polarization in the 1972 Election. » *American Political Science Review* 70(03): 753-78.
- Ministère de l'intérieur. 2017. « Résultats de l'élection présidentielle 2017 ». [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/\(path\)/presidentielle-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/(path)/presidentielle-2017/FE.html).
- Nancy, Jacques et al. 2016. *Les grandes évolutions de l'opinion publique européenne à l'égard de l'UE depuis 1973: étude exploratoire : Edition 2015*. Bruxelles: Parlement européen.
- Netjes, Catherine E., et Harmen A. Binnema. 2007. « The Salience of the European Integration Issue: Three Data Sources Compared ». *Electoral Studies* 26(1): 39-49.
- Nie, Norman, Sydney Verba, et John Petrocik. 2013. *Changing American Voter*. Cambridge: Harvard Univ Press.
- Oppenhuis, Erik, Mark Franklin, et Cees Van Der Eijk. 1996. « The Party Context: Outcomes. » In *Choosing Europe? The European electorate and national politics in the face of union*, éd. Cees van der Eijk et Mark N. Franklin. Ann Arbor: Univ. of Michigan Press.
- Oppermann, Kai, et Henrike Viehrig. 2011. *Issue Salience in International Politics*. Milton Park, Abingdon, Oxon [England]; New York: Routledge.
- Oscarsson, Henrik, et Sören Holmberg. 2016. « Issue Voting Structured by Left–Right Ideology ». In *The Oxford Handbook of Swedish Politics*, éd. Jon Pierre. Oxford University Press.
- Pagis, Julie. 2014. *Mai 68, un pavé dans leur histoire: événements et socialisation politique*.
- Pampel, Fred. 2000. *Logistic Regression*. 2455 Teller Road, Thousand Oaks California 91320 United States of America: SAGE Publications, Inc.
- Petrocik, John R. 1996. « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study ». *American Journal of Political Science* 40(3): 825.
- Polk, Jonathan et al. 2017. « Explaining the Salience of Anti-Elitism and Reducing Political Corruption for Political Parties in Europe with the 2014 Chapel Hill Expert Survey Data ». *Research & Politics* 4(1): 205316801668691.

- Quivy, Raymond, et Luc van Campenhoudt. 2005. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris: Dunod.
- Rabinowitz, George, et Stuart Elaine Macdonald. 1989. « A Directional Theory of Issue Voting ». *The American Political Science Review* 83(1): 93.
- Ray, Leonard. 2003. « When Parties Matter: The Conditional Influence of Party Positions on Voter Opinions about European Integration ». *The Journal of Politics* 65(4): 978-94.
- . 2007. « Mainstream Euroskepticism: Trend or Oxymoron? » *Acta Politica* 42(2-3): 153-72.
- Reif, Karlheinz, et Hermann Schmitt. 1980. « NINE SECOND-ORDER NATIONAL ELECTIONS - A CONCEPTUAL FRAMEWORK FOR THE ANALYSIS OF EUROPEAN ELECTION RESULTS ». *European Journal of Political Research* 8(1): 3-44.
- RePass, David E. 1971. « Issue Saliency and Party Choice ». *American Political Science Review* 65(02): 389-400.
- Riker, William H. 1986. *The Art of Political Manipulation*. New Haven: Yale Univ. Pr.
- Rohrschneider, Robert, et Stephen Whitefield. 2007. « Representation in New Democracies: Party Stances on European Integration in Post-Communist Eastern Europe ». *The Journal of Politics* 69(4): 1133-46.
- Rosema, Martin, J. J. A. Thomassen, S. A. H. Denters, et Kees Aarts, éd. 2011. *How democracy works: political representation and policy congruence in modern societies: essays in honour of Jacques Thomassen*. Amsterdam: Pallas Publications.
- Sauvayre, Romy. 2013. *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*. Dunod.
<http://www.cairn.info/les-methodes-de-l-entretien-en-sciences-sociales--9782100579709.htm>
- Schmidt, Vivien A. 2007. « Trapped by Their Ideas: French Élités' Discourses of European Integration and Globalization1 ». *Journal of European Public Policy* 14(7): 992-1009.
- Schmitt, Hermann. 2005. « The European Parliament Elections of June 2004: Still Second-Order? » *West European Politics* 28(3): 650-79.
- . 2016. « European Parliament Election Study 2014, Voter Study, First Post-Election Survey ». <https://dbk.gesis.org/dbksearch/sdesc2.asp?no=5160&db=e&doi=10.4232/1.12628>

- Schuck, Andreas et al. 2011. « Media Visibility and Framing of the European Parliamentary Elections 2009 ». In *Political Communication in European Parliamentary Elections*, éd. Michaela Maier. Farnham: Ashgate.
- Sears, David O., Carl P. Hensler, et Leslie K. Speer. 1979. « Whites' Opposition to "Busing": Self-Interest or Symbolic Politics? » *American Political Science Review* 73(02): 369-84.
- Smith, Jason Matthew. 2010. « Does Crime Pay? Issue Ownership, Political Opportunity, and the Populist Right in Western Europe ». *Comparative Political Studies* 43(11): 1471-98.
- Smith Keller, Carolyn. 2016. « Elections and Anti-Immigrant Sentiment in the European Union ». In Lausanne.
- Sørensen, Catharina. 2007. « Euroscepticism: A Conceptual Analysis and a Longitudinal, Cross-Country Examination of Public Scepticism towards the European Union ». Dept. of Political Science, University of Copenhagen.
- van Spanje, Joost, et Claes de Vreese. 2011. « So What's Wrong with the EU? Motivations Underlying the Eurosceptic Vote in the 2009 European Elections ». *European Union Politics* 12(3): 405-29.
- Spendzharova, Aneta, et Esther Versluis. 2013. « Issue Salience in the European Policy Process: What Impact on Transposition? » *Journal of European Public Policy* 20(10): 1499-1516.
- Statham, Paul. 2010. « Introduction ». In *The Making of a European Public Sphere*, éd. Ruud Koopmans et Paul Statham. Cambridge: Cambridge University Press, 1-10.
- Steenbergen, Marco R., Erica E. Edwards, et Catherine E. de Vries. 2007. « Who's Cueing Whom?: Mass-Elite Linkages and the Future of European Integration ». *European Union Politics* 8(1): 13-35.
- Steenbergen, Marco R., et David J. Scott. 2004. « Contesting Europe? The salience of European integration as a party issue ». In *European integration and political conflict*, Themes in European governance, éd. Gary Marks et Marco R. Steenbergen. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Stoeckel, Florian. 2013. « Ambivalent or Indifferent? Reconsidering the Structure of EU Public Opinion ». *European Union Politics* 14(1): 23-45.

- Stokes, Donald E. 1963. « Spatial Models of Party Competition ». *American Political Science Review* 57(2): 368-77.
- Stubager, Rune. 2018. « What Is Issue Ownership and How Should We Measure It? » *Political Behavior* 40(2): 345-70.
- Szczerbiak, Aleks, et Paul Taggart. 2000. *Opposing Europe: Party Systems and Opposition to the Union, the Euro and Europeanisation*. University of Sussex. Working paper.
- Taggart, Paul. 1998. « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems ». *European Journal of Political Research* 33(3): 363-88.
- Taggart, Paul, et Aleks Szczerbiak. 2001. *Parties, Positions and Europe: Euroscepticism in the EU Candidate States of Central and Eastern Europe*. University of Sussex. Working paper.
- . 2002. « The party politics of Euroscepticism in EU member and candidate states ». In Turin, Italy.
- . 2018. « Putting Brexit into Perspective: The Effect of the Eurozone and Migration Crises and Brexit on Euroscepticism in European States ». *Journal of European Public Policy* 25(8): 1194-1214.
- Tajfel, Henri. 2010. *Human Groups and Social Categories: Studies in Social Psychology*. Re-issued in this digitally printed version. Cambridge London New York: Cambridge University Press.
- Thomassen, Jacques, éd. 2005. *The European voter: a comparative study of modern democracies*. New York: Oxford University Press.
- Tilley, James, John Garry, et Tessa Bold. 2008. « Perceptions and Reality: Economic Voting at the 2004 European Parliament Elections ». *European Journal of Political Research* 47(5): 665-86.
- Topaloff, Liubomir K. 2012. *Political parties and Euroscepticism*. New York: Palgrave Macmillan.
- Treib, Oliver. 2014. « The Voter Says No, but Nobody Listens: Causes and Consequences of the Eurosceptic Vote in the 2014 European Elections ». *Journal of European Public Policy* 21(10): 1541-54.
- Turcotte, Emmanuelle. 2016. « Les méthodes mixtes dans la recherche féministe : enjeux, contraintes et potentialités politiques ». *Recherches féministes* 29(1): 111.

- Usherwood, Simon, et Nick Startin. 2013. « Euroscepticism as a Persistent Phenomenon* : Euroscepticism as a Persistent Phenomenon ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 51(1): 1-16.
- V. O. Key. 2013. *Responsible Electorate*. Cambridge: Harvard Univ Press.
- Van Der Eijk, Cees, et Mark N. Franklin. 2004. « Potential for contestation on European matters at national elections in Europe ». In *European Integration and Political Conflict*, éd. Gary Marks et Marco R. Steenbergen. Cambridge: Cambridge University Press, 32-50.
- Van Ingelgom, Virginie. 2012. « Mesurer l'indifférence. Intégration européenne et attitudes des citoyens ». *Sociologie* 3(1): 1.
- . 2014. *Integrating indifference: a comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration*. Colchester, UK: ECPR Press, University of Essex.
- de Vreese, Claes, et Mette Tobiasen. 2007. « Conflict and Identity: Explaining Turnout and Anti-Integrationist Voting in the Danish 2004 Elections for the European Parliament ». *Scandinavian Political Studies* 30(1): 87-114.
- de Vreese, Claes H. 2003. « Television Reporting of Second-Order Elections ». *Journalism Studies* 4(2): 183-98.
- de Vreese, Claes H, Susan A Banducci, Holli A Semetko, et Hajo G Boomgaarden. 2006. « The news coverage of the 2004 European Parliamentary election campaign in 25 countries ». *European Union Politics* 7(4): 477–504.
- de Vries, Catherine E. 2010. « The Issue Voting Triangle: How Issue Linkage, Issue Competition and Issue Mobilization Facilitate Issue Voting ». *SSRN Electronic Journal*.
- . 2013. « Ambivalent Europeans? Public Support for European Integration in East and West ». *Government and Opposition* 48(03): 434-61.
- . 2018. *Euroscepticism and the Future of European Integration*. Oxford University Press. Oxford.
- de Vries, Catherine E., Wouter van der Brug, Marcel H. van Egmond, et Cees van der Eijk. 2011. « Individual and Contextual Variation in EU Issue Voting: The Role of Political Information ». *Electoral Studies* 30(1): 16-28.

- de Vries, Catherine E., et Erica E. Edwards. 2009. « Taking Europe To Its Extremes: Extremist Parties and Public Euroscepticism ». *Party Politics* 15(1): 5-28.
- de Vries, Catherine E., et Kees van Kersbergen. 2007. « Interests, Identity and Political Allegiance in the European Union ». *Acta Politica* 42(2-3): 307-28.
- de Vries, Catherine E., et Martin Rosema. 2007. *The dual nature of EU issue voting: The impact of European integration in national and European parliamentary elections*. University of Twente. Working paper.
- de Vries, Catherine E., et Erik R Tillman. 2011. « European Union issue voting in East and West Europe: The role of political context ». *Comparative European Politics* 9(1): 1-17.
- Walgrave, Stefaan, Anke Tresch, et Jonas Lefevere. 2015. « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership ». *West European Politics* 38(4): 778-96.
- Warntjen, Andreas. 2012. « Measuring Salience in EU Legislative Politics ». *European Union Politics* 13(1): 168-82.
- Weßels, Bernhard. 1995. « Evaluations of the EC : Elite or Mass-Driven? » In *Public Opinion and Internationalized Governance, Beliefs in government ; v. 2*, éd. Oskar Niedermayer et Richard Sinnott. Oxford ; Toronto: Oxford University Press.
- . 2007. « Discontent and European Identity: Three Types of Euroscepticism ». *Acta Politica* 42(2-3): 287-306.
- de Wilde, Pieter, Asimina Michailidou, et Hans-Jörg Trenz. 2014. « Converging on Euroscepticism: Online Polity Contestation during European Parliament Elections: Converging on Euroscepticism ». *European Journal of Political Research* 53(4): 766-83.
- Wildgen, John K., et Werner J. Feld. 1976. « Evaluative and Cognitive Factors in the Prediction of European Unification ». *Comparative Political Studies* 9(3): 309-34.
- Wlezien, Christopher. 2005. « On the Salience of Political Issues: The Problem with ‘Most Important Problem’ ». *Electoral Studies* 24(4): 555-79.

Annexe I : Certificat éthique



N° de certificat
CERAH-2019-065-D

Comité d'éthique de la recherche en arts et humanités (CERAH)

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en arts et humanités (CERAH), selon les procédures en vigueur, en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal.

Projet	
Titre du projet	Le vote eurosceptique parmi l'électorat europhile
Étudiante requérante	Anne-Marie Houde, candidate à la maîtrise, FAS - Département de science politique
Sous la direction de	Laurie Beaudonnet, professeure adjointe, FAS - Département de science politique, Université de Montréal
Financement	
Organisme	Non financé

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au Comité qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au Comité.

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du Comité.

Pierre Martin, président
Comité d'éthique de la recherche en arts et
humanités (CERAH)
Université de Montréal

8 avril 2019
Date de délivrance

1^{er} mai 2020
Date de fin de validité

1^{er} mai 2020
Date du prochain suivi

Annexe II : Questionnaire de sélection des répondant.e.s

- Q1 : Quel âge avez-vous?
- Q2 : Détenez-vous la citoyenneté française?
- Q3 : Quel est votre niveau d'éducation?
- Q4 : Quelle est votre situation professionnelle actuelle (ou passée si retraité)? Si vous êtes étudiant.e, quel est votre domaine d'étude?
- Q5 : À combien vous situez vous sur l'échelle gauche-droite (où 1 étant le plus à gauche et 10 le plus à droite)?
- Q6: Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise? N'hésitez pas à développer.
- Q7 : Si les élections européennes avaient lieu aujourd'hui, quel parti obtiendrait votre vote? Si vous hésitez entre plusieurs partis, vous pouvez développer.

Annexe III : Exemple de courriel de recrutement

Anne-Marie Houde
Étudiante, 2^e cycle
Université de Montréal, Montréal, Canada
Tel: 07 73 46 45 12
anne-marie.houde@umontreal.ca

Courriel à envoyer aux personnes pouvant faire circuler mon adresse courriel

Monsieur, Madame,

Je suis étudiante en science politique à l'Université de Montréal, au Canada. Je travaille actuellement sur un projet de recherche sur les électeur·rice·s français et leur rapport à l'Europe. Cette recherche est supervisée par la professeure Laurie Beaudonnet, de l'Université de Montréal.

Je souhaiterais organiser des entretiens individuels avec des électeur·rice·s français. Les entretiens seront d'une durée moyenne de 1 heure et seront enregistrées à des fins de transcription.

Néanmoins, les données utilisées seront totalement anonymes.

Si vous connaissez des gens qui pourraient être intéressé.e.s, je vous invite à leur partager cette adresse courriel ou mon numéro de téléphone, soit le 07 *****

Je vous remercie de votre collaboration et je reste à votre entière disposition pour vous fournir davantage de détails sur le projet de recherche ou le déroulement de l'entretien.

Bien cordialement,

Anne-Marie Houde

Annexe IV : Formulaire de consentement



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

« L'Europe et la France insoumise »

Qui dirige ce projet?

Anne-Marie Houde, étudiante en science politique à l'Université de Montréal, Canada. Elle est supervisée par Laurie Beaudonnet, professeure au département de Science Politique de l'université de Montréal, à Montréal, Canada.

Décrivez-moi ce projet

Le projet a pour but de comprendre comment les électeurs de la France insoumise perçoivent certains enjeux, particulièrement en rapport avec l'Europe. Pour ce faire, nous comptons rencontrer des personnes comme vous, afin de discuter de ces enjeux.

Si je participe, qu'est-ce que j'aurai à faire?

Vous aurez à participer à un entretien durant lequel vous serez amené.e à discuter de différents enjeux par rapport aux élections européennes. Chaque entretien devrait durer environ 60 minutes et, avec votre permission, le son sera enregistré afin de pouvoir ensuite transcrire la discussion sans rien oublier. L'enregistrement audio sera utilisé seulement à des fins de transcription et ne sera pas diffusés.

Y a-t-il des risques ou des avantages à participer à cette recherche?

Il n'y a aucun risque à participer à l'entretien. Si vous vous sentez mal-à-l'aise durant l'entretien, vous pouvez simplement décider de ne pas prendre part à la discussion et même de quitter la salle.

L'avantage de votre participation est de pouvoir contribuer à la connaissance au sujet des opinions des électeurs de France insoumise par rapport aux enjeux ciblés.

Que ferez-vous avec mes réponses?

Nous analyserons l'ensemble des propos recueillis lors de l'entretien pour comprendre comment certains enjeux sociaux sont perçus par les électeurs de la France insoumise.

Est-ce que mes données personnelles seront protégées?

Oui. Les renseignements recueillis (nom, âge, statut d'emploi, niveau d'éducation) seront conservés de manière confidentielle. Les enregistrements et les transcriptions seront gardés dans un bureau fermé et sur un disque dur encrypté. Les enregistrements et toute information permettant de vous nommer seront détruits 7 ans après la fin du projet de recherche. Vous ne serez pas nommés personnellement dans les retranscriptions (nous utiliserons des pseudonymes). Nous ne conserverons que les réponses transcrites, mais sans aucune information concernant les personnes qui les auront données.

Les résultats généraux du projet seront utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme, c'est-à-dire sans jamais nommer les participants par leur vrai nom.

Est-ce que je suis obligé.e de répondre à toutes les questions et d'aller jusqu'au bout?

Non. Vous pouvez décider de ne pas participer à certains moments ou à toute la discussion. Vous pouvez aussi à tout moment décider que vous ne voulez plus participer à l'entretien et que vous abandonnez le projet. Dans ce cas, vous pourrez même demander que vos réponses ne soient pas utilisées et qu'elles soient détruites. Cependant, une fois que le processus de publication des données sera mis en route, nous ne pourrons pas détruire les analyses et les résultats portant sur vos réponses, mais aucune information permettant de vous identifier ne sera publiée.

À qui puis-je parler si j'ai des questions durant l'étude?

Plusieurs ressources sont à votre disposition. Pour toute question, vous pouvez contacter Anne-Marie Houde, l'étudiante en charge du projet, au numéro suivant 07 73 46 45 12 ou à l'adresse suivante anne-marie.houde@umontreal.ca. Vous pouvez également contacter la directrice de recherche qui supervise le projet, Laurie Beaudonnet, à l'adresse suivante: laurie.beaudonnet@umontreal.ca.

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences de l'Université de Montréal. Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le comité par téléphone au +1 514 343-5925 ou par courriel l'adresse cerah@umontreal.ca ou encore consulter le site Web : <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Si vous avez des plaintes concernant votre participation à cette recherche, vous pouvez communiquer avec l'ombudsman (c'est un « protecteur des citoyens ») de l'Université de Montréal, au numéro de téléphone +1-514-343-2100 ou à l'adresse courriel ombudsman@umontreal.ca (l'ombudsman accepte les appels à frais virés/appels PCV).

Comment puis-je donner mon accord pour participer à l'étude ?

En signant ce formulaire de consentement et en me le remettant. Je vous laisserai une copie du formulaire que vous pourrez conserver afin de vous y référer au besoin.

CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à ma participation.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Je consens à ce que l'entrevue soit enregistrée (audio seulement) : Oui Non

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Engagement du chercheur

J'ai expliqué les conditions de participation au projet de recherche au participant. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Annexe V : Grille d'entretien

Dimensions du vote :

Vote sur enjeu vs/et idéologie (sur l'UE ou sur gauche-droite) / Question de la saillance des enjeux /Soutien diffus vs spécifique/ Vote d'opposition

Indicateurs :

Idéologie :

- ouvert/fermé / intégration vs. Identité
- Intervention État / Libéralisme

Enjeux :

- Saillance (enjeu mentionné comme le plus important pour eux)
- Saillance (enjeu mentionné plusieurs fois dans la discussion)

Satisfaction UE

- Mention de politiques européennes (positive ou négative?)

Satisfaction gouvernement

- Mention du gouvernement national (positif ou négatif?)
- Mention des autres acteurs nationaux (Président, etc., positif ou négatif?)

Questions :

- Vous souhaitez voter pour la liste de la France Insoumise pour les européennes, est-ce que vous pouvez me dire qu'est-ce qui vous pousse à faire ce choix ?
- Vous avez mentionné que (x enjeu) fait partie des raisons pour lesquelles vous souhaitez voter pour la France insoumise. Selon vous, quels sont les problèmes les plus importants auxquels fait face la société?
- Au niveau national et européen, est-ce qu'à votre avis ces problèmes sont bien gérés?
- Vous l'Europe vous en pensez-quoi?
- Relance : est-ce que cela correspond à la position de France Insoumise sur l'Europe ? (Et vous êtes plutôt d'accord ou plutôt en désaccord avec cela?)

Annexe VI : Modèles intermédiaires

Influence de la satisfaction envers les politiques de l'Union européenne sur le vote eurosceptique (europhiles seulement)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
Femme	0.783*	0.787*	0.799*	0.810*	0.819*
	(-2.54)	(-2.43)	(-2.27)	(-2.12)	(-2.00)
Éducation: 16-19 ans (reference= moins de 15 ans)	1.511*	1.461*	1.489*	1.440	1.469*
	(2.24)	(2.00)	(2.09)	(1.92)	(2.01)
Éducation: 20 ans ou plus	1.282	1.212	1.273	1.243	1.301
	(1.37)	(1.03)	(1.28)	(1.16)	(1.39)
Éducation: Toujours aux études	0.911	0.910	0.914	0.929	0.931
	(-0.31)	(-0.30)	(-0.29)	(-0.24)	(-0.23)
Âge	1.000	0.998	0.997	0.999	0.998
	(-0.03)	(-0.51)	(-0.88)	(-0.36)	(-0.72)
Sans emploi	1.368	1.316	1.322	1.258	1.262
	(1.76)	(1.47)	(1.49)	(1.22)	(1.22)
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)		1.007 (0.35)		1.011 (0.51)	
Extrême gauche			1.880*** (4.60)		1.852*** (4.45)
Extrême droite			1.932*** (5.50)		1.987*** (5.67)
Satisfaction avec les actions de l'UE					
Insatisfait (reference=satisfait)				2.320*** (7.29)	2.341*** (7.34)
Ne sait pas				1.212 (1.35)	1.226 (1.42)
Observations	6719	6122	6122	6122	6122
BIC	3333.4	3184.4	3152.8	3145.1	3113.0

Exponentiated coefficients; t statistics in parentheses

* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Influence de la saillance des enjeux sur le vote eurosceptique (europhiles seulement)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1) Modèle 6	(2) Modèle 7
Femme	0.806* (-2.15)	0.816* (-2.03)
Éducation: 16-19 ans (<u>reference</u> = moins de 15 ans)	1.455* (1.98)	1.480* (2.05)
Éducation: 20 ans ou plus	1.272 (1.29)	1.325 (1.49)
Éducation: Toujours aux études	0.941 (-0.20)	0.944 (-0.18)
Âge	0.999 (-0.37)	0.997 (-0.75)
Sans emploi	1.240 (1.13)	1.241 (1.13)
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)	1.006 (0.31)	
Extrême gauche		1.884*** (4.55)
Extrême droite		1.951*** (5.51)
Satisfaction avec les actions de l'UE		
Insatisfait	2.341*** (7.34)	2.362*** (7.39)
(<u>reference</u> = satisfait)		
Ne sait pas	1.204 (1.30)	1.217 (1.37)
Enjeu considéré comme le plus important		
Immigration	2.556*** (4.55)	2.555*** (4.53)
Économie	0.934 (-0.65)	0.954 (-0.44)
Observations	6122	6122
BIC	3142.6	3111.1
Exponentiated coefficients; t statistics		in parentheses
* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001		

Influence de la satisfaction envers le gouvernement national sur le vote eurosceptique (europhiles seulement)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1) Modèle 8	(2) Modèle 9
Femme	0.820* (-1.97)	0.826 (-1.89)
Education: 16-19 ans (<i>reference</i> = moins de 15 ans)	1.426 (1.85)	1.435 (1.87)
Education: 20 ans ou plus	1.275 (1.28)	1.305 (1.40)
Education: Toujours aux études	0.957 (-0.14)	0.932 (-0.22)
Age	1.001 (0.28)	1.000 (-0.11)
Sans emploi	1.194 (0.92)	1.188 (0.89)
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)	1.029 (1.35)	
Extrême gauche		1.721*** (3.86)
Extrême droite		2.052*** (5.82)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>		
Insatisfait (<i>reference</i> = satisfait)	1.514** (3.26)	1.532*** (3.33)
Ne sait pas	0.944 (-0.38)	0.946 (-0.37)
<i>Enjeu considéré comme le plus important</i>		
Immigration	2.740*** (4.84)	2.750*** (4.84)
Économie	0.956 (-0.41)	0.977 (-0.21)
<i>Satisfaction avec le bilan du gouvernement national</i>		
Insatisfait (<i>reference</i> = satisfait)	2.804*** (8.25)	2.756*** (8.10)
Ne sait pas	1.710** (2.66)	1.757** (2.78)
Observations	6122	6122
BIC	3089.1	3060.2

Exponentiated coefficients; t statistics in parentheses
* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Influence de la satisfaction envers l'UE sur le vote eurosceptique (tous les autres électeur·rice·s)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
VD: vote pour un parti eurosceptique	Modèle 10	Modèle 11	Modèle 12	Modèle 13	Modèle 14
Femme	0.607*** (6.45)	0.627*** (5.62)	0.627*** (5.58)	0.657*** (5.01)	0.656*** (4.98)
Education: 16-19 ans (référence= moins de 15 ans)	1.186 (1.53)	1.168 (1.27)	1.159 (1.20)	1.131 (1.00)	1.120 (0.91)
Education: 20 ans ou plus	1.273* (2.07)	1.302* (2.08)	1.276 (1.90)	1.275 (1.91)	1.245 (1.70)
Education: Toujours aux études	1.227 (0.89)	1.368 (1.27)	1.237 (0.85)	1.340 (1.18)	1.191 (0.69)
Âge	1.004 (1.50)	1.004 (1.41)	1.003 (1.22)	1.003 (1.09)	1.003 (0.88)
Sans emploi	0.799 (1.52)	0.820 (1.22)	0.776 (1.53)	0.815 (1.25)	0.766 (1.59)
<i>Opinion sur l'appartenance du pays à l'UE</i>					
Mauvaise chose	1.816*** (7.58)	1.933*** (7.83)	1.830*** (7.10)	1.696*** (6.14)	1.602*** (5.40)
<i>Positionnement idéologique</i>					
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)		1.071*** (4.21)		1.076*** (4.48)	
Extrême gauche			1.671*** (4.45)		1.644*** (4.28)
Extrême droite			2.473*** (8.98)		2.235*** (9.11)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>					
Insatisfait (référence= satisfait)				2.613*** (5.73)	2.647*** (5.76)
Ne sait pas				1.424 (1.86)	1.457 (1.96)
Observations	5278	4383	4383	4383	4383
BIC	4457.5	3871.8	3814.0	3833.2	3776.1

Exponentiated coefficients; t statistics in parentheses
* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Influence de la saillance des enjeux sur le vote eurosceptique (tous-tes les autres électeur-ric-e:s)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1) Modèle 15	(2) Modèle 16
Femme	0.651*** (5.09)	0.651*** (5.04)
Education: 16-19 ans (référence= moins de 15 ans)	1.119 (0.91)	1.110 (0.84)
Education: 20 ans ou plus	1.288* (1.98)	1.260 (1.79)
Education: Toujours aux études	1.561 (1.23)	1.217 (0.77)
Age	1.003 (1.01)	1.002 (0.82)
Sans emploi	0.824 (1.17)	0.773 (1.53)
<i>Opinion sur l'assortenance du pays à l'UE</i> (référence= ni bonne ni mauvaise)		
Mauvaise chose	1.659*** (5.84)	1.571*** (5.15)
<i>Positionnement idéologique</i>		
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)	1.065** (3.83)	
Extrême gauche		1.700*** (4.54)
Extrême droite		2.410*** (8.54)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>		
Insatisfait (référence= satisfait)	2.516*** (5.49)	2.551*** (5.53)
Ne sait pas	1.400 (1.76)	1.437* (1.88)
<i>Enjeu considéré comme le plus important</i>		
Immigration	2.098*** (5.46)	2.068*** (5.29)
Economie	0.995 (0.05)	1.009 (0.09)
Observations	4383	4383
BIC	5819.3	5764.4

Exponentiated coefficients; t statistics in parentheses
 * $\alpha < 0.05$. ** $\alpha < 0.01$. *** $\alpha < 0.001$

Influence de la satisfaction envers le gouvernement national sur le vote eurosceptique (tous-tes les autres électeur-ric-e-s)

VD: vote pour un parti eurosceptique	(1) Modèle 17	(2) Modèle 18
Femme	0.631*** (5.41)	0.631*** (5.37)
Education: 16-19 ans (<i>reference</i> = moins de 15 ans)	1.134 (1.01)	1.126 (1.95)
Education: 20 ans ou plus	1.292* (1.99)	1.262 (1.79)
Education: Toujours aux études	1.412 (1.37)	1.253 (0.88)
Age	1.004 (1.41)	1.003 (1.20)
Sans emploi	0.808 (1.29)	0.756 (1.66)
<i>Opinion sur l'appartenance du pays à l'UE</i>		
(<i>reference</i> = ni bonne ni mauvaise)		
Mauvaise chose	1.612*** (5.48)	1.532*** (4.84)
<i>Positionnement idéologique</i>		
Position idéologique (1= gauche ; 10=droite)	1.077*** (4.42)	
Extrême gauche		1.624*** (4.12)
Extrême droite		2.511*** (8.83)
<i>Satisfaction avec les actions de l'UE</i>		
Insatisfait (<i>reference</i> = satisfait)	1.826*** (3.42)	1.827*** (3.40)
Ne sait pas	1.108 (0.51)	0.101 (0.48)
<i>Enjeu considéré comme le plus important</i>		
Immigration	2.087*** (5.38)	2.068*** (5.26)
Economie	1.001 (0.01)	1.012 (0.12)
<i>Satisfaction avec le bilan du gouvernement national</i>		
Insatisfait (<i>reference</i> = satisfait)	2.207*** (6.32)	2.198*** (6.20)
Ne sait pas	1.613*** (2.56)	1.726*** (2.88)
Observations	4383	4383
BIC	3792.7	3739.8

Exponentiated coefficients; t statistics in parentheses
* p < 0.05, ** p < 0.01, *** p < 0.001

Annexe VII: Coefficients par pays

	Analyse europhiles	Analyse autres électeur·rice·s
<i>Pays</i> (reference = Hongrie ⁷)		
Danemark	0.938*** (3.64)	2.406*** (11.60)
Autriche	-0.0958 (-0.30)	1.151*** (5.36)
Finlande	-0.410 (-1.23)	0.367 (1.47)
France	-0.744* (-2.03)	0.625** (2.62)
Grèce	2.161*** (8.80)	2.455*** (12.30)
Pays-Bas	1.079*** (4.31)	1.567*** (6.97)
Pologne	1.170*** (4.69)	1.098*** (4.92)
Suède	0.360 (1.31)	1.451*** (6.68)
Royaume-Uni	-0.537 (-1.53)	1.083*** (5.25)
Belgique	-0.972** (-2.65)	-0.293 (-0.89)
Constant	-3.125*** (-14.02)	-2.885*** (-15.88)
lns1_1_1 Constant	-16.95 (-0.00)	-21.43 (-0.00)
Observations	6829	5702
<i>BIC</i>	3372.5	4817.5

t statistics in parentheses

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

⁷ La Hongrie est le pays de référence puisque le nombre de sièges remporté par les partis hongrois inclus dans l'étude était celui qui se rapprochait le plus de la moyenne des sièges remportés par les partis inclus.